

Cartographie et profil socio-économique des communautés de retour au Cameroun

RAPPORT PAYS

Avril 2018
OIM – Cameroun



Projet financé par



Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Le présent rapport a été produit avec le soutien financier de l'Union européenne.

Les opinions exprimées dans ce rapport n'engagent que les auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de l'Union européenne ou de l'Organisation internationale pour les migrations. Les désignations utilisées et la présentation de tout le contenu du rapport n'impliquent aucune expression de la part de l'Union européenne ou de l'OIM concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ou de leurs autorités, concernant leurs frontières ou limites.

L'Union européenne ou l'OIM ne donnent aucune garantie ou représentation, explicite ou implicite, en ce qui concerne l'exactitude ou l'exhaustivité de ce rapport. En aucun cas, ils ne seront responsables de toute perte, dommage, responsabilité ou dépense encourus ou subis qui résulteraient de l'utilisation de ce rapport, y compris, sans limitation, toute faute, erreur, omission, interruption ou retard à cet égard.

Ce rapport contient des liens à des sites Web de tiers. Les sites auxquels on peut accéder à partir de ces liens ne sont pas gérés ou contrôlés par l'Union européenne ou par l'OIM. L'Union européenne ou l'OIM ne sont donc pas responsables de la disponibilité, du contenu ou de l'exactitude de tout site lié ou de tout lien contenu dans ce site lié. Ces liens sont fournis à titre indicatif uniquement, ils ne constituent en aucun cas ni une recommandation ni une incitation à utiliser un service. L'inclusion de tout lien n'implique aucune approbation du site Web lié par l'Union européenne ou l'OIM.

L'OIM croit fermement que les migrations ordonnées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM collabore avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.



Samuel Hall est un think-tank indépendant avec des bureaux en Asie (Afghanistan) et en Afrique de l'Est (Kenya). Nous sommes spécialisés en enquêtes socio-économiques, analyses des secteurs privés et publics, et études d'impact pour les acteurs humanitaires et du développement. Avec une approche rigoureuse et inclusive des experts académiques, des spécialistes du terrain, et un vaste réseau de chercheurs nationaux, nous avons accès à des zones complexes où nous collectons des données fiables. Nous proposons des solutions pratiques et des perspectives innovantes pour répondre aux enjeux sociaux, économiques, et politiques de notre temps.

Ce rapport a été commandé par Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et la recherche a été effectuée par Samuel Hall. Les avis exprimés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'OIM. Toute erreur ou omission relève de la responsabilité de Samuel Hall.

Le rapport doit être cité selon le format suivant :

Samuel Hall (2018). *Cartographie communautaire des zones de retour au Cameroun*, pour le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation Internationale pour les Migrations.

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION AU CONTEXTE CAMEROUNAIS	10
<i>UN CONTEXTE DE VIVES TENSIONS SOCIO-POLITIQUES</i>	<i>10</i>
<i>ENJEUX POUR L'OIM</i>	<i>12</i>
<i>CADRE MÉTHODOLOGIQUE</i>	<i>13</i>
2. DIMENSION ÉCONOMIQUE	18
<i>PROFILS ÉCONOMIQUE DES PERSONNES INTERROGÉES</i>	<i>19</i>
<i>COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES</i>	<i>21</i>
<i>MARCHÉ DU TRAVAIL.....</i>	<i>30</i>
3. DIMENSION SOCIALE	33
<i>ÉDUCATION.....</i>	<i>34</i>
<i>ACCÈS AUX SERVICES</i>	<i>37</i>
4. EXPÉRIENCE DE LA MIGRATION ET DIMENSION PSYCHOSOCIALE.....	41
<i>ASPIRATIONS.....</i>	<i>42</i>
<i>PARTICIPATION SOCIALE ET INCLUSION PSYCHOSOCIALE</i>	<i>48</i>
5. IDENTIFICATION DES BESOINS COMMUNAUTAIRES EN VUE D'UNE MEILLEURE RÉINTÉGRATION	53
6. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES	55
7. COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT	59
<i>SOURCES D'INFORMATION, DE CONFIANCE, OBSTACLES ET RÉSEAUX SOCIAUX</i>	<i>60</i>
<i>PISTES DE RÉFLEXION SUR L'ÉLABORATION DE MESSAGES/IMAGES.....</i>	<i>68</i>
<i>STRATEGIE DE C4D</i>	<i>70</i>
<i>V. RECOMMANDATIONS POUR OIM – Cameroun.....</i>	<i>72</i>
ANNEXE 1 : LISTE NON-EXHAUSTIVE D'INITIATIVES ENTREPRENEURIALES.....	95
ANNEXE 2 : LISTE DES PARTIES INTERROGÉES	102
ANNEXE 3 : DISPOSITIF DE SUIVI ET ÉVALUATION DE LA QUALITÉ	109
ANNEXE 4: COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT(C4D) – CADRE CONCEPTUEL ET DÉFINITIONS.....	119
ANNEXE 5 : C4D, OUTILS ET SUIVI-EVALUATION	122
ANNEXE 6 : BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE.....	134

TABLEAUX ET FIGURES

Tableau 1. Liste des zones de l'enquête.....	14
Tableau 2. Objectifs et réalisations pour les échantillons cibles qualitatifs et quantitatifs	15
Tableau 3. Sondages par communauté, genre et âge	16
Tableau 4. Outils qualitatifs.....	16
Tableau 5. Objectifs du rapport.....	17
Tableau 6. Profil migratoire des sondés	19
Tableau 7. Principales caractéristiques socio-économiques des sondés, par profil migratoire et par genre	20
Tableau 8. Compétences détenues, par communauté et par genre (réponses multiples)*	22
Tableau 9. Compétences souhaitées par communauté et par genre (réponses multiples)	24
Tableau 10. Perceptions des critères de recrutement les plus importants dans le processus d'embauche	26
Tableau 11. Intérêt pour et obstacle(s) à l'entrepreneuriat	28
Tableau 12. Intérêt et obstacle(s) à l'entrepreneuriat – migrants de retour et non-migrants	29
Tableau 13. Données statistiques sur l'éducation disponibles (UNICEF)	34
Tableau 14. Niveau d'éducation par communauté	34
Tableau 15. Indicateurs de vulnérabilités, par genre et par profil migratoire	37
Tableau 16. Variations de la satisfaction de l'accès aux services (en points) comparées à la moyenne de l'échantillon	39
Tableau 17. Aspirations au départ par communauté/profil migratoire/genre/niveau scolaire	42
Tableau 18. Motivations au départ, par communauté	43
Tableau 19. Perceptions des migrants de retour, par communauté	46
Tableau 20. Participation des sondés et membres de leurs foyers à des groupes et des associations, par communauté et profil migratoire.....	48
Tableau 21. Émotions négatives ressenties quotidiennement (par sexe et profil migratoire).....	50
Tableau 22. Soutien psychologique et sentiment de discrimination, par communauté et par genre.....	50
Tableau 23. Synthèse des dimensions perceptives et psychosociales, par durée du retour	52
Tableau 24. Score de réintégration économique, sociale et psychosociale pour les communautés étudiées au Cameroun	53
Tableau 25. Aperçu des défis socio-économiques principaux par communauté.....	54
Tableau 26. Opportunités et obstacles de l'écosystème de réintégration	55
Tableau 27. Partenariats structurels et généraux (indépendamment de la chaîne de valeur ou filière ...	57
Tableau 28. Partenariats possibles, par chaîne de valeur ou filière et communauté	58
Tableau 29. Perception des acteurs selon leur 'honnêteté', par communauté.....	60
Tableau 30. Confiance accordée aux acteurs, par communauté/profil migratoire	61
Tableau 31. Qui vous a aidé(e) à prendre la décision de migrer ? (migrants de retour, n=106)	63
Tableau 32. Agents d'influence lors de la prise de décision.....	65
Tableau 33. Sources d'informations sur l'étranger, par communauté	66
Tableau 34. Cadre logique du suivi-évaluation C4D de l'OIM au Cameroun	110
Tableau 35. Comparaison entre l'approche LearnAdapt et l'approche traditionnelle	116
Tableau 36. Outils de C4D disponibles pour l'OIM – communication interpersonnelle.....	122

Graphique 1. Dimensions de l'Initiative Conjointe.....	12
Graphique 2. Ecosystème communautaire (OIM, Projet MEASURE, 2017)	14
Graphique 3. Outils de l'enquête	15
Graphique 4. Proportion de sondés par profil migratoire, par communauté et genre	19
Graphique 5. Formes d'emploi et statut salarial, par genre et par profil migratoire	27
Graphique 6. Secteurs du marché du travail au Cameroun (source Banque Mondiale, 2012)	30
Graphique 7. Absence d'activité génératrice de revenus, par communauté et par genre.....	32
Graphique 8. Niveau scolaire, par profil migratoire.....	35
Graphique 9. Aspiration au départ selon le niveau scolaire	36
Graphique 10. Satisfaction de l'accès aux services, par communauté	38
Graphique 11. Destinations souhaitées par les aspirants au départ	44
Graphique 12. Motivations pour le retour, par communauté	46
Graphique 13. Cartographie des acteurs avec identification des faiblesses structurelles majeures.....	56
Graphique 14. Utilisation des réseaux sociaux par les sondés.....	65
Graphique 15. Usages thématiques des médias sociaux : intégration et migration.....	66
Graphique 16. Participation aux activités sociales de la communauté.....	66
Graphique 17. Modèle LearnAdapt (DFID, 2018).....	116
Graphique 18. Exemple (fictif) d'indicateurs pour mesurer la qualité des recommandations	118
Graphique 19. Définition et enjeux de la communication de l'OIM en Afrique de l'Ouest et Centrale ..	121

ACRONYMES

ACEBRICAM	Acebono Brique Cameroun (SARL)
AFD	Agence Française de Développement
AMPF	Activité Génératrice de Revenus
ANAC	Abdoul Nacer Cameroun (SARL)
ARVR	Assistance au Retour Volontaire et à la Réintégration
ASCJN	Association Sportive et Culturelle des Jeunes de Nkongmondo
BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque Mondiale
BTP	Bâtiments et travaux publics
CAMERCAP-PARC	Centre d'analyse et de Recherche sur les Politiques Économiques et Sociales
CCEY-CA	Comité de Création d'Entreprises à Yaoundé – Consultants Associés
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CONATT	Coalition nationale des associations et ONG de lutte contre la traite et le trafic de personnes
CMPJ	Centre Multifonctionnels de Promotion de la Jeunesse
CRJDDC	Cercle de Réflexion des Jeunes Dynamiques pour le Développement du Cameroun
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FF-UE	Fonds Fiduciaire de l'Union Européenne
FIJEV	Forum International Jeunesse et Emploi Vert
FNE	Fonds National pour l'Emploi
GIC	Groupe(ments) d'intérêts communs
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
MIDEC	Migration for Development in Cameroon
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINREX	Ministère des Relations Extérieures
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PAJER-U	Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine
PIB	Produit Intérieur Brut
SNGJMB	Synergie de la Nouvelle Génération des Jeunes Musulmans de la Briqueterie
UE	Union Européenne
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund

GLOSSAIRE

Approche écosystème	Un modèle utilisé pour comprendre l'environnement de retour du migrant. Cela inclut les cercles immédiats et étendus des systèmes dans lesquels le migrant de retour interagit à travers cinq couches : l'individu, le microsystème (famille, pairs), le mésosystème (amis de la famille, voisins), l'exosystème (secteur privé et public) et le macrosystème (attitudes et culture).
Communauté	Il n'y a pas de définition généralement acceptée de « communauté » dans la littérature académique. Dans le cadre de cette étude, nous définissons la « communauté » comme un groupe de personnes qui : <ul style="list-style-type: none">• Interagissent régulièrement• Vivent dans un territoire spécifique• Ont tendance à partager des valeurs, croyances et attitudes communes à travers une socialisation partagée• Partagent des services économiques, commerciaux et sociaux• S'identifient en tant que groupe
C4D	« Un processus social basé sur le dialogue et faisant appel à une gamme étendue d'outils et de méthodes. Elle vise aussi à susciter le changement à différents niveaux, notamment par l'écoute, le développement de la confiance, le partage des connaissances et des compétences, l'élaboration de politiques, la discussion et l'apprentissage en vue de changements significatifs et durables» ¹ . La Communication pour le Développement facilite le dialogue et permet aux communautés de prendre la parole, d'exprimer leurs aspirations et leurs préoccupations et de participer aux décisions concernant leur développement
Migration de retour	« Migration ramenant une personne à son lieu de départ – pays d'origine ou lieu de résidence habituelle – généralement après un séjour d'une année au moins à l'étranger. La migration de retour peut être volontaire ou forcée. Elle inclut le rapatriement librement consenti » (Glossaire de l'OIM)
Organisations de la Société Civile (OSC)	« Le large éventail d'organisations non gouvernementales et à but non lucratif qui animent la vie publique, et défendent les intérêts et les valeurs de leurs membres ou autres, en fonction de considérations d'ordre éthique, culturel, politique, scientifique, religieux ou philanthropique » (Banque Mondiale ²)
Protection	« Action de protéger une personne, un objet, une institution. S'agissant des personnes, le droit international prévoit un ensemble de mesures destinées à assurer le respect réel et effectif des droits des êtres humains en général, des nationaux, des étrangers,

¹ Nations Unis (2006), « Consensus de Rome du Congrès mondial sur la communication pour le développement », <https://undg.org/wp-content/uploads/2016/09/c4d-effectiveness-of-UN-FR.pdf>

² Banque Mondiale (n.d.), « Société Civile », <http://www.banquemondiale.org/fr/about/partners/civil-society>

des apatrides, des travailleurs migrants, des minorités, des victimes de conflits armés. Ensemble des activités entreprises dans le but d'obtenir le respect des droits de l'individu conformément à la lettre et à l'esprit des normes de droit international applicables (à savoir le droit des droits de l'homme, le droit international humanitaire, le droit de la migration et le droit des réfugiés). » (Glossaire de l'OIM)

Renforcement des capacités « Activités destinées à développer les connaissances, savoir-faire et attitudes au sein des administrations publiques et des instances de la société civile. Le renforcement des capacités peut prendre la forme de projets précis, conçus et mis en œuvre en partenariat avec un gouvernement. Il peut également s'agir de faciliter l'organisation de processus de dialogue, dans un cadre bilatéral ou multilatéral. Dans tous les cas, les mécanismes de renforcement des capacités ont pour objet de développer des pratiques de gestion internationalement acceptées. » (Glossaire de l'OIM)

Retour volontaire assisté « Appui administratif, logistique et financier au retour et à la réinsertion dans le pays d'origine fondé sur une base volontaire, au profit de demandeurs d'asile déboutés, de migrants victimes de la traite des personnes, d'étudiants en situation de détresse, de nationaux qualifiés et autres migrants ne souhaitant pas demeurer dans l'Etat considéré ou ne pouvant s'y maintenir légalement » (Glossaire de l'OIM)

Réintégration durable “ La réintégration peut être considérée durable quand les personnes de retour ont atteint des niveaux d'autonomie économique, de stabilité sociale au sein de leurs communautés, et de bien-être psychosocial leur permettant de faire face aux facteurs de (re)migration. Etant parvenues à une réintégration durable, les personnes de retour sont capables de faire des futures décisions migratoires une question de choix, et non de nécessité.” (OIM, 2017)



Qui sont les migrants de retour interrogés lors de l'étude ?

L'échantillonnage aléatoire adopté pour l'enquête quantitative fait apparaître 106 personnes revenues de l'étranger. Dans cette étude, le terme « migrant de retour » est employé pour parler des personnes interrogées lors de l'enquête qui ont vécu plus de trois mois à l'étranger et sont revenues au Cameroun sans assistance de l'OIM ; et le terme « migrants assistés au retour » pour parler des Camerounais assistés par l'OIM dans le cadre de l'Assistance au retour volontaire et à la réintégration (7 individus). Malgré des similarités et des profils qui se recoupent entre ces deux groupes, les données décrivent, en plus des communautés sélectionnées, les migrants de retour – mais non les migrants assistés au retour, en raison de leur relativement petit nombre.

1. INTRODUCTION AU CONTEXTE CAMEROUNAIS

UN CONTEXTE DE VIVES TENSIONS SOCIO-POLITIQUES

Le Cameroun fait actuellement face, au-delà de ses défis socio-économiques de long terme, à une situation socio-politique critique. Le pays subit des offensives continues du groupe terroriste Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua depuis 2014, alors que le risque d'une insurrection sécessionniste d'ampleur dans les zones anglophones croît depuis octobre 2017³, transformant ces deux zones en foyers de mobilité transnationale dans le pays.

Pays aux multiples lignes de fracture, la question anglophone n'est pas nouvelle au Cameroun ; mais l'intensification des troubles, depuis 2016, fait craindre à de nombreux observateurs internationaux une crise conséquente et prolongée.⁴ La déclaration d'un administrateur du Centre international des migrations (CIM) du GIZ illustre le climat politique camerounais : « *il y a une peur générale pour l'avenir politique du pays : les gens de la classe moyenne veulent partir, aller à l'étranger pour voir ce qui va se passer ici* ».

Au-delà des départs dits « conjoncturels », dues à l'exacerbation des tensions politiques et sociales, une culture de la migration plus ancienne règne au Cameroun, comme le confirme certaines données récoltées dans notre étude : « *Les gens vendent même des terres familiales simplement pour pouvoir envoyer leurs enfants à l'étranger; cela a considérablement augmenté avec la crise socio-politique dans la région* ». ⁵ Cette situation insurrectionnelle cristallise la défiance des populations envers les autorités camerounaises, et explique la **réduction des leviers d'action de la puissance publique dans les régions anglophones**, qui deviennent difficilement accessibles. Elle perturbe également le cours des activités économiques, dont le commerce constitue un tissu important : « *le business qui était florissant, compte tenu de la proximité de la localité avec le Nigeria, est très en baisse à cause des crises sociopolitiques dans la zone* ». ⁶

Face à ce faisceau de crises, la léthargie prolongée du système politique camerounais, caractérisé par ce que les chercheurs Fred Eboko et Patrick Awondo qualifie d'« État stationnaire »⁷, l'élection présidentielle (juin 2018) a marqué l'espoir d'une période plus favorable et d'une accélération du processus de décentralisation, comme annoncés. Attendu par de nombreux acteurs locaux, le **renforcement des collectivités territoriales décentralisées** au Cameroun est la clé de voûte du développement d'une gouvernance locale efficace et inclusive, et de fait, d'une meilleure appropriation des acteurs locaux de la problématique de la réintégration durable des migrants.

³ Déclaration, International Crisis Group, 21 décembre 2017.

⁴ International Crisis group, chancelleries européennes

⁵ Entretien avec le sous-Préfet de Kumbo, mars 2018, traduit de l'anglais par l'équipe de recherche

⁶ Entretien, Tabwand Support Network, Kumbo, mars 2018).

⁷ « Dossier Cameroun : l'État stationnaire », numéro de Politique Africaine, novembre 2018, Les Afriques dans le Monde (LAM), Sciences Po Bordeaux.

Tenter de comprendre le rôle de la mobilité dans le système social et politique camerounais requiert de se pencher sur ce que Marie-Emmanuelle Pommerolle désigne comme « la démobilisation collective »⁸. La disparition des formes d'actions collectives orientées vers le politique, à l'exception des revendications séparatistes anglophones, est emblématique d'un « coma social sans fin »⁹ : désaffection de l'action syndicale, désaffection des partis politiques d'opposition, multiplication des initiatives socio-économiques pour pallier les défaillances de la puissance publique (tontines, associations ethno-culturelles, etc). Dans la théorie classique de l'action collective, face aux obstacles aux mobilisations protestataires (répression, clientélisme, etc), Albert Hirschman identifie **la migration comme une stratégie de défection (exit)** dans un contexte où la protestation (*voice*) ne peut émerger.¹⁰ Une relecture de cette approche, dans le cadre des migrations transnationales, conduit à souligner que le processus migratoire – qui combine un ensemble de facteurs de long-terme et de court-terme – peut être entendu, dans un contexte politique, comme une externalisation de la protestation¹¹, ce qui constitue un point d'entrée particulièrement intéressant dans le cas camerounais.

Au Cameroun, les trajectoires migratoires prennent la forme d'un mouvement général des zones rurales vers les grandes agglomérations, et sur le plan international, elles tendent à se diriger vers l'Europe (France en premier lieu, suivi de la Belgique, des Pays-Bas et de la Suisse¹²) et en Afrique subsaharienne (le Nigéria et le Gabon sont les deux destinations privilégiées des camerounais juste après la France)¹³. D'autres régions montent également en puissance sur le continent (Maghreb) et à l'extérieur (Moyen-Orient, Chine).

Le projet migratoire au Cameroun repose sur les intermédiaires qui facilitent le trajet vers les destinations susmentionnées (*dokimen, feymen, big men*).¹⁴ Des réseaux de trafics et de traites d'êtres humains occupent également une place importante dans le système de migration . À Kumbo par exemple, l'une des communautés de cette étude, les migrations à destination du Moyen-Orient (Koweït, Liban, Dubaï) pour occuper des emplois de domestiques sont légion, et ont donné lieu à un activisme des organisations confessionnelles dans des campagnes de prévention et de sensibilisation. La question des intermédiaires est à l'ordre de l'agenda national, comme le confirme un entretien avec l'Observatoire national de la Jeunesse en mars 2018 : « *Les réseaux d'incitation au départ sont bien huilés, mais l'État a commencé à les débusquer* ».

Dans le cadre de communautés d'étude aux profils différenciés, ce rapport se veut une contribution à une meilleure compréhension des dynamiques de départ, et de retour de migrants Camerounais ; dans cette perspective l'identification d'un certain nombre de défis dans le cadre de la réintégration durable, et de leviers d'action, au niveau national et local, seront suggérés.

⁸ POMMEROLLE (2008).

⁹ « Dossier Cameroun : l'État stationnaire », numéro de Politique Africaine, novembre 2018, Les Afriques dans le Monde (LAM), Sciences Po Bordeaux.

¹⁰ HIRSCHMAN (1978).

¹¹ HOFFMANN (2008)

¹² EVINA, R. C. and IOM (2009).

¹³ Ibid.

¹⁴ ALPES (2013).

ENJEUX POUR L'OIM

Ce rapport fait partie d'une cartographie communautaire et un profil socio-économique des zones de retour en Afrique de l'Ouest et Centrale. Il a été commandé par le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation Internationale pour la Migration (OIM), dans le cadre du projet d'*Initiative Conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants*¹⁵ financé par l'Union européenne, par l'intermédiaire du Fonds Fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique (FF-UE).

« L'Initiative Conjointe » s'inscrit dans un changement d'approche vis-à-vis de la réintégration de la part de l'OIM.¹⁶ En 2017, l'organisation a développé une définition **multidimensionnelle** et **intégrée** de la réintégration durable : *La réintégration peut être considérée durable quand les personnes de retour ont atteint des niveaux d'autonomie économique, de stabilité sociale au sein de leurs communautés, et de bien-être psychosocial leur permettant de faire face aux facteurs de (re)migration. Étant parvenues à une réintégration durable, les personnes de retour sont capables de faire des futures décisions migratoires une question de choix, et non de nécessité*.¹⁷

Ainsi, pour garantir une réintégration durable des migrants assistés au retour, les activités doivent inclure, en plus des projets économiques, des projets avec des objectifs sociaux (notamment pour améliorer l'accès aux services) et psychosociaux. Ils doivent viser à la fois les bénéficiaires de l'Aide au Retour et à la Réintégration (ARVR) à un niveau individuel mais aussi le collectif, c'est-à-dire les communautés qui les accueillent, et les structures de services publiques et privés. Ces différentes échelles d'intervention marquent les trois principes sur lesquels se base « l'Initiative Conjointe » :

- La mise en place de projets de réintégration collectifs qui incluent la communauté
- Le renforcement des mécanismes d'orientation
- L'appropriation du gouvernement et le renforcement de leur capacité

« L'Initiative Conjointe » a été conceptualisée sous la forme de cinq dimensions – dont l'une d'elle est transversale. Cette étude se concentre sur les objectifs de Réintégration, de Communication pour le Développement (C4D) et de Renforcement de Capacités (en orange dans le graphique 1).

Graphique 1. Dimensions de l'Initiative Conjointe



Renforcement des Capacités

¹⁵ Le nom de ce projet sera raccourci en « Initiative Conjointe » dans le reste du document

¹⁶ SAMUEL HALL / OIM (2017) « Setting standards for an integrated approach to reintegration », financé par DFID.

¹⁷ IOM (2017) « Towards an integrated approach to reintegration in the context of return migration ».

Objectifs de la recherche

L'objectif de l'étude est de soutenir la mise en place opérationnelle de l'Initiative Conjointe. La recherche sur le terrain s'est déroulée de Janvier à Mars 2018 dans onze pays (Cameroun, Sénégal, Nigéria, Mali, Mauritanie, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Ghana, Gambie, Guinée, Guinée Bissau). La présente étude se concentre sur le Cameroun et les communautés de **New-Bell**, **Nkongmondo** et **Edéa** dans la région du Littoral, **La Briqueterie** dans la région du Centre, et **Kumbo** dans la région du Nord-Ouest. Cette recherche vise à mieux comprendre les communautés dans lesquelles les migrants assistés au retour reviennent ou arrivent – afin de formuler des recommandations au niveau communautaire et national.

La recherche a **trois objectifs principaux** :

- Elaborer un **profil économique, social et psychosocial des communautés de retour** afin de soutenir le développement des projets individuels, collectifs et communautaires de l'OIM
- Identifier les **messages et les plateformes pour les activités de C4D** (Communication pour le Développement)
- Identifier et analyser la **capacité des partenaires existants et potentiels**

L'analyse des données des onze pays de l'étude permettra de développer des indicateurs de suivi et d'évaluation afin de mesurer l'impact des projets de Réintégration, de Communication Pour le Développement (C4D) et de renforcement de capacités.

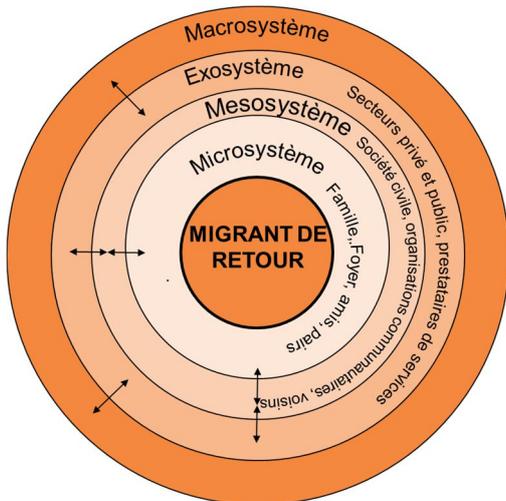
Zones de l'enquête

Il est estimé que les zones de départ et de retour sont essentiellement concentrées dans les régions du Littoral (60%) et du Centre (30%), et plus particulièrement situées au cœur des grandes agglomérations camerounaises, avec en tête Douala, suivie de Yaoundé.

L'OIM Cameroun a identifié cinq zones pour la conduite de la recherche de terrain, repris dans le tableau ci-dessous. Concernant les villes de Douala et Yaoundé, l'OIM Cameroun disposant de peu d'informations sur les communautés de retour exactes, l'équipe de recherche a interrogé des acteurs locaux pour identifier des quartiers ou communautés d'intérêt pour l'étude. L'identification de la communauté a été fondée sur les critères suivants :

- Partagent le même territoire géographique (quartier, village) ;
- S'identifient en tant que groupe ;
- Partagent les mêmes services (ex: ENEO, CAMWATER) commerciaux (ex: marchés, rue commerçante principale...) et sociaux (ex: cafés, événements, « Parlements »...);
- Partagent des valeurs, croyances et attitudes.

Graphique 2. Ecosystème communautaire (OIM, Projet MEASURE, 2017)



Une fois la communauté définie, l'équipe de recherche a utilisé un modèle "écosystème" pour identifier les acteurs présents dans les communautés de retour.

- **Macrosystème** : Attitudes et culture de la société
- **Exosystème** : Secteurs privé et public, prestataires de services
- **Mésosystème** : Société civile, organisations reposant sur la communauté, voisins
- **Microsystème** : Foyer, famille, amis, pairs
- Migrant de retour

Les communautés au Cameroun

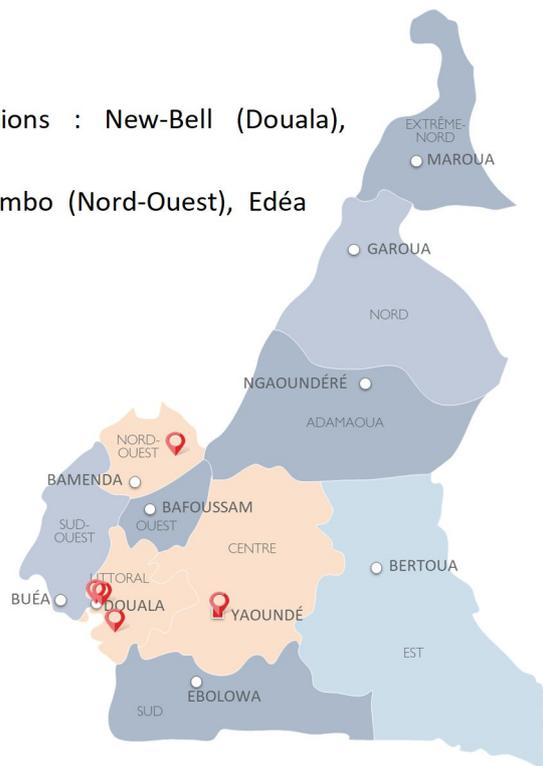
Au Cameroun, comme ailleurs, les communautés ont différents périmètres qui se superposent; elles sont territorialisées ou déterritorialisées : (trans)régionales ou (trans)nationales, ethniques, linguistiques, spirituelles ou encore imaginaires. Pour les besoins de l'étude, nous considérons ici la dimension communautaire au sens de « lieu de vie », afin de répertorier les services structures disponibles et les initiatives locales existantes sur un territoire géographiquement délimité. Cet usage du terme « communauté » est un parti pris opérationnel : tout individu, à des degrés divers, fait l'expérience du local et du global, qui sont des dimensions en constante interaction; le sens même de la communauté est une des interrogations constantes de la recherche en sciences sociales.

Les zones étudiées sont de **deux types** :

- Quartiers au sein des grandes agglomérations : New-Bell (Douala), Nkongmondo (Douala), la Briqueterie (Yaoundé)
- Zones situées dans des régions agricoles : Kumbo (Nord-Ouest), Edéa (Littoral)

Tableau 1. Liste des zones de l'enquête

Région	Ville	Communauté
Littoral	Douala	New-Bell (Douala II)
Littoral	Douala	Nkongmondo (Douala I)
Littoral	Edéa	Edéa I
Centre	Yaoundé	La Briqueterie (Yaoundé II)
Nord-Ouest	Kumbo	Kumbo



Outils de l'enquête

L'enquête de terrain a eu lieu du **8 au 16 mars 2018**. Les énumérateurs qualitatifs et quantitatifs ont été formés pendant deux jours par Samuel Hall à Yaoundé le 6 et 7 mars 2016.

Graphique 3. Outils de l'enquête

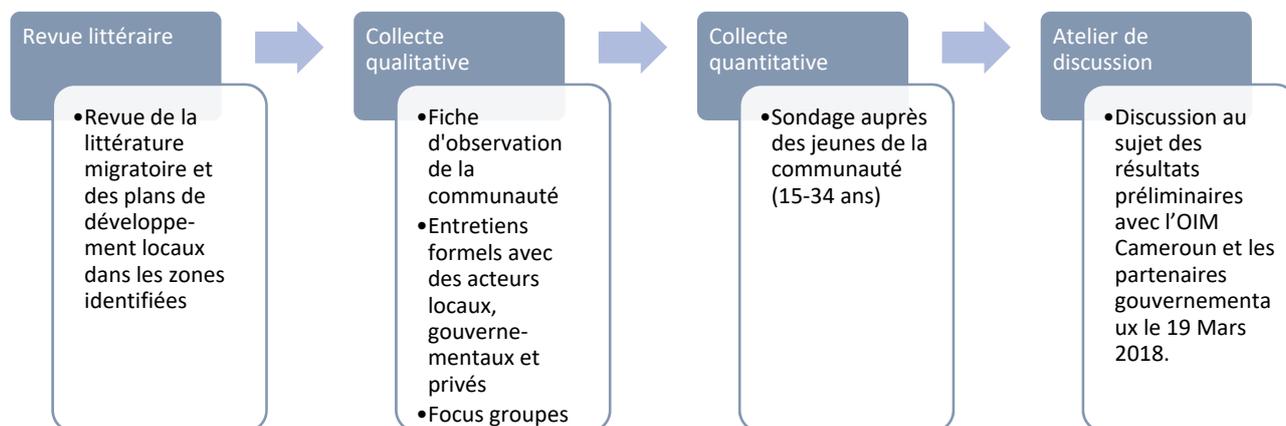


Tableau 2. Objectifs et réalisations pour les échantillons cibles qualitatifs et quantitatifs

Outil	Objectif	Nombre
Entretiens quantitatifs avec des 15-34 ans	600	632
Groupes de discussion	10	10
Fiches d'observation	5	5
Entretiens avec des parties prenantes (dont employeurs)	50	61

Le sondage auprès de 15-34 ans est le principal outil quantitatif et visait à explorer les thèmes suivants :

1. Profil de la personne interrogée
2. Niveau de vie
3. Historique des migrations
4. Compétences et éducation
5. Accès au marché du travail

Le sondage auprès de 15-34 ans est le principal outil quantitatif. Les sondés ont été sélectionnés de façon aléatoire. Les équipes d'énumérateurs quantitatifs partaient du point central de la zone identifiée et interrogeaient une personne sur trois qui correspondaient à la tranche d'âge 15-34 ans.

Les données sont **indicatives** et fournissent des indications sur les tendances.

Tableau 3. Sondages par communauté, genre et âge

Communautés	Edea	Kumbo	New-Bell	Nkongmondo	La Briqueterie	Total %
Femme	50%	50%	49%	49%	46%	49%
Homme	50%	50%	51%	51%	54%	51%
15 à 19 ans	11%	5%	10%	5%	13%	9%
20 à 24 ans	27%	14%	28%	35%	27%	26%
25 à 29 ans	29%	32%	29%	29%	22%	29%
30 à 34 ans	33%	49%	30%	31%	38%	36%
Total des sondés	129	127	126	120	130	632

Les **outils qualitatifs** ont les objectifs suivants :

Tableau 4. Outils qualitatifs

Outil	Objectif
Fiche d'observation de la communauté	Objectif : réaliser une cartographie des acteurs (présents dans la communauté) en interrogeant 10 membres différents de la communauté pour découvrir les niveaux des acteurs dans l'écosystème.
Entretiens formels	Cette étude s'est concentrée sur les acteurs au niveau local et communautaire, tout en incluant les acteurs stratégiques au niveau central. <ul style="list-style-type: none"> • Acteurs gouvernementaux (21) • Employeurs (16) • Acteurs locaux /société civile (20)
Focus groupes	Les discussions de groupe ciblées visaient à identifier : <ol style="list-style-type: none"> 1. Où la mobilité fonctionne : le rôle de la mobilité dans la communauté 2. Ce qui influence la décision de migrer, revenir et réintégrer 3. Qui influence la décision de migrer, revenir et réintégrer 4. Comment la cohésion sociale et économique est maintenue ou pourquoi elle est en danger/doit faire l'objet de programmes ?

La méthodologie utilisée pour la présente cartographie communautaire pourra être appliquée dans davantage de communautés au Cameroun – cette approche « pilote » a permis d'identifier les meilleurs pratiques de développement de profil communautaire dans une perspective d'amplification. La méthodologie pour appliquer ce profil de manière plus systématique sera détaillée dans le rapport régional, à partir des leçons tirées des terrains dans les onze pays de l'étude.

Contraintes et limites

Premièrement, la méthodologie a été élaborée sur la base d'une définition de la communauté au niveau village/quartier. Du fait du manque de données quantitatives collectées par l'OIM, l'équipe de recherche a sélectionné des zones au sein du centre urbain basées sur les connaissances locales – qui ne correspondent pas nécessairement aux zones avec le nombre les plus importants de retour. De plus, au sein de l'OIM, la compréhension de ce qui constitue la communauté et quels types de projets peuvent être mis en place diffère de façon considérable.

Deuxièmement, cette étude n'est pas centrée exclusivement sur les migrants ciblés par l'OIM mais sur les communautés de retour dans leur ensemble. Les **migrants de retour interrogés dans le cadre de cette étude** n'ont donc pas nécessairement reçu une assistance au retour et à la réintégration de l'OIM – sur l'ensemble des migrants de retour sélectionnés aléatoirement dans la communauté (n=106), 73% étaient volontaires au retour, et 10% ont déclaré avoir reçu l'aide au retour et à la réintégration de l'OIM. Par définition, les migrants de retour assistés par l'OIM ont besoin d'un appui dans des situations de vulnérabilité plus importantes. Ainsi, les migrants de retour assistés par l'OIM n'ont pas nécessairement le même profil que les migrants de retour interrogés lors de l'enquête aléatoire.

Enfin, la taille de l'échantillon est limitée pour des raisons de ressources et de temps. Les données sont donc indicatives¹⁸ et fournissent des tendances au sein de la communauté.

Tableau 5. Objectifs du rapport

Ce que ce rapport est	Ce que ce rapport n'est pas
Analytique	Prescriptif et exhaustif
Une cartographie des communautés identifiées par l'OIM	Une cartographie des besoins des migrants assistés au retour
Une « baseline » évolutive	Une évaluation figée

¹⁸ Dans cet échantillon, la marge d'erreur est de 6,9%¹⁸ et le niveau de confiance de 95%

2. DIMENSION ÉCONOMIQUE

DIMENSION ECONOMIQUE

Des migrants de retour plus susceptibles d'avoir un emploi (généralement informel) rémunéré mais des vulnérabilités alarmantes :

- Les migrants de retour ont un **accès au revenu supérieur** (+24 points comparé aux non-migrants), notamment dans le secteur privé, mais on note une **vulnérabilité accrue**, qui se traduit par un endettement plus élevé que les non-migrants (+15 points), et des restrictions en matière alimentaire (+11 points).
- Concernant **l'endettement**, il faut remarquer le pourcentage important de sondés (31%) qui déclarent avoir des dettes d'un niveau supérieur au revenu mensuel global de leur ménage. Cela s'explique notamment par les **facilités d'emprunt informel pour les jeunes Camerounais**. Ce type d'emprunt informel, souvent assorti de taux d'intérêt usuraires, ne permet cependant pas d'obtenir des fonds adéquats pour l'implémentation d'un projet entrepreneurial durable.

Des compétences professionnelles non alignées avec les secteurs porteurs de l'économie nationale :

- Un **peu plus de la moitié des sondés détiennent une activité génératrice de revenus** (54%). Le secteur informel domine largement le marché du travail au Cameroun : près de 90% des actifs qui travaillent dans ce secteur. Au sein de ces 90% d'actifs, 53% travaillent dans l'agriculture, et les 37% d'actifs restants dans le commerce de détail, et les services (télécommunications, construction, industrie hôtelière). Très limités, les secteurs privé (formel) et public représentent respectivement 4% et 6% du nombre d'actifs.
- **Il y a une déconnexion croissante entre l'économie réelle des communautés**, portées par l'agriculture (subsistance et commerce) **et les envies de la nouvelle génération**, faiblement attirée par une filière jugée rentable seulement sur le long terme.
- **Moins de compétences spécifiques dans les localités urbaines** : dans les quartiers marginalisés de Douala et de Yaoundé (New-Bell, Nkongmondo, La Briqueterie), le nombre de répondants qui déclarent ne pas avoir de compétences spécifiques est significativement plus élevé en zone urbaine qu'en zone rurale. L'exemple des compétences en agriculture illustre bien ce phénomène ; les compétences éducatives sont également supérieures dans les deux localités rurales.
- **Un secteur tertiaire attractif** : L'éventail des compétences fait apparaître un réel désir d'acquérir des compétences dans le domaine des services (télécommunications, informatique, coiffure, esthétique, hôtellerie et restauration) au détriment des travaux manuels, où l'on observe peu d'appétence pour l'acquisition de compétences nécessaires aux métiers artisanaux et manuels (agriculture, élevage, soudure couture).
- **La majorité (77%) des sondés l'échantillon manifestent un intérêt pour créer et posséder leur propre entreprise.**

Acteurs économiques au Cameroun :

Au Cameroun, la politique d'emploi repose sur le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle notamment à travers le Fond National de l'Emploi (FNE) et l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEFOP). Ces institutions agissent au travers d'un certain nombre de projets et des programmes spécialisés dans la promotion de l'emploi des jeunes. Les plus importants sont le Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine (PAJER-U), le Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel (PIAASI), le Programme Emplois Diplômés (PED), Le Projet d'Insertion Socio-économique des Jeunes par la création des Micro entreprises de Fabrication du Matériel Sportif (PIFMAS), et le Programme d'Appui au Retour des Immigrés Camerounais (PARIC).

PROFILS ÉCONOMIQUE DES PERSONNES INTERROGÉES

La présente section cherche à identifier les caractéristiques socio-économiques propres aux migrants de retour et aux non-migrants, ainsi que les caractéristiques spécifiques de chaque communauté de l'étude. Quels sont leurs principaux points communs et différences en termes de revenu, d'accès à l'emprunt, d'inclusion économique ? Quelles sont aussi les vulnérabilités de ces deux groupes quant à l'accès aux soins, à la protection sociale ? Dans le reste du rapport, les données sont généralement désagrégées par statut migratoire, sexe et communauté – selon la pertinence thématique.

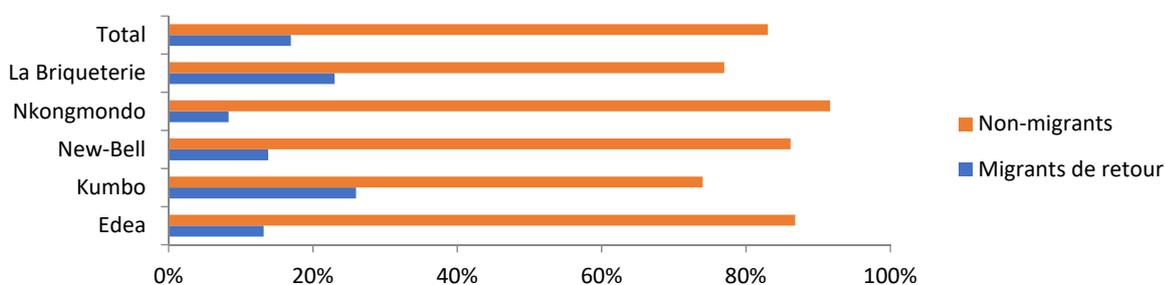
Profil migratoire

Tableau 6. Profil migratoire des sondés

	HOMMES	FEMMES	TOTAL	# SONDES
Migrants de retour	20%	13%	17%	106
Non-migrants	80%	87%	83%	519
# sondés	323	302	625	625

Le graphique ci-dessous souligne la proportion de migrants de retour parmi les individus interrogés dans chaque communauté. Sur le total des sondés de cette étude, 17% soit 106 répondants ont déclaré être des migrants de retour ; 83% n'ont pas eu d'expérience migratoire.

Graphique 4. Proportion de sondés par profil migratoire, par communauté et genre



Si on observe plus précisément la variable du sexe, 20% des hommes interrogés sont des migrants de retour, et 13% des femmes déclarent faire partie de cette catégorie. La migration des femmes, bien qu'inférieure à celle des hommes, est néanmoins un fait social au Cameroun. Des réseaux d'aînées appuient les jeunes filles qui désirent partir travailler à l'étranger ; les réseaux à destination du Moyen-Orient (Liban, Kuweït, Dubaï) ciblent en particulier les jeunes femmes dans la région du Nord-Ouest.

Situation financière, dettes et transferts de fonds

Tableau 7. Principales caractéristiques socio-économiques des sondés, par profil migratoire et par genre

	Femmes	Hommes	Total	Migrants de retour	Non-migrants
Je perçois un revenu	52%	56%	54%	74%	50%
Je reçois de l'argent de mes proches	70%	63%	67%	63%	67%
• D'un pays étranger	48%	46%	47%	32%	50%
• D'une autre ville ou région au Cameroun	19%	17%	18%	40%	14%
• Localement	34%	37%	35%	27%	37%
Mes dettes actuelles dépassent mes revenus mensuels	33%	29%	31%	43%	28%
Je peux emprunter de l'argent si nécessaire	66%	60%	63%	62%	63%
Statut migratoire - migrant de retour	13%	20%	17%		

Ce tableau met en lumière les principaux indicateurs du profil économique des jeunes sondés, en fonction du sexe et du statut migratoire. Les profils économiques diffèrent peu selon le sexe, à l'exception du statut marital (+ 11 points pour les jeunes femmes sondées). Moins de femmes perçoivent un revenu (- 4 points par rapport aux hommes), et elles reçoivent plus d'argent de la part de leurs proches (+ 7 points). L'examen du profil migratoire met à jour les vulnérabilités des migrants de retour (endettement, ration alimentaire).

Situation financière des migrants de retour : le niveau d'endettement est nettement supérieur pour la catégorie des migrants de retour (+15 points). Les projets migratoires étant souvent financés au départ par un collectif (tontines, familles, proches), les aspirants au départ contractent des dettes significatives avant d'entreprendre le voyage. « Il faut noter que des fois, ce sont les parents, voire même la famille toute entière qui s'endette pour envoyer les enfants en aventure, parce que tel ou tel voisin a réussi par ce même canal » (Secrétaire Général de la Mairie de Douala II). Une des inquiétudes exprimées au retour est le remboursement de cette dette. La plupart, partis des grandes agglomérations du pays (Douala, Yaoundé, Bamenda) se réinstallent dans les grandes villes à leur retour ; il est probable que face aux difficultés financières, ils reçoivent un appui de leur région d'origine. Ceci éclaire l'écart entre migrants de retour et non-migrants en matière de réception de fonds en provenance du Cameroun (+26 points) ; il est par ailleurs intéressant de souligner que les migrants de retour reçoivent moins de fonds en provenance de l'étranger que les non-migrants (-18 points). La vulnérabilité des migrants de retour s'exprime également au regard de la réduction des rations alimentaires ; 56% déclarent que celle-ci a été nécessaire au cours du mois passé (+11 points par rapport aux non-migrants).

Un accès aisé à l'emprunt informel : une large majorité des répondants déclarent pouvoir emprunter de l'argent en cas de besoin (63%). Ce chiffre élevé reflète sans doute à la fois l'appui financier que représente le micro-système au Cameroun (67% déclarent recevoir de l'argent de leurs proches), et, dans

une moindre mesure, la grande popularité du système des tontines.¹⁹ Ces associations de micro-crédit sont considérées par ses membres comme particulièrement avantageuses car elles permettent à la fois l'épargne et l'emprunt sans taux d'intérêt²⁰; souvent à composante ethnique ou régionale dans le cas camerounais, ces clubs informels sont accessibles à l'ensemble des membres de la communauté : « *Nous tenons une tontine pour les jeunes filles qui ne peuvent pas emprunter de l'argent à la banque où les intérêts sont énormes* ». ²¹ Cependant cet accès au micro-crédit n'est souvent pas une solution satisfaisante pour lever un capital de départ pour créer une entreprise, puisque ceux qui déclarent vouloir lancer leur business ne le font pas car ils n'ont pas les ressources financières nécessaires (92% déclarent manquer de capital). D'après les témoignages recueillis lors des discussions individuelles, seul le projet migratoire est parfois financé par le biais des tontines.

Par ailleurs, plus d'un tiers des non-migrants (37%) reçoivent des fonds de leurs proches localement ; ceci illustre le fort niveau de chômage des jeunes au Cameroun, qui nécessitent un appui financier continu du micro-système. Ce chiffre souligne également la proximité des familles ; de nombreux jeunes sans ressources financières vivent encore au sein de leurs foyers familiaux.

Les transferts de fonds de l'étranger représentent 242 millions de dollars (Banque Mondiale, 2016). Cependant les personnes interrogées ne déclarent percevoir que faiblement (11% en moyenne) ces ressources. On note à Kumbo que les transferts de fonds à destination des jeunes sondés sont légèrement plus élevés (18%) par rapport aux

« Les gens vendent même leurs terres familiales pour envoyer leurs enfants à l'étranger ; cela a dramatiquement augmenté avec la crise socio-politique dans la région »

Entretien, Kumbo, Sous-Préfet

autres communautés. Ceci peut s'expliquer par le profil social et le profil migratoire de la communauté de Kumbo, où la forte cohésion sociale repose sur un système de grandes familles. Par conséquent, les départs « silencieux » sont sans doute moins fréquents que dans les autres communautés ; et les projets migratoires reposent plus sur des aspirations collectives (familles et amis qui se regroupent pour financer le départ), mais aucune donnée collectée pendant l'étude ne nous permet d'appuyer cette affirmation.

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES

Compétences possédées

L'analyse des différences entre le bilan subjectif des compétences professionnelles et le type de compétences souhaitées par les personnes interrogées au cours de l'étude fait apparaître des disparités importantes selon le profil des communautés étudiées et met en lumière des aspirations professionnelles orientés vers les secteurs de service pour la jeunesse interrogée, à rendement rapide voire immédiat. Ces compétences sont référencées dans le tableau ci-dessous, par genre et communauté.

¹⁹ ROZAS, S. T., GAUTHIER, G. (2012)..

²⁰ MINTOOGUE, Y. (2017).

²¹ Entretien Baiwadaga-Allah, la Briqueterie.

Tableau 8. Compétences détenues, par communauté et par genre (réponses multiples)*

Compétences	Edea	Kumbo	New-Bell	Nkongmond	La Briqueterie	Total	Hommes	Femmes
Aucune compétence spécifique	9%	6%	24%	17%	18%	15%	11%	19%
Commerce	5%	35%	6%	3%	5%	11%	10%	12%
Education	10%	21%	8%	8%	4%	10%	11%	9%
Coiffure	7%	11%	6%	7%	14%	9%	2%	17%
Télécommunications/ Informatique	6%	12%	4%	5%	7%	7%	9%	5%
Hôtellerie/Restauration	6%	3%	5%	10%	7%	6%	4%	8%
Management	3%	15%	7%	2%	2%	6%	6%	5%
Maçonnerie	11%	0%	3%	3%	7%	5%	9%	0%
Esthétique	2%	5%	5%	5%	8%	5%	0%	10%
Agriculture	7%	16%	0%	0%	0%	5%	6%	3%
Electricité	5%	2%	3%	2%	10%	4%	8%	1%
Couture	4%	6%	3%	3%	5%	4%	2%	6%
Commerce de détail	5%	6%	0%	6%	2%	4%	4%	3%
Droit	1%	3%	6%	6%	4%	4%	5%	3%
Soudure	6%	0%	4%	2%	2%	3%	4%	1%
Services de transfert d'argent	2%	4%	2%	3%	3%	3%	1%	5%
Médecine	2%	6%	2%	2%	3%	3%	2%	4%
Administration	1%	11%	1%	1%	1%	3%	3%	3%
Plomberie	4%	1%	2%	0%	5%	2%	3%	1%
Menuiserie	2%	3%	2%	3%	1%	2%	4%	0%
Secrétariat	2%	6%	2%	0%	2%	2%	1%	4%
Musique	2%	8%	0%	1%	1%	2%	2%	3%

* Seules les compétences ayant été choisies par plus de 2% en moyenne de l'échantillon sont représentées dans ce tableau. Les autres compétences identifiées incluent : la confection (4% à Kumbo), le tissage (3% à Kumbo), la broderie, l'élevage, l'import expert et le commerce de bétail.

Moins de compétences spécifiques dans les localités urbaines : dans les quartiers urbains et marginalisés de Douala et de Yaoundé (New-Bell, Nkongmondo, La Briqueterie), le nombre de répondants qui déclarent ne pas avoir de compétences spécifiques est significativement plus élevé, comparé aux zones rurales de l'étude. L'exemple des compétences en agriculture illustre bien ce phénomène ; les compétences éducatives sont également supérieures dans les deux localités rurales. Edea se distingue tout particulièrement par la multiplicité de ses établissements d'enseignement. Par ailleurs, le manque de centres de formations professionnelles dans ces quartiers urbains a été souvent relevé par nos interlocuteurs, contrastant avec les localités rurales de Kumbo et Edea où des centres de formation professionnelle sont implantés dans le paysage de la communauté (*the Women's Empowerment Centre, The Social Center for youth, the Jakiri Veterinary School* à Kumbo par exemple, ou le Centre professionnel de l'association Jeunesse pour le Développement à Edea). À la Briqueterie, cependant, des formations informelles sont proposées par des "aînés" au sein des ateliers de confection et de couture.

Les compétences dans l'artisanat textile corroborent le profil des communautés étudiées : Kumbo (15% de compétences déclarés dans ce secteur, *confection, couture, tissage, broderie*), au Nord-Ouest, est une partie intégrante des régions du Nord où l'économie artisanale est particulièrement développée. De façon similaire, le quartier de La Briqueterie (9% de compétences déclarées dans ces mêmes domaines), dispose de nombreux ateliers de couture et de boutiques de prêt-à-porter qui sont une caractéristique saillante de la communauté. On remarque qu'à New-Bell, seuls 3% déclarent avoir des compétences dans le domaine de l'artisanat textile.

Kumbo fait figure d'exception ; le nombre d'interrogés ayant acquis des compétences professionnelles dans divers secteurs d'activités (éducation, commerce, administration, management) est plus conséquente que dans les autres communautés. Cela peut-être le fait de la plus grande diversité du marché du travail (*petit commerce de détail, commerce transfrontalier, agriculture, élevage, artisanat*) qui prévaut à Kumbo.

Un secteur tertiaire attractif : L'éventail des compétences fait apparaître un réel désir d'acquérir des compétences dans le domaine des services (télécommunications, informatique, coiffure, esthétique, hôtellerie et restauration) au détriment des travaux manuels, où l'on observe peu d'appétence pour l'acquisition de compétences nécessaires aux métiers artisanaux et manuels (agriculture, élevage, soudure couture). A l'exception de Kumbo, où les activités commerciales et la gestion semblent intéresser les jeunes, cette préférence pour la spécialisation dans les métiers des services s'explique par le rendement immédiat ou quasi-immédiat de ceux-ci (contrastant avec le rendement de long-terme de l'agriculture, de l'élevage). Cela est confirmé par nos entretiens : « *un jeune employé de débit de boisson a pu se construire deux studios qu'il a ensuite mis à location* » (Participant, discussion de groupe, Nkongmondo, mars 2018). Chez les jeunes femmes interrogées, le désir d'acquérir des compétences dans le domaine de la coiffure et de l'esthétique est également sans doute lié à la rentabilité immédiate de ces deux secteurs d'activité.

Un attrait relatif pour les secteurs de l'aménagement : À Edéa et à La Briqueterie, une proportion d'interrogés, à la fois compétents dans les secteurs professionnels de l'aménagement (*plomberie, maçonnerie, et électricité*), et qui déclarent vouloir acquérir des compétences dans ce secteur suggère une visibilité et une attractivité de ces métiers dans ces deux localités de l'étude.

Ces chiffres suggèrent également un besoin de renforcement des capacités dans ces domaines d'activité.

« *Même dans les sociétés de construction, tous les domaines de l'artisanat, de la construction, il faut former des techniciens qui en sont fiers, les gens sont complexés, il y a une volonté de chercher le diplôme, il y a une fixation, pourtant il y a plein de gens qui ont les diplômes et qui n'en font rien* »

Entretien GIZ - Centre International des Migrations

Tableau 9. Compétences souhaitées par communauté et par genre (réponses multiples)

Quelles compétences voudriez-vous acquérir ?	Ede a	Kum bo	New- Bell	Nkongmo ndo	La Briqueterie	Total	Hommes	Femmes
Télécommunications/ Informatique	11 %	20%	13%	14%	13%	14 %	18%	10%
Coiffure	9%	8%	5%	6%	16%	9%	1%	17%
Commerce	5%	27%	6%	4%	2%	9%	8%	10%
Hôtellerie/Restauration	11 %	0%	7%	8%	11%	7%	3%	12%
Esthétique	9%	3%	5%	8%	11%	7%	1%	14%
Management	3%	20%	5%	3%	4%	7%	8%	6%
Administration	4%	18%	4%	2%	2%	6%	7%	5%
Education	3%	13%	5%	5%	2%	6%	4%	7%
Maçonnerie	9%	0%	2%	3%	8%	5%	8%	1%
Médecine	8%	5%	4%	5%	2%	5%	2%	7%
Electricité	8%	2%	4%	2%	7%	4%	8%	1%
Réparations véhicules/motos	7%	2%	3%	3%	4%	4%	7%	1%
Couture	3%	6%	3%	3%	5%	4%	1%	8%
Droit	1%	7%	5%	3%	3%	4%	5%	3%
Plomberie	5%	4%	1%	0%	6%	3%	6%	1%
Soudure	5%	1%	5%	2%	3%	3%	5%	1%
Agriculture	5%	5%	2%	3%	2%	3%	3%	3%
Services de transfert d'argent	3%	3%	2%	4%	3%	3%	2%	4%
Elevage	2%	5%	1%	1%	2%	2%	2%	2%
Secrétariat	2%	3%	2%	2%	0%	2%	1%	3%
Import/Export	1%	6%	1%	2%	2%	2%	2%	2%
Broderie	0%	2%	2%	1%	4%	2%	0%	3%
Tissage	0%	2%	0%	0%	2%	1%	0%	2%

- La comparaison entre femmes et hommes confirme que les compétences *souhaitées* sont sexuées, (*coiffure, esthétique, plomberie, maçonnerie, électricité*). On note cependant que plus de femmes souhaitent acquérir des compétences en médecine (7% contre 2% pour les hommes).
- **Commerce, management**: L'intérêt pour l'entrepreneuriat et l'activité commerciale est plus prononcé à Kumbo que dans les autres localités, même si ces dimensions restent encore souvent très abstraites pour les plus jeunes – le 'business', le 'management', ou l'entrepreneuriat sont en effet des notions aux contours flous qui ne désignent pas la même réalité pour les employeurs ou pour les employés, pour le segment 15-24 ou pour les 25-34 (avec davantage d'expérience professionnelle).

- **Filière agricole** : Seuls 5% des jeunes sondés souhaitent acquérir des compétences dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage. Ces données traduisent la **déconnexion croissante entre l'économie réelle des communautés de l'étude qui reste portée par l'agriculture** (subsistance et commerce) et les envies de la nouvelle génération, faiblement attirée par une filière

« La main d'œuvre manque à tous les niveaux et dans presque tous les secteurs. En agriculture même c'est grave. Pour faire un champ il vous faut importer la main d'œuvre depuis les villes et les villages lointain. Ceux qui travaillent par exemple dans mon champ sont venus de la région de l'Extrême Nord. Donc il y a un véritable problème de disponibilité de la main d'œuvre, et ça pas seulement à Edéa. »

Entretien, Délégation départementale du Ministère des Affaires sociales de la Sanaga Maritime

jugée rentable seulement sur le long terme. Cela souligne le besoin de développer des chaînes de valeur dans l'agribusiness qui nécessitent un éventail de compétences – notamment entrepreneuriales et managériales et de revaloriser les filières agricoles en améliorant la perception et les débouchés – en termes d'emploi et de spécialisation – liés au secteur.

Le **dernier volet d'analyse des compétences** décrit ce que les personnes interrogées – dont il faut rappeler qu'ils peuvent être des employés ou des chômeurs mais aussi des employeurs ou des étudiants – présumant être les **critères d'embauche les plus décisifs** sur le marché du travail de leurs communautés respectives. Une liste de 12 critères a été soumise aux sondés en leur demandant de valider ceux qu'ils considéraient comme les plus importants pour obtenir un emploi. Certains critères sont plus objectifs (qualifications, expérience, alphabétisation, éducation, diplômes, langues étrangères), d'autres plus subjectifs (âge, sexe, origine, ethnicité, recommandations, relations au patron).

Dans le tableau ci-dessous, le jeu des couleurs indique le plus haut degré d'objectivité (en bleu) ou de subjectivité (en jaune) pour chaque critère et par commune. Quoique nécessairement indicatif, ce tableau figure visuellement les différents types de marchés de l'embauche tels que le perçoivent les 15-34 ans en mettant en lumière deux groupes distincts de communautés. La sélection à l'embauche semble aiguillée par des critères objectifs ; en premier lieu par **l'expérience professionnelle**, suivie par la **possession de diplômes**, et des **compétences professionnelles**. Cependant la possibilité d'obtenir des recommandations est également perçue comme un facteur décisif dans le processus recrutement dans les cinq communautés.

Tableau 10. Perceptions des critères de recrutement les plus importants dans le processus d'embauche

OBJECTIF / DÉPERSONNALISÉ	Edea	Kumbo	New-Bell	Nkongmondo	La Briqueterie	Total (%)
Éducation	59%	71%	71%	63%	58%	64%
Expérience	71%	79%	80%	87%	68%	77%
Diplômes	66%	72%	77%	74%	71%	72%
Langues étrangères	40%	34%	55%	41%	45%	43%
Alphabétisation	62%	66%	56%	62%	60%	61%
Compétences	60%	71%	76%	84%	67%	72%
Ethnicité	23%	27%	25%	11%	18%	21%
Origine (géographique)	22%	31%	16%	8%	9%	17%
Séniorité (âge)	37%	53%	48%	38%	22%	39%
Sexe/Sexe	19%	39%	26%	22%	21%	25%
Relations au patron	52%	29%	50%	56%	51%	47%
Recommandations	65%	60%	46%	58%	59%	58%
SUBJECTIF / PERSONNALISÉ						

Mais si une majorité de sondés reconnaissent que les critères objectifs sont en théorie plus décisifs pour obtenir un travail, il semble cependant que *dans la pratique* les **recherches d'emploi s'effectuent en priorité au travers des recommandations ou relations interpersonnelles ou familiales**, ce que suggèrent le tableau ci-dessus et les discussions de groupe ayant abordé ce sujet spécifiquement.

Mythes et réalités de l'auto-entrepreneuriat

Les résultats de l'étude révèlent que l'auto-emploi, le salariat dans le secteur privé (formel ou informel), et le travail journalier constituent les statuts de travailleurs prédominants parmi les jeunes interrogés.

« J'ai eu souvent des problèmes avec quelques jeunes qui sont très pressés de partir ouvrir leur propre atelier. C'est très bien, mais j'insiste d'abord sur la qualité de la formation. Si vous n'êtes pas bien formé, vous n'allez pas mettre longtemps, parce que vous allez produire un travail de mauvaise qualité et les gens vont vous fuir. Bref les jeunes d'aujourd'hui sont trop attirés par l'argent rapide et trop facile ».

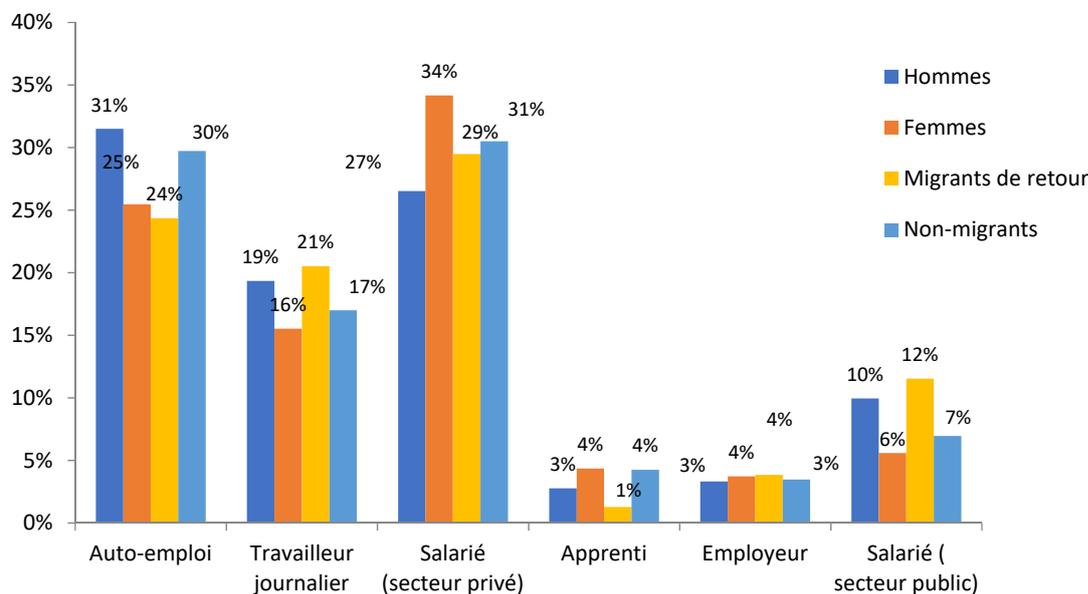
Entretien Maître Oumarou, La Briqueterie

Soulignons la **prépondérance du salariat privé pour les femmes** (34%), tandis que **l'auto-emploi constitue la première forme d'activité pour les hommes** (31%). **L'importance du travail journalier** met en exergue d'une part le poids du travail saisonnier agricole, et d'autre part un recours croissant au travail intérimaire, entretenu par une structuration insuffisante des entreprises, notamment dans le secteur du BTP, et une sous-traitance des grandes entreprises, qui diversifient peu leurs activités au-delà de leur cœur de métier²². Ce poids significatif du travail occasionnel parmi les statuts de travail est à mettre en

²² Profil national du travail décent: Cameroun / Bureau international du Travail. – Genève: BIT, 2012.

parallèle avec la portée du sous-emploi (70% de la population active) et constitue un aspect de la vulnérabilité socio-économique des Camerounais sur le marché du travail.

Graphique 5. Formes d'emploi et statut salarial, par genre et par profil migratoire



De plus, **l'auto-emploi apparaît souvent comme un choix par défaut**, si l'on en croit les réponses des actifs en recherche d'emploi à la question de savoir auprès de quel type d'employeur ils souhaiteraient postuler : seuls 28% d'entre eux indiquent l'auto-emploi comme un choix préférentiel, alors que d'autres options apparaissent soit plus sûres (66% préféreraient trouver un emploi dans le secteur privé, 36% dans la fonction publique), soit plus accessibles (*compagnies locales, PME*), soit difficilement accessibles ou irréalistes (*grandes compagnies, Nations Unies/ONGs, compagnies internationales*). Dans cette logique, l'auto-emploi ou le travail indépendant – qui est la règle dans l'ensemble des communautés de l'étude, en particulier dans le secteur informel – apparaît comme un choix par défaut.

« Les gens s'auto-emploient, quand je viens le matin, je trouve des femmes de restaurant qui vendent les beignets bouillis, il y a aussi le secteur de la vente du vin, le bilibili. J'avais une caissière qui a démissionné et qui s'est reconvertie dans la vente de beignets parce que c'était plus rémunérateur. »

Entretien, Agro Sahel, New-Bell

Si l'on se penche à présent sur l'intérêt pour l'entrepreneuriat au sens strict,²³ les hommes manifestent un intérêt plus élevé que les femmes (+17 points d'écart) pour créer et posséder leur propre entreprise. L'intérêt pour l'entrepreneuriat est moins élevé dans les zones urbaines (jusqu'à -20 points) que dans les localités rurales étudiées ; les **opportunités entrepreneuriales sont plus visibles et variées dans ces communautés rurales qu'en zones urbaines**.

²³ VERSTRAETE, T. ET FAYOLLE, A. (2005) : « Entrepreneuriat : Initiative portée par un individu (ou plusieurs individus s'associant pour l'occasion) construisant ou saisissant une occasion d'affaires (du moins ce qui est apprécié ou évalué comme tel), dont le profit n'est pas forcément d'ordre pécuniaire, par l'impulsion d'une organisation pouvant faire naître une ou plusieurs entités, et créant de la valeur nouvelle (plus forte dans le cas d'une innovation) pour des parties prenantes auxquelles le projet s'adresse. »

Tableau 11. Intérêt pour et obstacle(s) à l'entrepreneuriat

Intérêt pour et obstacle(s) à l'entrepreneuriat	Femmes	Hommes	Total des sondés	Edea	Kumbo	New-Bell	Nkongmoundo	La Briqueterie
Intéressé	73%	90%	77%	85%	82%	65%	76%	76%
Manque de capital	92%	92%	92%	92%	88%	90%	92%	96%
Manque de connections	16%	16%	15%	29%	14%	1%	3%	23%
Manque de qualifications	15%	8%	18%	15%	8%	21%	23%	22%
Absence de business plan	10%	10%	10%	17%	6%	5%	7%	13%
Manque d'idée business	15%	13%	14%	18%	10%	7%	10%	21%

L'obstacle prépondérant qui est identifié par l'ensemble des sondés est le manque de capital (92%), mais on observe également que près d'un cinquième des sondés déclarent manquer de qualifications pour créer une entreprise (18%) et un nombre non négligeable déclarent également manquer d'idées. Ceci confirme l'importance de **mettre en relation des aspirants micro-entrepreneurs avec des incubateurs tournés vers la résolution de problèmes communautaires**, et des structures promotrices de l'économie sociale et solidaire.

De ce point de vue, il est important de **comparer l'intérêt pour l'entrepreneuriat chez les migrants de retour et les non-migrants** afin de tester la pertinence pour les cinq communautés de l'étude d'une hypothèse désormais courante dans les milieux académiques comme chez les décideurs politiques²⁴ : les *migrants de retour* seraient en effet plus susceptibles de se lancer dans l'entrepreneuriat, de trouver un travail et de convertir en succès leurs quelques opportunités économiques et sociales par une meilleure appréciation du risque, par l'accumulation de connaissances et de savoir-faire, par l'utilisation des réseaux créés pendant leur trajet migratoire – voire par l'éventuel développement d'un capital financier. À cet égard, il serait logique que non seulement les *migrants de retour* soient proportionnellement plus intéressés par l'entrepreneuriat, mais aussi que leur capacité à effectivement se lancer dans l'entrepreneuriat soit plus importante. Il est à souligner que ces conclusions ne s'appliquent pas nécessairement aux migrants assistés au retour.

²⁴ CASSARINO (2004), MESNARD (2004), MEZGER ET FLAHAUX (2011).

Tableau 12. Intérêt et obstacle(s) à l'entrepreneuriat – migrants de retour et non-migrants

Intérêt pour et obstacle(s) à l'entrepreneuriat	Migrant de retour	Non-migrant	Total des sondés
Intéressé	87%	75%	625
Manque de capital	90%	92%	92%
Manque de connexions	16%	15%	15%
Manque de qualifications	7%	20%	18%
Absence de business plan	4%	11%	10%
Manque d'idée business	15%	10%	14%
Fréquence	60	277	337

Si les données de l'étude ne sont qu'indicatives, vu la marge d'erreur associée aux réponses de l'échantillon de *migrants de retour* (60 intéressés par l'entrepreneuriat sur les 106 *migrants de retour*), elles valident néanmoins l'hypothèse pour les communautés cibles. Les *migrants de retour* interrogés :

- Se disent intéressés par l'entrepreneuriat (+12 points par rapport aux non-migrants) ;
- Partagent avec les non-migrants l'idée que le capital financier et les contacts sont les deux obstacles les plus importants sur la voie de l'entrepreneuriat ;
- Les qualifications ou les business plans sont un moindre obstacle pour les migrants de retour, ce qui peut suggérer une confiance plus importante des *migrants de retour* en leurs moyens mais aussi des compétences supplémentaires et un meilleur savoir-faire.
-

Le profil migratoire peu discriminant à l'embauche

De nombreux employeurs interrogés indique que le profil migratoire n'est pas discriminant à l'embauche car les qualifications restent le critère déterminant de leur sélection : « *nous ne disqualifierons pas ou ne qualifierons pas un individu en fonction de son histoire migratoire* »²⁵ (Entretien Taidu Dairy, Kumbo) ; « *Nous travaillons avec des migrants ici, que ce soit des étrangers ou même des nationaux. Nous recherchons comme pour tous les jeunes des personnes diplômés, sans discriminations aucune ni choix préférentiel* » (Entretien, Zerzex International, Nkongmondo).

La perception de compétences acquises par les migrants de retour prévaut également chez certains employeurs, qui ne **considèrent cependant pas les migrants de retour comme un tout homogène en matière de compétences et de formation** « *Certains sont très compétents, mais d'autre aussi n'ont pas changé depuis qu'ils sont partis et quand ils reviennent il leur faut un petit recyclage, ou une formation spécifique* » (Entretien ANAC, La Briqueterie)

L'expression de l'absence de discrimination de la part des employeurs ne cache pas cependant la persistance de stigmatisations réelles : « *il faut dire que les migrants sont soit des bandits soit alors des*

²⁵ Commentaire recueilli en anglais – Traduction par l'équipe de recherche

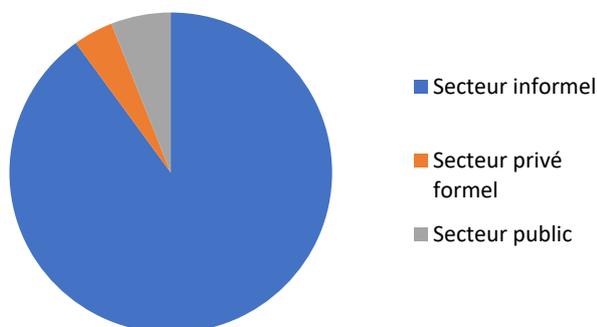
gens qu'il faut toujours aider (...) les camerounais de retour sont des voyous, ils refusent de l'aide de ma part car ils ne veulent pas travailler ils veulent toujours ce qui est facile » (Entretien, Zerzex International, Nkongmondo).

MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu général

Le **secteur informel domine largement le marché du travail au Cameroun** : près de 90% des actifs qui travaillent dans ce secteur. Au sein de ces 90% d'actifs, 53% travaillent dans l'agriculture, et les 37% d'actifs restants dans le commerce de détail, et les services (télécommunications, construction, industrie hôtelière)²⁶. Très limités, les secteurs privé (formel) et public représentent respectivement 4% et 6% du nombre d'actifs. Le secteur informel contribue à près de 20% et 30% du PIB; il doit donc être considéré comme porteur d'opportunités; comme le souligne Raju Jan Singh « *plutôt que d'être considéré comme une nuisance opérant en marge du cadre réglementaire, l'informel devrait être perçu comme atout dans la création d'emplois et comme une voie qui offre à des millions de citoyens l'opportunité d'aspirer à la mobilité économique. Le cadre réglementaire devrait donc être adapté de manière à faciliter l'émergence d'une génération d'entrepreneurs dynamiques opérant à petite et moyenne échelle* »²⁷.

Graphique 6. Secteurs du marché du travail au Cameroun (source Banque Mondiale, 2012)



Les **services représentent plus de la moitié du PIB du Cameroun** (57%), contre 17% pour l'agriculture et 27% pour l'industrie, selon les données de la Banque Mondiale en 2016. Le Cameroun dispose ainsi d'*une agriculture peu productive, d'un secteur industriel peu intégré où les possibilités de transformation agroindustrielles sont insuffisamment exploitées, et d'un secteur des services qui reste concentré autour des activités purement commerciales sans création de grandes valeurs ajoutées*'²⁸.

Inadéquation du système éducatif aux nécessités du marché du travail

Au Cameroun, le **marché du travail se caractérise par une inadéquation du système éducatif aux nécessités du marché du travail**. Sur 100 jeunes qui accèdent aux universités, seuls 2 s'orientent dans la

²⁶ <http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2012/02/21/report-urges-a-rethink-of-camerouns-informal-sector-as-nation-longs-for-full-employment>

²⁷ <http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2012/02/21/report-urges-a-rethink-of-camerouns-informal-sector-as-nation-longs-for-full-employment>

²⁸ Plan d'Action National pour l'Emploi des Jeunes 2016-2020 (PANEJ).

filière technique et professionnelle qui répond pourtant aux besoins du développement industriel et social du pays²⁹.

En 2012, 5% des étudiants Camerounais étaient inscrits dans des formations d'ingénieur, alors même que les projets de grande envergure (transports, énergie) se multiplient à l'agenda des pouvoirs publics³⁰ et requièrent pour les employeurs privés comme publics une plus grande disponibilité des profils d'ingénieurs. Par ailleurs, il existe **peu de structures dans lesquelles officiellement valider une formation professionnelle** ou un apprentissage. Le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DCSE) souligne ainsi que « *dans le domaine de la formation, il manque une véritable enquête sur les qualifications et l'insertion (situation et besoins du marché) qui permettrait aux écoles professionnelles et aux universités de réorienter leurs offres de formation pour les adapter aux besoins du marché* » (BIT, enquête sur le travail décent, 2012).

Chômage, sous-emploi endémique et précarité

Le taux de chômage (2010) au sens élargi au Cameroun est estimé à environ 5,7% . Ce taux de chômage est supérieur dans la catégorie des jeunes de 15-34 ans (8,3%)³¹. En milieu urbain, ce taux de chômage des jeunes atteignait 15,5% en 2010. Parmi cette catégorie des jeunes de 15-34 ans, le chômage affecte davantage les plus diplômés.³²

Le graphique ci-dessous illustre l'absence d'activités génératrices de revenus (recherche d'emploi et inactivité) selon les communautés étudiées et le sexe. Près de la moitié des jeunes interrogés (46%) déclarent ne pas exercer d'activités génératrices de revenus – ce qui n'équivaut pas pour autant à l'absence de ressources financières. Parmi ces 46%, 27% sont au chômage et en recherche d'emploi, et 18% sont inactifs.

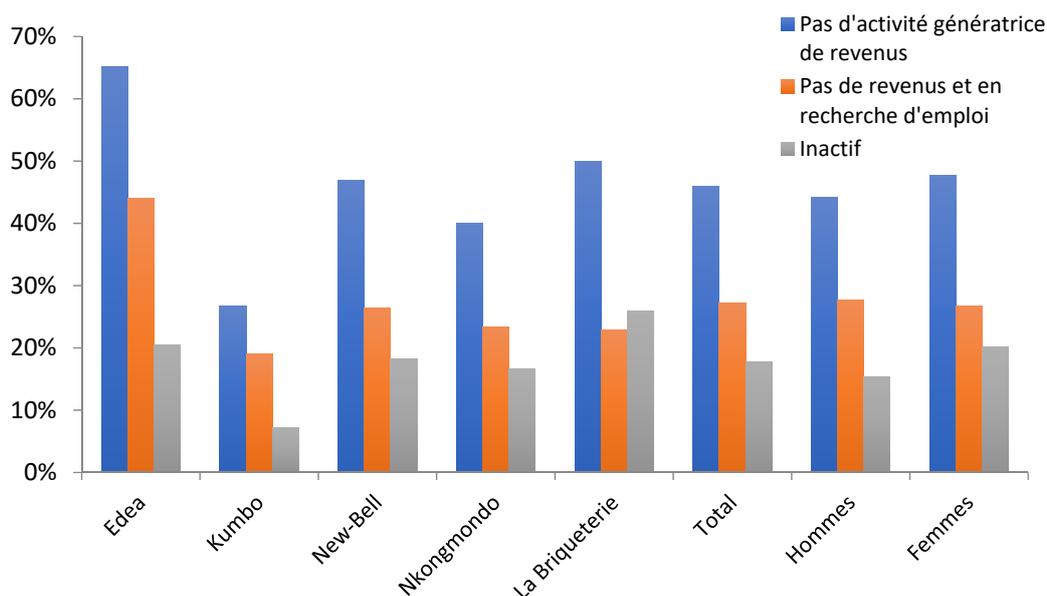
²⁹ « Orientation scolaire et accès au marché du travail : cas de Yaoundé », Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Éducation, 2010.

³⁰ Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) 2010-2020

³¹ Plan d'Action National pour l'Emploi des Jeunes 2016-2020 (PANEJ)

³² Cahiers économiques du Cameroun, Banque Mondiale, 2012.

Graphique 7. Absence d'activité génératrice de revenus, par communauté et par genre



À Edéa, le nombre de jeunes déclarant qu'ils n'exercent pas d'activités génératrices de revenus est particulièrement élevé (+19 points par rapport à la moyenne nationale). Il en est de même du nombre de sondés en recherche d'emploi (+16 points) dans la communauté.

Par contraste, Kumbo se distingue par un plus faible taux de demandeurs d'emploi (-8 points) et une proportion moindre de jeunes qui n'exercent pas d'activités génératrices de revenus (-19 points).

La différence entre les sexes est peu marquée; plus de cas d'inactivité chez les femmes (+5 points par rapport aux hommes) sont recensés ; de surcroît, elles sont légèrement plus vulnérables dans l'accès aux activités génératrices de revenus (-4 points). Il tient également lieu de souligner **que le sous-emploi affecte plus de 70% de la population active**. La vulnérabilité économique est sensible au regard du graphique ci-dessus : 65% des interrogés à Edea déclarent ne pas exercer d'activité génératrice de revenus et 50% sont concernés par cette situation à La Briqueterie. Cela suggère que dans les **cinq communautés de l'étude, une part importante des jeunes gens dans une situation de grande précarité économique**, sans accès à un emploi stable, sans aucun filet de sécurité sociale

« Beaucoup de sans emplois au Cameroun ont de très bons profils académiques et professionnels. Il y a simplement une crise de l'emploi au Cameroun. C'est pourquoi les jeunes sont au chômage. Ce n'est pas une histoire de profil. Même le Fonds national de l'Emploi est dépassé par la demande. Il n'y a plus d'emploi au Cameroun, en dehors de la fonction publique. Les jeunes doivent créer eux-mêmes leurs emplois ou monter des PME »

Entretien, Délégation départementale du Ministère de l'Economie de Sanaga-Maritime

3. DIMENSION SOCIALE

DIMENSION SOCIALE

Migration et éducation : une relation complexe.

- Les **migrants de retour de l'échantillon ne sont pas « sous-scolarisés »**: plus de la moitié ont un niveau scolaire équivalent au lycée ; par ailleurs, les détenteurs d'un diplôme universitaire (licence et master) sont surreprésentés au sein de l'échantillon des migrants de retour interrogés. **Les aspirations au départ sont, sur le plan scolaire, le fait des catégories intermédiaires, selon le modèle des frustrations relatives.**

Un accès aux services inégal entre les communautés :

- L'accès aux services est contrasté selon les communautés et les services. **La gestion de ces services est essentielle**: par exemple à Kumbo, l'accès à une eau potable de qualité dépend plus du conflit de gestion entre autorités plutôt que de la qualité de l'eau.
- Bien que d'importantes variations aient été constatées entre les communautés, il n'y a pas de différences significatives concernant l'accès aux services entre migrants de retour et membres de la communauté.

-----Acteurs

sociaux au Cameroun

- Le **Ministère des Affaires Sociales (MINAS)** est en charge de l'accueil des migrants, mais pourrait jouer un rôle clé dans le soutien à l'accès aux services au niveau local grâce à sa présence sur l'ensemble du territoire camerounais.
- Les acteurs pouvant contribuer à l'amélioration de l'accès aux services de base à travers l'entreprenariat social au niveau communautaire sont les maires, les préfectures, les associations de migrants de retour, les associations d'appuis aux initiatives de développement rural, et les associations de jeunes.

ÉDUCATION

Accès à l'éducation

Cette section met en relief les principales caractéristiques des jeunes interrogés en relation avec leur niveau scolaire. Le taux en apparence élevé de scolarisation des enfants à l'école primaire dissimule des disparités régionales dans quatre régions (Extrême-Nord, Adamawa, Est et Nord) qui se caractérisent par des faibles taux de scolarisation, et des disparités significatives entre les sexes (UNICEF, Cameroun).

Tableau 13. Données statistiques sur l'éducation disponibles (UNICEF)

Taux d'alphabétisation des jeunes (15-24 ans) (%), 2008-2012*, hommes	85,4%
Taux d'alphabétisation des jeunes (15-24 ans) (%), 2008-2012*, femmes	76,4%
Participation à l'école primaire, Taux net de scolarisation (%), 2008-2012*, garçons	99,6%
Participation à l'école primaire, Taux net de scolarisation (%), 2008-2012*, filles	87,4%
Participation à l'école primaire, Taux net de fréquentation (%), 2008-2012*, garçons	87,3%
Participation à l'école primaire, Taux net de fréquentation (%), 2008-2012*, filles	82,3%
Participation à l'école secondaire, Taux net de scolarisation (%), 2008-2012*, garçons	44,2%
Participation à l'école secondaire, Taux net de scolarisation (%), 2008-2012*, filles	38,7%

Source : https://www.unicef.org/french/infobycountry/cameroon_statistics.html#117

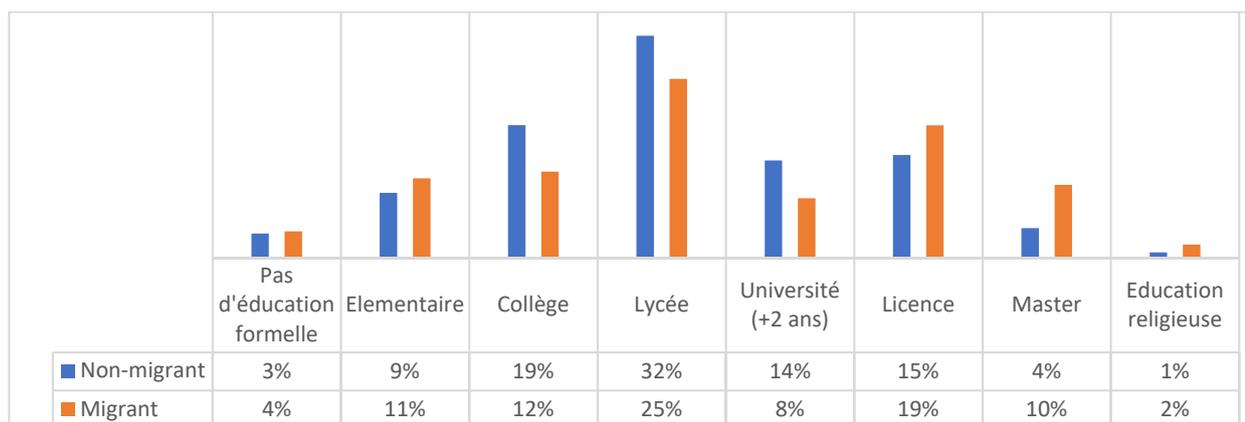
Tableau 14. Niveau d'éducation par communauté

	Edea	Kumbo	New-Bell	Nkongmondo	La Briqueterie	Total
Pas d'éducation formelle	6%	0%	4%	3%	6%	4%
Ecole élémentaire	10%	11%	8%	6%	13%	10%
Collège	16%	13%	21%	23%	15%	18%
Lycée	39%	20%	33%	34%	26%	31%
Diplôme universitaire (2 ans)	7%	13%	13%	18%	15%	13%
Licence	16%	25%	13%	10%	12%	15%
Master	3%	9%	3%	4%	7%	5%
Education religieuse	0%	0%	2%	1%	3%	1%
J'ai abandonné l'école	64%	33%	57%	61%	68%	57%

Par ailleurs, plus de la moitié des personnes interrogées dans le cadre de cette étude déclarent avoir abandonné leurs études (57%) (dans une moindre mesure à Kumbo, 33%) mais les données ne révèlent aucune différence significative entre la proportion de migrants de retour (56%) et les non-migrants (57%). 42% des sondés concernés déclarent que l'abandon de leur scolarité est lié à l'incapacité de payer leurs frais de scolarité. Le phénomène de l'abandon scolaire, particulièrement accentué au Cameroun, figure au centre des préoccupations des décideurs publics³³.

³³ Noumba, I. (2008).

Graphique 8. Niveau scolaire, par profil migratoire



Ce graphique représente le niveau scolaire atteint par les migrants de retour et les non-migrants. Les chiffres nous informent que la **majorité (52%) des migrants de retour interrogés dans le cadre de cette étude ont un niveau scolaire supérieur ou égal à un niveau « lycée »**, ce qui conforte statistiquement certains profils rencontrés pendant l'étude : « *Moi par exemple je suis diplômé, j'ai passé mon bac, je n'avais pas les moyens pour payer les frais universitaires, j'avais le bagage intellectuel, j'ai fait les concours mais il n'y avait pas de succès* ». ³⁴

« Les jeunes en quête d'emploi, et sous scolarisés sont ceux qui sont le plus enclin à opter pour la migration en quête d'un mieux vivre »

Edéa

On note également une légère surreprésentation des profils de niveau licence et master parmi les migrants de retour : 29% déclarent avoir un niveau licence ou plus, contre 20% sur le total des individus interrogés. L'écart s'accroît encore si l'on observe les profils de niveau Master, qui sont deux fois plus nombreux au sein des migrants de retour (10%) que sur

le total des sondés (5%). Si ces données ne sont qu'indicatives, celles-ci viennent toutefois contraster la vision largement partagées par les autorités publiques et les acteurs locaux, de migrants sous-scolarisés.

« Il s'agit des jeunes âgés de 15 à 35 ans, sous scolarisés et sans qualification »

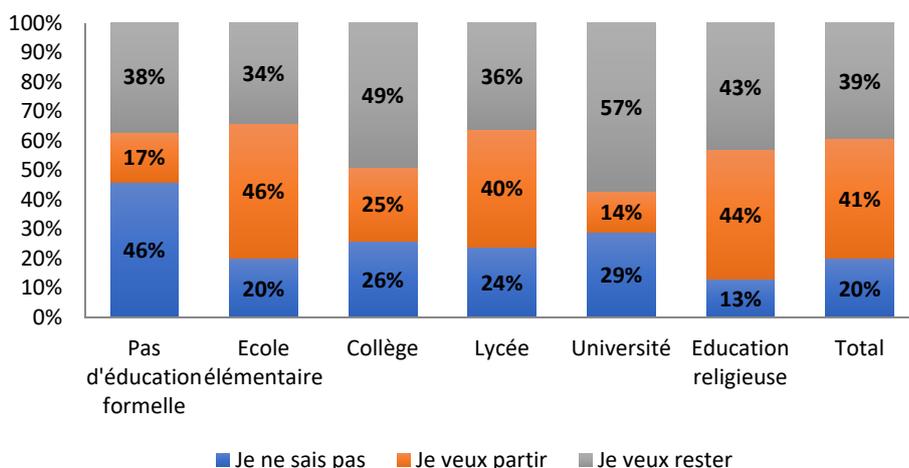
Observatoire National de la Jeunesse

Education et aspiration au départ

Le graphique ci-après permet de mettre en exergue que les aspirations au départ sont majoritairement le **fait de deux catégories scolaires « intermédiaires »**; ceux qui n'ont pas continué leur scolarité après l'école élémentaire (46%), et ceux qui ont arrêté leurs études après le lycée (40%). On observe également une **disposition importante au départ parmi ceux qui ont reçu une éducation religieuse (44%)**.

³⁴ Participant, discussion de groupe, New-Bell

Graphique 9. Aspiration au départ selon le niveau scolaire



Les écarts entre les aspirations au départ de 1) ceux qui n'ont reçu aucune éducation formelle (17%) et ceux qui se sont arrêtés à l'école élémentaire (46%) et 2) entre ceux qui ont arrêté leurs études après le lycée (40%) et ceux qui sont diplômés de l'université (14% seulement) traduisent un **schéma sociétal de frustration relative**.³⁵ Le concept de frustration relative désigne un écart entre les aspirations générées par le statut social et les opportunités de réaliser ces aspirations selon Ted Gurr, par exemple l'obtention du baccalauréat et l'impossibilité de décrocher un emploi stable. Elle peut entraîner des tensions psychosociales lorsqu'elle atteint un certain degré : « *la frustration relative se déploie quand la croissance faible ou négative creuse l'écart entre les aspirations et les possibilités de les satisfaire* ».³⁶

Dans cette approche, les projets migratoires peuvent être considérés comme des stratégies d'«exit».³⁷ Parmi les options qui s'offrent à l'individu insatisfait de sa situation socio-économique, Hirschman identifie la défection (*exit*), la protestation (*voice*), et la fidélité (*loyalty*). La défection est l'attitude « échappatoire » face à l'impossibilité de protestation dans un système politique donné ; cette approche constitue une grille de lecture pertinente dans le cas camerounais.³⁸ Hoffmann suggère que si ce modèle a été désaffecté avec l'étude des migrations transnationales à partir des années 1980, ces catégories d'analyse restent pertinentes dans la mesure où elles ne sont pas mutuellement exclusives : ainsi, la défection peut être considérée comme une internationalisation de la protestation.³⁹

« Moi je suis anthropologue vous savez, depuis que je suis diplômé, je n'ai pas eu de travail, j'ai eu des stages, je suis frustré » (Migrant de retour, discussion de groupe, New-Bell)

³⁵ Ted Gurr (1970). Ted Gurr a recours au concept de frustration relative, répandu en sociologie, pour expliquer la violence collective.

³⁶ Dubet (2017).

³⁷ Hirschman (1970).

³⁸ Pommerolle (2008).

³⁹ Hoffmann (2008).

Vulnérabilité et inclusion

Le tableau ci-dessous présente des indicateurs majeurs de vulnérabilité selon le profil migratoire et le genre (maladie, accès à l'aide médicale, ration alimentaire, stress, etc.).

Tableau 15. Indicateurs de vulnérabilités, par genre et par profil migratoire

	Fem me	Hom me	Tot al	Migrant de retour	Non- Migrant
J'ai été malade le mois dernier	37%	34%	35 %	36%	35%
J'ai cherché de l'aide médicale à cette occasion	64%	72%	68 %	71%	67%
J'ai été assez malade pour ne pas aller étudier ou travailler ces douze derniers mois	54%	65%	60 %	68%	58%
Je suis stressé	46%	45%	46 %	46%	46%
J'ai réduit ma ration alimentaire par nécessité au moins une fois le mois dernier	47%	48%	47 %	56%	45%
Abandon de l'école	56%	58%	57 %	56%	57%
Statut marital – je suis célibataire	75%	86%	81 %	74%	83%
• Carte d'identité	90%	90%	90 %	92%	90%
• Passeport	20%	21%	20 %	58%	12%
Statut migratoire – migrant de retour	13%	20%	17 %	-	-

Le taux de célibat chez les jeunes de 18-34 ans est extrêmement prononcé (81%) et étroitement lié à la vulnérabilité socio-économique de ces derniers : sans emploi générateur de ressources financières, il est difficile d'être socialement légitime à fonder un foyer, et donc de se marier.

Le fort taux d'abandon de la scolarité précédemment évoqué dans le rapport est également un indicateur important de la vulnérabilité des jeunes interrogés, et l'absence de poursuite des études est liée, une fois encore, à l'absence de ressources financières (impossibilité de financer les frais de scolarité ou nécessité de générer des revenus).

On observe également que les migrants de retour ont des difficultés à travailler ou à étudier en raison de **conditions médicales défavorable** (+10 points par rapport à la catégorie des non-migrants). Ce chiffre révèle la nécessité d'attirer l'attention sur la situation des migrants de retour sur le plan médical : le

recensement du Ministère des Affaires Sociales (MINAS) depuis novembre 2017 indique que seulement 6 migrants de retour sur les 608 pris en charge ont été déclarés handicapés à leur arrivée.

Le niveau de stress exprimé est particulièrement élevé (46%), et atteint toutes les catégories, indistinctement du sexe ou du profil migratoire.

Accès aux services de base dans les différentes communautés

Le niveau de satisfaction des répondants quant à l'accès aux services de base est relativement homogène parmi les communautés étudiées. L'accès aux documents administratifs et au système judiciaire est jugé très insatisfaisant (moins de 30% de satisfaction dans l'ensemble des communautés). L'accès aux services de base dépend souvent d'initiatives privées (centres de santé, rénovation des routes, construction d'écoles).

Graphique 10. Satisfaction de l'accès aux services, par communauté

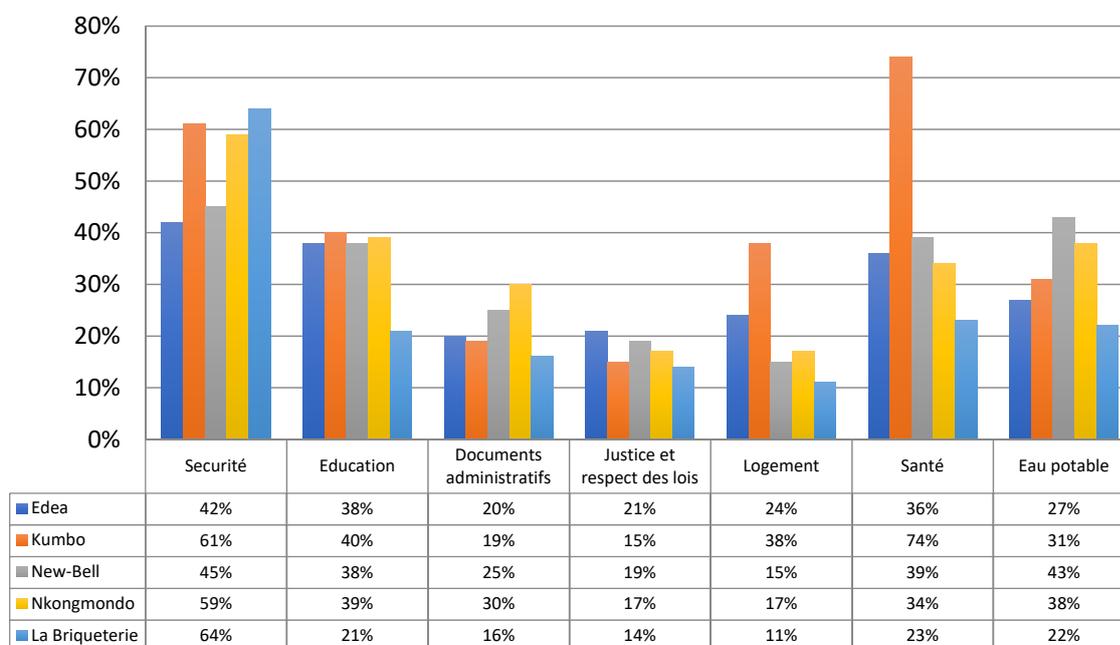


Tableau 16. Variations de la satisfaction de l'accès aux services (en points) comparées à la moyenne de l'échantillon

	Edéa	Kumbo	New-Bell	Nkongmondo	La Briqueterie	Moyenne de l'échantillon
Éducation	2	4	2	3	-15	36%
Papiers d'identité	-2	-14	-2	-3	-6	22%
Logement	-12	13	3	10	-11	30%
Accès aux soins ⁴⁰	-8	32	-3	-8	-19	42%
Eau potable	-5	-1	11	6	-10	32%
Justice et Police	4	-2	2	0	-3	17%

Sécurité : malgré un contexte sécuritaire dégradé dans la région du Nord-Ouest et l'importance du taux de criminalité dans les quartiers péri-urbains marginalisés (New-Bell, Nkongmondo, La Briqueterie), les résidents perçoivent la sécurité de leur localité comme relativement satisfaisante. Soulignons l'écart de 14 points qui existe entre les perceptions de la sécurité à New-Bell (45%) et Nkongmondo (59%) alors que ce sont deux quartiers adjacents dont le profil socio-économique est similaire. Cela peut s'expliquer par la présence du marché central à New-Bell, qui entraîne une circulation de l'argent significative dans le quartier et entraîne de fait un niveau de criminalité plus élevé : « *C'est un quartier qui en termes économiques fait entrer beaucoup d'argent* ». ⁴¹

Santé : en matière d'accès à la santé, on remarque un niveau de satisfaction élevés chez les sondés à Kumbo (74%). Ces chiffres valident la qualité des deux hôpitaux principaux (privés), le Banso Baptist Hospital et le Saint Elisabeth's Hospital « *qui attirent des patients de tout le pays* » ⁴² car il dispose du premier centre de chirurgie cardiaque d'Afrique de l'Ouest et Centrale. À Nkongmondo et à New-Bell, face à une difficulté d'accès aux soins on observe ces dernières années une multiplication des cliniques privées ; « *lorsque l'on fait le ratio population/offre existante, on se rend compte qu'il est quasiment impossible de se soigner aisément ici : vu qu'ici, il n'y a que l'hôpital de district qui dessert toute la population de New-Bell. Fort heureusement des initiatives privées dans le domaine de la santé voient le jour* ». ⁴³ L'accès aux établissements de santé est possible, mais il est fortement découragé par les tarifs pratiqués, ce qui explique des niveaux de satisfaction exprimés assez faibles, au regard de la disponibilité des structures (34% pour Nkongmondo, 39% pour New Bell).

Éducation : les infrastructures éducatives se sont améliorées ces dix dernières années à La Briqueterie, « *quatre écoles maternelles et primaires ont été réhabilitées et équipées* » ⁴⁴; ce qui n'est pas le cas à Nkongmondo, selon les répondants « *les écoles n'ont pas connu d'innovation, ce sont les mêmes et les infrastructures sont bien vétustes, au moins trente ans d'existence* ». ⁴⁵

⁴⁰ Analyse sur les soins basées sur les questions suivantes : « Comment évaluez-vous l'accès à chacun des biens/services suivants dans votre communauté ? (Éducation, documents administratifs, santé, justice et respect des lois, logement) » et « Avez-vous sollicité une aide médicale lors de votre dernière maladie/accident ? »

⁴¹ Entretien, Sahel Agro, New-Bell.

⁴² Discussion de groupe, Kumbo.

⁴³ Régisseur de la prison centrale, New-Bell.

⁴⁴ Groupe de discussion, la Briqueterie.

⁴⁵ Discussion de groupe, Nkongmondo.

Eau potable : plusieurs localités souffrent des conséquences d'un mauvais management de l'accès aux services d'eau potable. C'est le cas de Kumbo, dont le réseau de distribution fait l'objet d'une compétition entre les autorités administratives locales et les autorités traditionnelles (le gouverneur traditionnel des Nso et la communauté Nso dans son ensemble). Afin de régler ce différend, le réseau est contrôlé par l'armée, ce qui entraîne des difficultés d'alimentation des foyers.

4. EXPÉRIENCE DE LA MIGRATION ET DIMENSION PSYCHOSOCIALE

DIMENSION PSYCHOSOCIALE

- **Des aspirations à quitter la communauté non-majoritaires parmi la population-cible:** 41% des sondés désirent quitter leurs communautés.
- Les **motifs de l'aspiration au départ** diffèrent également entre les communautés mais il convient de prendre en compte la pression exercée par les familles dans le processus de décision ainsi que la situation sécuritaire.
- **On note une variabilité importante des perceptions des migrants de retour selon les communautés étudiées** –de 50% de perceptions négatives à Edea à 63% de perceptions positives à Kumbo
- La moitié des sondés (46%) ressentent un état de stress quotidiennement. **les entretiens qualitatifs révèlent l'existence de lourds troubles psychosociaux**, notamment chez les migrants de retour récents. Près de la moitié de l'échantillon (51%) dit vouloir avoir accès à un soutien psychosocial.
- La réintégration semble par conséquent (à l'heure actuelle) plus difficile au niveau individuel que communautaire, et liée à des sentiments de honte et à des troubles psychosociaux accumulés lors de l'expérience migratoire et du retour (notamment pour les AVRR).

Acteurs psychosociaux :

- Les acteurs locaux se concentrent généralement sur la réintégration économique, il est donc crucial d'identifier des partenaires qui pourront se charger d'effectuer un accompagnement psychosocial des migrants de retour, selon les besoins individuels
- Des relais communautaires peuvent contribuer à la **sensibilisation des familles des bénéficiaires**, notamment sur les attentes et la déception au sein de la famille, qui constituent un facteur de stress supplémentaire pour les migrants de retour.

L'enjeu de cette section est de mettre en évidence les motivations invoquées par les migrants eux-mêmes pour le départ et pour le retour. Elle rend également compte de l'expérience subjective des migrants de retour dans leur communauté, perçue par eux-mêmes et par le reste de la communauté. À noter que l'aspiration au départ dans cette section recouvre tous types de migrations – exode rural, migration interne, migration internationale. Il s'agit d'analyser les dynamiques derrière le 'désir de quitter la communauté'.

ASPIRATIONS

Aspiration au départ

La comparaison entre les aspirations au départ et les motivations au retour pour les communautés révèle un *échec* de l'expérience migratoire pour certains puisque le départ et le retour sont expliqués par des raisons économiques. Ce phénomène est également étayé au travers des discussions de groupe avec les migrants de retour qui confirment la difficulté de trouver un emploi rémunéré dans les pays de destination. Cette première grille d'analyse, ci-dessous, présente les aspirations au départ en fonction des communautés, du profil migratoire, du sexe et du niveau scolaire.

Tableau 17. Aspirations au départ par communauté/profil migratoire/genre/niveau scolaire

	Aspirations au départ
Edea	47%
Kumbo	46%
New-Bell	33%
Nkongmondo	41%
La Briqueterie	37%
Total	41%
Non-migrants	39%
Migrants de retour	51%
Femmes	36%
Hommes	45%
Aucune éducation formelle	17%
Ecole élémentaire	46%
Collège	25%
Lycée	40%
Université	14%
Education religieuse	44%

Les données (quantitatives et qualitatives) de cette étude indiquent qu'une grande partie des jeunes de 15-34 ans voulant migrer. Cependant, cette aspiration ne touche pas la majorité des sondés (41%).

Profil migratoire : l'écart significatif entre *migrants de retour* et non-migrants (12 points) souligne la dimension cyclique de la migration, et le réel besoin d'intervention pour favoriser une réintégration durable. L'expérience de la migratoire, traumatique ou non, a créé un précédent et un champ des possibles ; les discussions de groupe confirment que face à l'impossibilité de se réinsérer, en particulier de trouver en emploi, la **re-migration apparaît comme la seule alternative.**

Niveau éducatif : déjà évoqué précédemment, les aspirations au départ traduisent un **schéma social des migrations transnationales qui s'apparente au modèle des frustrations relatives.** Les individus aspirant au départ ont le plus souvent un niveau scolaire en dessous du niveau universitaire, sans être toutefois parmi les moins éduqués des sondés. La capacité (*ability*) à transformer cette aspiration en une réalité va aussi dépendre des capacités socio-économiques de chacun et les individus ou groupes plus éduqués sont

a priori plus susceptibles de migrer que les autres. Le tableau ci-dessous expose les motivations au départ du pourcentage des répondants qui ont déclaré vouloir partir (41%).

Tableau 18. Motivations au départ, par communauté

	Edea	Kumbo	New-Bell	Nkongmondo	La Briqueterie	Total
Emploi	75%	72%	56%	71%	77%	71%
Meilleures opportunités ailleurs	41%	60%	41%	43%	54%	48%
Pas d'opportunités	34%	38%	17%	20%	42%	31%
Education	18%	50%	17%	14%	6%	22%
Sécurité	23%	17%	7%	8%	8%	14%
Je ne suis pas d'ici	18%	2%	5%	4%	27%	11%
Raisons familiales	5%	10%	5%	8%	6%	7%
Pas de liberté religieuse	2%	3%	0%	0%	4%	2%

Comme le suggèrent de Haas (2011) et Carling (2017), les vues traditionnelles qui prévalent encore aujourd'hui sur le processus décisionnel des migrants « révèlent peu de choses sur la complexité de la migration et la manière dans laquelle elle est incorporée dans les relations sociales, les imaginations du monde, les paramètres et opportunités économiques et les contrôles politiques ». ⁴⁶ En d'autres termes, la rhétorique des décideurs politiques, de la sphère médiatique et même des organisations d'assistance aux migrants a pour sous-bassement une image du migrant – qu'il soit candidat à la migration économique, demandeur d'asile ou *migrant de retour* – comme celle d'un *homo economicus*, agent libre et informé, effectuant des choix de maximisation de son profit individuel à court et long termes.

Une telle image se suffit pas à elle-même pour expliquer les motivations à la migration, et il faut prendre en compte l'ensemble de la sphère complexe des déterminants individuels de la mobilité incluant rapport entre choix individuels et processus collectifs, les mobiles intangibles, les aspects identificatoires, etc.

Ainsi, si le besoin de trouver un emploi est la première motivation au départ (71%) exprimée par les individus ayant indiqué qu'ils souhaitaient partir, il faut également souligner la prépondérance, **de l'existence de meilleures opportunités ailleurs (48%)**, comme motivation, davantage subjective. Elle révèle l'importance de la projection imaginaire associée à *l'ailleurs*, porteur de « meilleures opportunités », qui contraste avec la perception continue d'une absence d'opportunités dans le lieu de vie.

« Ce qui m'a fait sortir du Cameroun, c'est le travail vraiment. J'avais l'espoir de trouver du travail (...) dans ce quartier je tournais, je tournais, je voulais trouver du travail »

Discussion de groupe, New-Bell

L'usage linguistique confirme l'importance des représentations associées aux processus migratoires, qui ne peuvent se réduire à un simple calcul coûts/intérêts. Lors de cette étude, il est apparu que le terme de « migrant » est moins employé que celui de « voyageur » ou de « débrouillard ». De façon similaire, « partir à l'étranger » est souvent remplacé par l'expression « aller en aventure ». Sans que cette

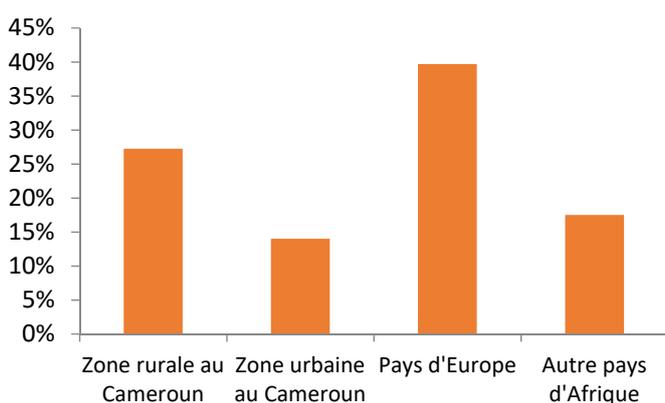
⁴⁶ Carling J. et Collins F. (2017).

aventure ait nécessairement une connotation positive pour tous, **l'usage de ce champ lexical souligne l'intensité qui est associée à l'expérience migratoire dans les imaginaires.** La récurrence de l'expression « *greener pastures* », pour qualifier les motivations des projets migratoires dans les entretiens menés à Kumbo, souligne aussi ce poids de l'imaginaire associé, par les migrants et/ou l'ensemble de la communauté à *l'ailleurs*.

Les **conditions sécuritaires sont également un facteur de poids dans les motivations au départ exprimées**, en particulier dans deux communautés ; Edéa, qui semble pourtant jouir, en comparaison aux autres communautés, d'un meilleur niveau de sécurité, et Kumbo. L'expression de cette motivation à Edéa est sans doute, au vu du taux de chômage, le reflet d'une communauté insatisfaite et inquiète pour son avenir. La situation de tensions qui prévaut dans le Nord-Ouest anglophone est vraisemblablement à l'origine de cet écart de près de 10 points entre Kumbo et les trois autres communautés d'étude. Il en est de même concernant les questions d'éducation, qui constituent également une des principales motivations au départ pour les résidents de Kumbo : l'attrait de l'offre de l'enseignement supérieur dans le monde anglo-saxon (Nigéria, Royaume-Uni, Canada) se superpose à une mauvaise gestion de l'offre éducative bilingue ; l'inquiétude face aux troubles dans la région, qui ont empêché les établissements d'enseignement supérieur de fonctionner normalement à la rentrée 2017 éclaire l'expression de cette aspiration.

L'analyse des destinations souhaitées apporte un éclairage additionnel sur les aspirations au départ, comme le montre le graphique ci-dessous ; si les pays occidentaux restent en tête des préférences exprimées (40%), il convient de souligner que les destinations africaines occupent également une place de choix (18%); le Cameroun est entouré de plusieurs pays voisins dont l'économie est dynamique, comme le Gabon, et ou le « géant » africain, le Nigéria. Le Gabon était déjà en 2009 la seconde destination des migrants Camerounais, après la France, et avant le Nigéria.⁴⁷ La visibilité des opportunités économiques de ces deux pays voisins en font des destinations privilégiées.

Graphique 11. Destinations souhaitées par les aspirants au départ⁴⁸



« Moi l'aventure c'était par rapport à mon rêve, j'ai demeuré au Cameroun, c'était compliqué, en Europe on aura la chance de pouvoir réaliser son rêve »

Discussion de groupe, New-Bell

⁴⁷ IOM (2009), profil Cameroun.

⁴⁸ Il faut remarquer, au regard du déroulement de l'étude quantitative, que dans les réponses indiquant « pays d'Europe » sont souvent comptés des pays non-européens (États-Unis, Canada, etc.).

Le profil des aspirants footballeurs

Les « footballeurs » qui partent quête d'un club pour devenir joueurs professionnels, en Europe et en Asie, sont représentatifs de l'imaginaire social de la migration au Cameroun. À titre indicatif sur les 608 migrants de retour pris en charge par le Ministère des Affaires Sociales, 13 ont indiqué vouloir être footballeur. Cette information revient également dans les réponses au questionnaire.

« Il y a l'école de formation de football : les footballeurs amateurs au lycée, avec les victoires aux petits championnats, les médailles aux championnats régionaux, ils se disent « il faut que je parte » pour aller jouer au Barça »
Entretien, MINEPAT

« Il y a beaucoup de Camerounais à qui on donne l'illusion qu'ils vont être de grands footballeurs, en Europe ou en Asie »
Entretien CCEY-CA

Expérience du retour

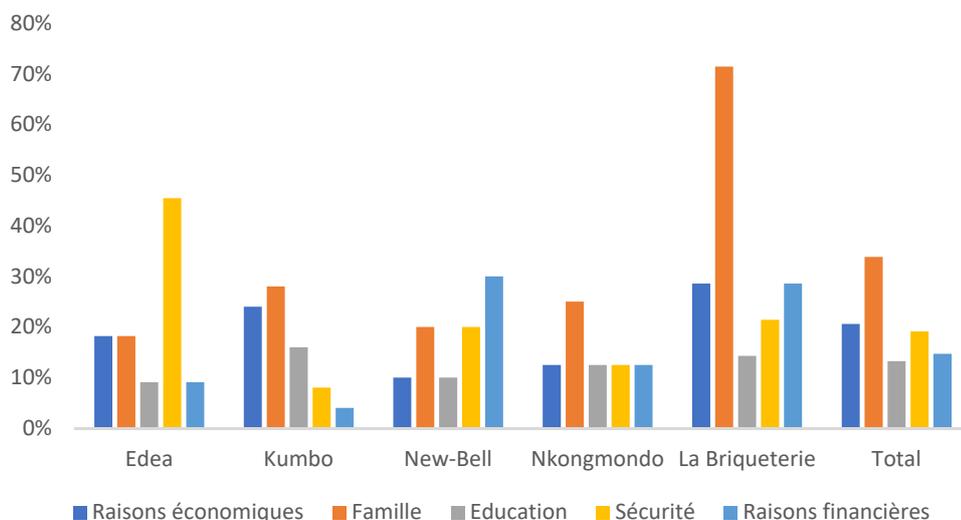
L'expérience du retour n'est pas un phénomène unidimensionnel, en particulier au regard des *conditions* du retour et des *communautés* du retour. **L'expérience du retour est avant tout relationnelle**, elle dépend d'une interaction entre les perceptions des migrants eux-mêmes de leur situation, et des regards que portent sur eux les communautés.

Les motivations invoquées pour le retour, que l'on retrouve dans le graphique ci-après sont essentiellement d'ordre économique et financier (36% au total) puis familial (34%).

« J'ai travaillé comme manœuvre, dans la maçonnerie, presque 6 mois pour économiser pour rentrer d'Algérie. Avant de partir je me déployais dans les tee-shirts, à mon retour, j'ai repris dans le même rythme »
Participant, discussion de groupe, New Bell

Une telle évolution rend compte de la déception et la frustration d'un certain nombre de migrants de retour face aux difficiles conditions de travail dans les pays de destination ou de transit, au Maghreb notamment : « Au Maroc on a même pas de vie, tu mendies comme les mendiants » ; « je croyais que j'allais trouver un travail, mais on ne respecte pas la dignité humaine (...) en Algérie c'est des travaux difficiles, on te paie même pas, les expatriés comme nous, c'était difficile » (Discussion de groupe, New-Bell).

Graphique 12. Motivations pour le retour, par communauté



Perceptions des migrants de retour

Les répondants ont été interrogés sur leur perception des migrants de retour au sein de leurs communautés. Le tableau ci-dessous présente les réponses obtenues et révèle, globalement, un regard neutre porté sur les migrants de retour.

Tableau 19. Perceptions des migrants de retour, par communauté

	Edéa	Kumbo	New-Bell	Nkongmondo	La Briqueterie	Total
Négatives	50%	12%	35%	18%	35%	30%
Neutre/Ne sait pas	36%	25%	33%	22%	58%	35%
Positives	13%	63%	32%	61%	7%	35%

On note cependant une variabilité importante des perceptions des migrants de retour selon les communautés étudiées :

- À **Edéa**, la perception des migrants de retour est plutôt **négative** (50% des sondés), relativement aux autres communautés, ce que confirment nos entretiens dans la localité « *Je pense que les migrants sont des paresseux, ils ne veulent pas affronter les réalités du pays* ». ⁴⁹ Le répondant ici interrogé est de retour de Chine ; ceci met en lumière l'ampleur des perceptions négatives de certains migrants sur d'autres catégories de migrants de retour. L'image d'une jeunesse peu réaliste et peu encline à l'effort semble dominer.
- À **Kumbo**, la perceptions des migrants de retour est **positive, en majorité** (63%); cela est dû à l'investissement des migrants dans la communauté d'une part; d'autre part, à une plus

⁴⁹ Entretien, ACEBRICAM, Edéa.

grande sensibilisation par les organisations de la société civile des problématiques liées aux trafics et à la traite d'êtres humains qui affectent les migrants.

- À **Kumbo comme à Edéa**, le succès du projet migratoire est déterminant dans la formation d'un regard positif ou négatif sur les migrants. Le succès du projet migratoire, tel que perçu par les répondants, permet de revenir avec un potentiel d'*investisseur* dans la communauté, qui est attendu par les pairs. Ces attentes résonnent avec ce qu'énonce Eliane de la Tour comme caractéristique du projet migratoire : « *L'aventure n'est pas ouverte ; elle est cernée par l'obligation de réussite selon ses tracés dans l'imaginaire collectif* ». ⁵⁰
- Si **les opinions concernant les migrants de retour à Nkongmondo sont majoritairement positives (61%)**, c'est la seule communauté où a été évoqué un sentiment de crainte que pouvait inspirer les migrants de retour : « *Le retourné, généralement suscite méfiance et inquiétude. Il fait peur justement parce qu'il revient du front. J'ai eu un témoignage d'un migrant qui se trouvait dans le désert avec ses amis, l'un d'eux affaiblit s'est écroulé. Les deux autres se sont regardés et ont pris la décision de le manger. Il est normal que lorsque tu rencontres un migrant il fait peur* ». ⁵¹

« Il y a deux types de migrants de retour :

- *Ceux qui ont réussi à l'étranger, qui reviennent avec un peu de moyens financiers pour investir; mais au retour se heurtent avec les réalités du système du Cameroun.*
- *Ceux qui ont raté à l'étranger, de retour dans leur communauté, ils n'arrivent pas à s'intégrer. Ils sont caractérisés par la malhonnêteté, ils utilisent tous ceux qu'ils ont appris à l'étranger pour nuire à la société. »*

Entretien, ACEBRICAM, Edéa

Parfois, **les difficultés rencontrées par les migrants de retour sont ignorées, même par les acteurs de la réintégration** : « *Je ne vois pas pourquoi on doit soutenir ceux qui sont partis, on ne devrait pas valoriser, ils n'ont pas le mérite d'être partis. S'il faut prêter attention particulière à ceux qui sont partis, tout le monde va vouloir partir, non ?* ». ⁵² Ce type de propos éclaire les besoins de sensibilisation des acteurs locaux à la fragilité des conditions psycho-sociales des migrants de retour.

« *Il y a un impact positif et négatif; Cela dépend de l'état du rapatrié. Les succès sont respectés et valorisés et l'inverse vaut pour les échecs. Sur le plan économique, ceux qui reviennent avec succès facilitent le développement de Kumbo, grâce à la construction de bâtiments qui, à leur tour, offrent des emplois à des travailleurs non qualifiés et, plus encore, à l'importation de biens étrangers comme les voitures; et pour les infructueuses ne font rien d'ajouter au niveau de chômage de Kumbo. »*

Entretien, Délégation départementale du Ministère de la promotion de la femme et de la famille, **Kumbo**, traduit de l'anglais par l'équipe de recherche.

⁵⁰ Eliane De Latour, « Héros du retour », Critique internationale 2003/2 (no 19), p. 171-189.

⁵¹ Entretien, délégué régional du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, Nkongmondo

⁵² Entretien, GIZ, mars 2018

PARTICIPATION SOCIALE ET INCLUSION PSYCHOSOCIALE

Participation à des collectifs

Le dernier aspect exploré dans cette section est la participation sociale comme vecteur d'inclusion chez les jeunes Camerounais. Plusieurs indicateurs sont pertinents pour évaluer cette dimension : 1) la participation dans des initiatives et les groupes locaux ; 2) le spectre des émotions ressenties quotidiennement par les interrogés ; 3) le désir et le recours à une aide psychologique, et le sentiment de discrimination.

Tableau 20. Participation des sondés et membres de leurs foyers à des groupes et des associations, par communauté et profil migratoire

	Ed éa	Kumbo	New-Bell	Nkongm ondo	La Briqueterie	Total	Migrant de retour	Non-migrant
Coopérative	29 %	43%	16%	19%	35%	29 %	49%	25%
Association de commerçants/commerciale	29 %	24%	22%	18%	36%	26 %	29%	25%
Groupe sportif	19 %	25%	21%	31%	22%	23 %	22%	24%
Groupe religieux ou spirituel	12 %	43%	17%	16%	13%	20 %	25%	19%
Groupe de jeunes	9%	23%	24%	29%	15%	20 %	13%	22%
Association professionnelle	12 %	26%	12%	11%	13%	15 %	18%	14%
Comité de voisins/villageois	9%	31%	8%	5%	5%	12 %	18%	10%
Groupe financier, de crédit ou d'épargne	5%	21%	11%	18%	5%	12 %	9%	13%
Groupe ethnique	5%	13%	10%	23%	10%	12 %	11%	13%
Groupe éducatif	6%	20%	8%	10%	7%	10 %	13%	9%
Association culturelle	2%	28%	10%	3%	2%	9%	18%	7%
Groupe politique	4%	16%	6%	7%	2%	7%	9%	6%
Groupe de santé	1%	17%	3%	3%	4%	6%	8%	5%
Syndicat	4%	13%	4%	3%	2%	5%	6%	5%
ONG ou société civile	2%	9%	2%	8%	3%	5%	8%	4%
Eau et gestion des déchets	1%	3%	2%	3%	3%	2%	6%	2%

Forte participation des interrogés à des groupes commerçants (coopérative, associations de commerçants) : ces forts taux de participation exprimés sont étroitement corrélés aux profils des communautés étudiées, toutes caractérisées par l'essor du petit commerce informel, les comptoirs, les boutiques, et les coopératives agricoles.

La coopérative : un mode associatif privilégié par les migrants de retour : près de la moitié des migrants de retour interrogés déclarent faire partie d'une coopérative. La coopérative est donc un modèle associatif dont se sont déjà *approprié* les migrants de retour ; le **recensement des coopératives sur pied, intégrant la participation des migrants de retour, est un premier levier d'action potentielle**. Cependant, sur la base de l'étude de cas de la Coopérative Simplifiée du Jardin d'Éden à Edéa, les difficultés techniques et financières de ces coopératives associées à une absence de mécanismes de suivi-évaluation des projets empêche ces structures d'atteindre leur opérationnalisation.

Une participation sociale dynamique à Kumbo : la localité se distingue à nouveau par une plus forte participation des sondés et de leurs proches dans les associations et groupes sociaux, en particulier dans les groupes spirituels et religieux, les comités de voisinage et les coopératives. Ces données confirment le caractère soudé du tissu social de la communauté évoqué dans le profil des communautés, ainsi que l'influence des structures confessionnelles au niveau local.

Une participation des migrants de retour aux associations culturelles : les migrants de retour sont beaucoup plus nombreux à fréquenter des associations culturelles (+11 points par rapport aux non-migrants) ; celles-ci peuvent en effet constituer des réseaux d'aide, en particulier dans les localités urbaines, où les migrants de retour sont plus isolés (éloignement du foyer). On observe par ailleurs une **plus grande fréquentation de groupes ethniques chez les résidents de Nkongmondo**, due à une cohésion sociale plus contrastée, où les désaccords entre communautés peuvent survenir : « *La cohésion sociale est en mal être dans la communauté de Nkongmondo. Nous assistons à des tensions entre les Bassa'a et les Bamoun, marqué par les slogans comme : « Maison à louer, sauf aux Bamoun » ; « Maison à vendre, sauf aux Bamoun ».* Des tensions entre Bassa et Haoussa, entraînant parfois bagarres aboutissent à des blessures graves ». ⁵³

Désaffection des syndicats et des groupes politiques, reflet de la « démobilisation collective » au Cameroun : le faible taux de participation à des syndicats et à des groupes politiques fait écho à ce que Marie-Emmanuelle Pommerolle décrit comme « *un état persistant de faiblesse des mouvements sociaux protestataires, c'est-à-dire des formes d'action concertée en faveur d'une cause et faisant appel aux autorités* ». ⁵⁴

Inclusion psychosociale et santé mentale

Plusieurs données recueillies lors de l'étude témoignent de l'inclusion des répondants sur le plan psychosocial ; les tableaux ci-après recensent les émotions négatives ressenties quotidiennement, le

⁵³ Participants, discussion de groupe, Nkongmondo.

⁵⁴ Pommerolle (2008).

sentiment de discrimination, ainsi que le désir d'accès à une aide psychologique selon le genre et le profil migratoire.

Tableau 21. Émotions négatives ressenties quotidiennement (par sexe et profil migratoire)

	Hommes	Femmes	Total	Migrants de retour	Non-migrants
Faible estime de soi	10%	14%	12%	11%	12%
Solitude	15%	19%	17%	11%	18%
Stress	45%	46%	46%	46%	46%
Peur	21%	23%	22%	18%	24%
Colère	28%	27%	28%	27%	28%
Tristesse	22%	28%	25%	21%	26%

Ce premier tableau indique que près de la moitié des sondés (46%) ressentent du stress quotidiennement. Ces émotions sont ressenties de façon relativement indistincte selon le sexe ou le profil migratoire. Les jeunes femmes sont légèrement plus enclines à ressentir la solitude et avoir une faible estime d'elles-mêmes (+4 points). Ces **émotions négatives reflètent concordent avec le désarroi rencontré lors des discussions de groupe** « Tu es dans ton pays, tu ne sais pas si tu avances ou si tu recules. Tu n'as pas de chance, il n'y a pas de rêves, rien, tu ne sais pas par où commencer, c'est vraiment très difficile ». ⁵⁵

Le tableau qui suit met en lumière le **désir d'accéder à une aide psychologique**, et la possibilité d'accès à un soutien de cet ordre d'une part ; d'autre part elle relève le **sentiment de discrimination** par communauté – donnée subjective qui permet pourtant de situer un certain niveau de frustration au sein des localités étudiées qu'il est essentiel de prendre en compte.

Tableau 22. Soutien psychologique et sentiment de discrimination, par communauté et par genre.

	Edé a	Kumb o	New- Bell	Nkongmon do	La Briqueterie	Tot al	Hom mes	Fem mes
Désire une aide psychologique	59 %	66%	26%	25%	77%	51 %	53%	48%
A accès à une aide psychologique	13 %	34%	13%	29%	27%	23 %	22%	24%
Se sent discriminé	52 %	79%	28%	20%	48%	45 %	43%	48%

Plus de la moitié des répondants (51%) déclarent vouloir recevoir un soutien psychologique, dont 77% à la Briqueterie, 59% à Edea, et 66% à Kumbo ; ces chiffres soulignent un état de détresse psychologique très élevé dans ces communautés et seuls 23% disent avoir accès à une aide.

Au regard de la problématique spécifique des migrants de retour, les traumatismes subis nécessitent une prise de conscience des acteurs de la réinsertion et une prise en charge des individus affectés. Comme en témoigne Baidawah-Allah, une association musulmane à La Briqueterie : « *Nous agissons dans l'encadrement psychosocial des jeunes filles. Les gens ont tendances à penser que les jeunes n'ont que*

⁵⁵ Migrant de retour, discussion de groupe, New-Bell

besoin d'argent. Certaines couches de la société telles que les migrantes retournées ont subi des traumatismes que l'argent seul ne soulage pas. Certaines déclarent avoir été plusieurs fois violées, prostituées, vendues et revendues, utilisées comme des objets de sexe ». Par ailleurs, le Ministère des Affaires sociales a recensé 472 cas de pathologies psychosomatiques parmi lesquels 316 cas de pathologies lourdes et 96 cas d'extériorisation verbale, d'insultes et de menaces, sur les 608 cas pris en charge.⁵⁶ L'expression d'un sentiment de discrimination est très fort dans l'ensemble des communautés ; en particulier à Edéa (52%), et près de 80% à Kumbo. Cela est évidemment à mettre en relation avec la position de cette localité en région anglophone, et les troubles actuels qui la traversent.

Situation psychosociale des migrants de retour

Pour affiner l'analyse de l'expérience du retour et des conditions psychosociales des migrants de retour, il est utile de distinguer la **durée de réinstallation** au sein de la zone de retour. La principale **similitude** entre le groupe des individus ayant passé au maximum deux ans dans leur communauté de retour et celui de ceux ayant résidé au minimum 3 ans dans cette même communauté concerne **l'intégration économique** des *migrants de retour* (si l'on considère l'intégration à travers le seul prisme de la perception d'un revenu). Cette intégration est équivalente entre les deux groupes (avec un écart de 5 points sur la perception d'un revenu en faveur des migrants de retour plus anciens) et, surtout, supérieure à la moyenne de l'échantillon.

Malgré ce point commun, plusieurs différences sont à noter entre les retours *récents* ou plus *anciens* :

- Un plus fort pourcentage de **migrants de retour récents déclarent vouloir repartir** (81%, soit +29 points) tout en exprimant un optimisme supérieur aux migrants de retour plus anciens concernant le futur. En effet, si l'existence d'un réseau de soutien local (groupe d'amis) et la confiance en l'avenir semblent positives pour les deux groupes, les migrants de retour récents enregistrent des taux plus importants (de +2 à + 8 points comparé aux migrants de retour plus anciens).
- Parallèlement, le désir d'accès à des **services psychosociaux** est supérieur pour les migrants de retour récents (+9 points). De même, les migrants de retour plus récents ressentent nettement **moins de contrôle sur leurs vies** (-18 points) mais aussi d'appartenance à la communauté (-16 points).

Cet élément souligne un double phénomène à l'œuvre lors du retour : **expérience du déphasage** entre les *migrants de retour* et la communauté (choc du retour) et **processus d'intégration progressif**. Il faut toutefois émettre des réserves sur ces résultats puisque les personnes de retour depuis 3 ans qui désiraient réellement repartir sont probablement déjà parties et ne sont donc pas prises en compte dans cet échantillon.

⁵⁶ Entretien point focal OIM, MINAS, Yaoundé.

Tableau 23. Synthèse des dimensions perceptives et psychosociales, par durée du retour

	0 à 2 ans depuis le retour	3 ans et +
Désir de repartir	81%	52%
Source de revenu	70%	75%
Groupe d'amis	93%	85%
Optimisme envers le futur – famille	94%	88%
Optimisme envers le futur – autonomie	91%	89%
Optimisme envers le futur – revenu	94%	82%
Optimisme envers le futur – vie meilleure	90%	86%
Sentiment d'appartenance communautaire	45%	61%
Contrôle sur ma vie	45%	63%
A accès à services psychosociaux ⁵⁷	29%	36%
Désire une aide psychologique ⁵⁸	73%	64%
Fréquence	36	48

⁵⁷ La question posée était : « Pourriez-vous avoir accès à des services de santé mentale spécialisés où vous vivez si vous en avez besoin ? »

⁵⁸ La question posée : « Souhaiteriez-vous recevoir/avoir accès à une aide psychologique spécialisée ? »

5. IDENTIFICATION DES BESOINS COMMUNAUTAIRES EN VUE D'UNE MEILLEURE RÉINTÉGRATION

Pour corroborer les éléments récoltés sur le terrain et sur la base des index développés dans le rapport régional et du rapport MEASURE⁵⁹, le tableau ci-dessous présente les différentes dimensions de réintégration individuelle pour les sept communautés de l'étude au Cameroun. Dans un premier temps, un index est développé pour chacune des trois dimensions – économique, sociale, psychosociale – en fonction des données quantitatives récoltées lors de l'étude auprès des personnes interrogées dans chaque communauté ; ces trois index sont composés à l'aide des réponses données sur les profils socioéconomiques, les perceptions individuelles, la présence et la qualité des infrastructures, la présence et la qualité des services de santé, la possibilité d'obtenir des financements ou prêts, le dynamisme des échanges commerciaux, les vulnérabilités observables, la sécurité, l'environnement, la cohésion sociale, etc. Dans un second temps, un index synthétique représentant la moyenne arithmétique – sans poids particulier – des trois index précédents permet la définition d'un score de réintégration économique, sociale et psychosociale. Cette grille d'analyse pourra être répliquée, en utilisant la même méthodologie, lors des évaluations d'impact de mi-projet et finale ; des versions simplifiées peuvent aussi être développées par les équipes de monitoring interne de l'OIM Cameroun.

Tableau 24. Score de réintégration économique, sociale et psychosociale pour les communautés étudiées au Cameroun

		Pilier 1 Dimension économique		Pilier 2 Dimension sociale		Pilier 3 Dimension psychosociale		Score de réintégration		
	Rang	Communauté	Score	Communauté	Score	Communauté	Score	Rang	Communauté	Score
Cameroun	1	Kumbo	0.81	Kumbo	0.92	Nkongmondo	0.74	1	Kumbo	0.78
	2	Nkongmondo	0.64	Nkongmondo	0.66	Kumbo	0.60	2	Nkongmondo	0.68
	3	Yaoundé	0.49	New-Bell	0.55	New-Bell	0.42	3	New-Bell	0.48
	4	New-Bell	0.46	Yaoundé	0.35	Edea	0.25	4	Yaoundé	0.36
	5	Edea	0.04	Edea	0.21	Yaoundé	0.23	5	Edea	0.17

- La **dimension économique** porte sur la présence d'offres d'emploi ou d'activités génératrices de revenus, et le niveau de vie au sein d'une communauté. Dans le tableau 2, on voit la très nette différence entre Kumbo (0,81) et Edéa (0,04), et les cinq autres communautés (0,64 à 0,46). Cela est dû particulièrement aux difficultés à accéder à l'emploi à Edéa, où le nombre de jeunes déclarant qu'ils n'exercent pas d'activités génératrices de revenus est particulièrement élevé (+19 points par rapport à la moyenne nationale). Par contraste, Kumbo se distingue par un plus faible taux de demandeurs d'emploi (-8 points) et une proportion moindre de jeunes qui n'exercent pas d'activités génératrices de revenus (-19 points).

⁵⁹ Samuel Hall / IOM (2017).

- La **dimension sociale** prend en compte le niveau d'accès aux services de base tels que l'eau et l'électricité, l'éducation, la santé, le logement, la documentation, la justice et l'application de la loi. Dans ce domaine, les scores très bas obtenus par Yaoundé (La Briqueterie) et Edea s'expliquent notamment par les défis de logement et d'accès aux soins.
- La **dimension psychosociale** est couverte par les indicateurs quantitatifs prenant respectivement en compte l'incidence des émotions négatives au quotidien (colère, peur, solitude, faible estime de soi, tristesse, etc.) au sein de la communauté et le besoin en services psychologiques spécialisés. L'indicateur prend également en compte l'incidence de la discrimination, de la participation sociale et des niveaux perçus de sécurité et de confiance au sein de la communauté. Plus de la moitié des répondants (51%) déclarent vouloir recevoir un soutien psychologique, dont 77% à la Briqueterie, 59% à Edea, et 66% à Kumbo ; ces chiffres soulignent un état de détresse psychologique très élevé dans ces communautés où seuls 23% disent avoir accès à une aide psychosociale.

Sur la base des index ci-dessus, nuancés par l'observation directe et par les entretiens qualitatifs, il est possible d'identifier des besoins communautaires spécifiques dans des domaines comme l'eau, l'énergie, l'environnement, etc. relevés dans le tableau suivant : en rouge, les enjeux prioritaires ; en orange, les enjeux importants ; en gris, les enjeux pour lesquels l'action de l'OIM ne saurait apporter une réponse directe à l'échelon communautaire.

Tableau 25. Aperçu des défis socio-économiques principaux par communauté

Enjeux communautaires	Edea	Kumbo	New Bell	Nkongmondo	La Briqueterie
<i>Eau</i>					
<i>Éducation</i>					
<i>Énergie</i>					
<i>Infrastructures</i>					
<i>Productivité Agricole</i>					
<i>Environnement</i>					
<i>Cohésion Sociale</i>					
<i>Logement</i>					
<i>Santé</i>					
<i>Psychosocial</i>					
<i>Financement</i>	<i>Possibilité de plaider à l'échelle nationale</i>				
<i>Documentation</i>	<i>Possibilité de plaider à l'échelle nationale</i>				
<i>Justice - Police</i>	<i>Possibilité de plaider à l'échelle nationale</i>				

6. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

L'annonce du Président de la République, lors du discours de fin d'année 2017, d'une accélération du processus de décentralisation et le contexte de l'élection présidentielle prochaine consacre un momentum propice au renforcement des collectivités territoriales (CTD). L'extension des compétences et des moyens des CTD, en particulier des communes, pourrait avoir un impact positif sur toute une gamme d'acteurs locaux. L'appui à un cadre de développement local pourra ainsi permettre une plus grande sensibilisation des collectivités territoriales, et voir se renforcer les capacités des organisations de la société civile, dont celles déjà impliquées dans les questions de réintégration. La montée en puissance des Centres Multifonctionnels de Promotion des Jeunes (CMPJ) bénéficiera également du transfert de compétences vers l'échelon local. Ces centres permettront de lutter contre l'indifférence actuelle exprimée par certains acteurs et de « - écouter, visibiliser les gens, les accueillir » (Entretien, SMIC)

Plusieurs points d'attention dans l'écosystème actuel des parties prenantes de la réintégration au Cameroun méritent d'être soulignés ; certaines sont des freins à une meilleure prise en charge, d'autres constituent des opportunités pour une meilleure coordination des acteurs concernés par le processus de réintégration des migrants de retour.

Tableau 26. Opportunités et obstacles de l'écosystème de réintégration

Opportunités	Obstacles
Finalisation d'un groupe de travail interministériel sous la tutelle du	Difficultés de coordination de la société civile camerounaise et manque de fonds propres
Momentum favorable au renforcement des collectivités territoriales décentralisées en vue de l'élection présidentielle 2018	Peu de synergies entre la société civile, les organisations non-gouvernementales et les acteurs institutionnels
Multiplicité d'acteurs impliqués dans la réinsertion par l'emploi et l'entrepreneuriat de la diaspora camerounaise (FNE, MINJEC, GIZ, CCEY-CA, MIDECA)	

Graphique 13. Cartographie des acteurs avec identification des faiblesses structurelles majeures

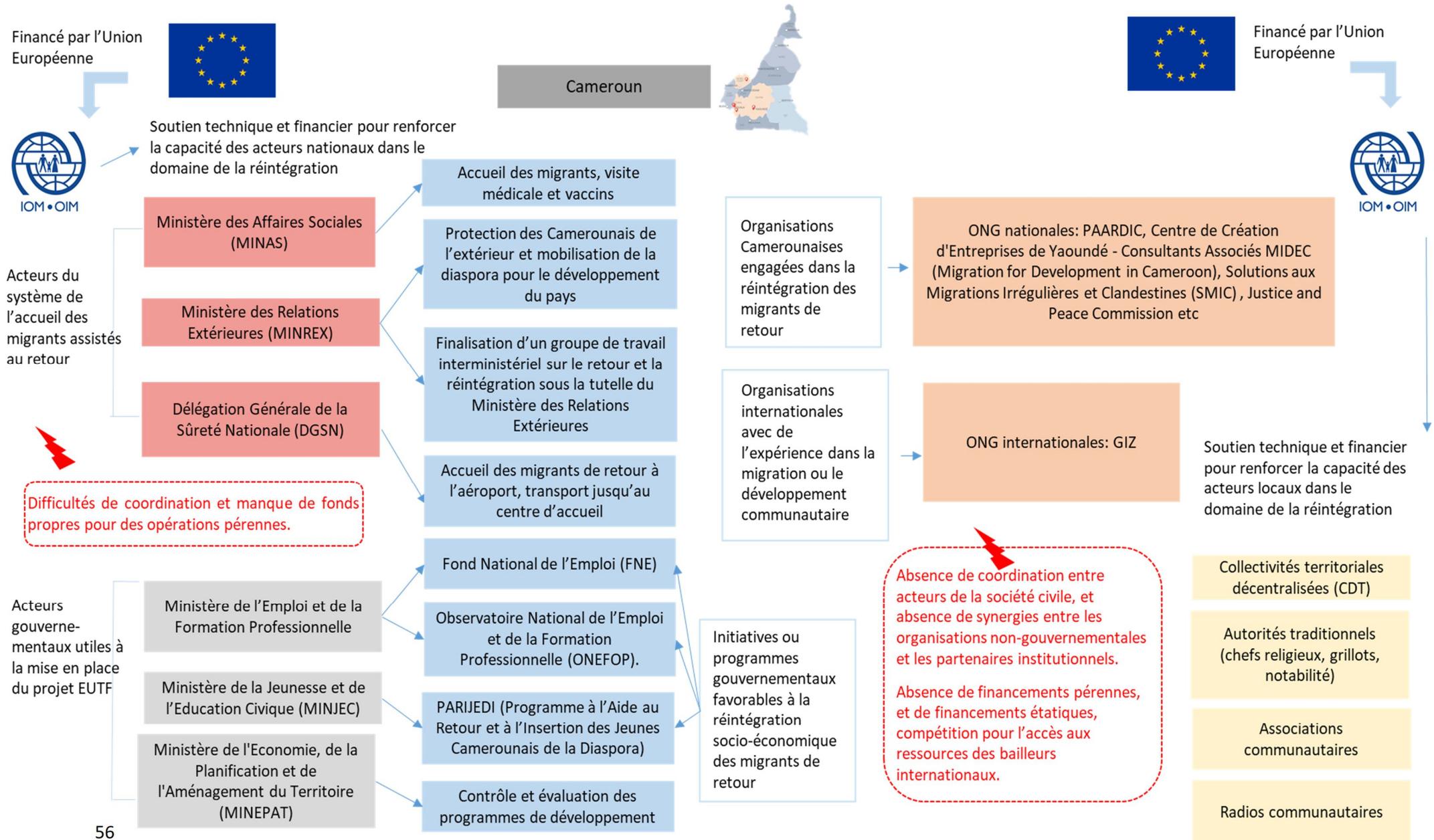


Tableau 27. Partenariats structurels et généraux (indépendamment de la chaîne de valeur ou filière)

<p>STRUCTURE D'INTÉGRATION SOCIALE ÉCONOMIQUE, SOCIALE, PSYCHOSOCIALE</p>	<p>Partenaires institutionnels et/ou gouvernementaux Délégation Générale de la Sécurité Nationale (DGSN) Fond National de l'Emploi (FNE) Groupement inter-patronal du (GICAM) Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle (Minefop) Ministère des Affaires Sociales (MINAS) Ministère des Relations Extérieures (MINREX) Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEFOP). PARIJEDI (Programme à l'Aide au Retour et à l'Insertion des Jeunes Camerounais de la Diaspora)</p> <p>Intégration sociale et psychosociale AIDE 21 Amicale des Jeunes Solidaires de la Briqueterie Association des Jeunes Ambitieux de Nkongmondo Association Sportive et Culturelle des Jeunes de Nkongmondo BAIWADAGA – ALLAH Centres multifonctionnels de promotion des jeunes (CMPJ) Chefferies traditionnelles</p>	<p>Secteur agricole et agro-alimentaire Agence Française de Développement (AFD) Centre d'innovations vertes pour le secteur agro-alimentaire (ProCISA) Conseil Agricole au Cameroun GIZ IFAD Ministère de l'Agriculture (MINADER) Organisations paysannes SNV World Structures rurales d'encadrement</p> <p>Partenaires en formation et développement des capacités Chambre de commerce, d'industrie, des mines et de l'artisanat au Cameroun Centre Régional d'Initiative et de Formation en Agriculture et nouvelles Technologies (CRIFAT) Cameroun Ecole de l'Hôtellerie et du Tourisme de la CEMAC (EHT-CEMAC) ACERFI (Informatique) A Kumbo : Women's Empowerment Centre, The Social Center for Youth, the Jakiri Veterinary School à Kumbo A Edea : Centre professionnel de l'association Jeunesse pour le Développement</p>
<p>FINANCEMENT & QUALITÉ</p>	<p>Partenaires financiers et investisseurs sociaux Agence de Promotion des Investissements (API) APECCAM (Association Professionnelle des Etablissements de Crédit du Cameroun) Association Nationale des Etablissements de Microfinance du Cameroun (ANEMCAM). CEPAC-Solidarité ACEP Cameroun Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (COBAC) Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Credit (BICEC)</p>	<p>Labellisation durable et standards éthiques, sociétaux et environnementaux Alimenterre – Développement agro-alimentaire durable et équitable Art et Vie Cameroun – boutique de commerce équitable Ecocert – Organisme de Contrôle et de Certification pour l'Agriculture Biologique ; Fairtrade Foundation et Max Havelaar, ETHIQUABLE – Labels éthiques et environnementaux GRET – Développement solidaire Nitidae – Commerce International et Développement durable WOUOL – 'Entraide' commerce équitable</p>
<p>RECHERCHE & INNOVATION</p>	<p>Partenaires recherche Centre national de l'éducation (CNE), Yaoundé Cirad – Recherche Agronomique pour le Développement Institut de recherche pour le développement (IRD) Institut pour la recherche, le développement socio-économique et la communication (IRESCO), Yaoundé. Mendong Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation</p>	<p>Partenaires médias Agence Cameroun Presse Association de journalistes FFE Cameroun - Friedrich-Ebert-Stiftung Kamerun Office de Radiodiffusion–Télévision Camerounaise (CRTV)</p>

Tableau 28. Partenariats possibles, par chaîne de valeur ou filière et communauté

Secteur collecte et recyclage de déchets	Secteur BTP	Secteur Hôtellerie tourisme	Filière Cacao	Filière Pomme de Terre
Nkongmondo Yaoundé New-Bell Edéa	Nkongmondo Yaoundé New-Bell	Nkongmondo Yaoundé New-Bell	Kumbo Edéa	Kumbo Edea
<ul style="list-style-type: none"> • Cœur d’Afrique • Eco Collect • Gmc Sarl • HYSACAM (Hygiène et Salubrité du Cameroun) • Ministère de l’Environnement, de la protection de la nature et du développement durable (Minepedd) • Namé Recycling / Brasseries du Cameroun (SABC). Madiba & Nature Red-Plast • ERA Cameroun (Environnement Recherche et Action), • Plateforme Re-Sources, • Fondation Camerounaise de la Terre Vivante 	<ul style="list-style-type: none"> • SOMAF • SOBELTRA • Nicam Cameroun • Tupicam BTP Sarl • EGDA BTP • Vinci • Etablissement camerounais des Techniciens Associés en BTP (ECTA-BTP) • Sithom Construction • Ministère des Travaux Publics du Cameroun (MINTP) • Syndicat des Entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics du Cameroun • Confédération Syndicale des Travailleurs du Cameroun (C.S.T.C.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Association Camerounaise pour le Tourisme (AGTC) • Association de Valorisation du Tourisme Camerounais • Association pour un tourisme intégré, équitable et durable (TOCKEM) • Coupe d’Afrique des Nations (CAN) • Ministère du Tourisme et des Loisirs • Syndicat Patronal de l’Hôtellerie et du Tourisme Cameroun (SPIHT) 	<ul style="list-style-type: none"> • CAMERCAP-PARC (Cameroon Policy Analysis and Research Center) • Conseil Interprofessionnel du Cacao et du Café (CICC) • Ministère de l’Agriculture et du développement rural (Minader) • National Cocoa Academy, • Transfol - programme de promotion de la transformation locale • World Cocoa Foundation 	<ul style="list-style-type: none"> • Centre d’innovations vertes pour le secteur agro-alimentaire (ProCISA) • Coopérative des producteurs et opérateurs de la filière pomme de terre de la Menoua (PROPOTEM) • GIZ • Ministère de l’Agriculture (MINADER) • Programme d’appui à la relance de la filière pomme de terre (PRFPT)

Il est recommandé que l’OIM explore également les opportunités, et effectue des études approfondies portant sur d’autres secteurs, notamment :

- Le textile, notamment promu par la Stratégie de Développement de la Filière Coton-Textile-Confection par la Communauté Economique des Etats d’Afrique Centrale (CCEAC)⁶⁰.
- La brasserie (Société Anonyme des Brasseries du Cameroun, SABC)
- Les services à la personne (Jumia)

⁶⁰ Voir http://www.coton-acp.org/sites/default/files/documents/downloads/strategie_coton_ceeac_version_07_juillet.pdf

7. COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Synthèse des résultats

- **Un manque de confiance dans le collectif (Etat, institutions, organisations) :** les perceptions de l'honnêteté de ces acteurs se situent en dessous de 20%.
- Le **microsystème** (foyer, famille, amis, pairs) est la **source prépondérante de confiance** d'une part, et qui contraste, d'autre part, avec l'expression **d'une défiance significative envers les parties prenantes du mésosystème** (organisations de la société civile et communautaires) et de l'exosystème (gouvernement, Nations Unies).
- Les **canaux de diffusion et de partage des savoirs** dans les lieux de sociabilité sont principalement les **réseaux sociaux** (Facebook et WhatsApp) et **événements culturels**.
- L'usage des réseaux sociaux parmi les jeunes interrogés est conséquent, mais cet usage est encore loin d'être universel ; seulement un peu plus des deux-tiers d'entre eux utilisent Facebook.
- Au sein des médias dits traditionnels, la **télévision** conserve la première place d'importance comme sources d'informations sur l'étranger.
- Les foires et festivals annuels, à l'instar d'autres événements culturels majeurs selon les communautés de référence (par exemple : le Salon urbain de Douala, festival d'art contemporain organisé par Doual'art) pourraient être intégrés comme des cadres de référence à la stratégie C4D de l'OIM.
- **En termes de pistes de réflexion pour l'OIM Cameroun en matière de C4D**, il apparaît intéressant d'interroger, sur le plan **psycholinguistique**, les différentes dimensions (signifiant, signifié, référent) d'élaboration d'un message.
- Il est recommandé à l'OIM d'adopter un plan stratégique de communication pour le développement qui soit adapté aux ressources comme aux objectifs de l'organisation – en prenant notamment en compte la nécessité d'un engagement opérationnel et financier pluriannuel. Les outils C4D envisageables pour la stratégie de l'OIM Cameroun ainsi que les dispositifs de suivi-évaluation sont présentés en Annexe 5.

Une stratégie de communication et développement⁶¹ repose en premier lieu sur une analyse du contexte et doit répondre à cinq questions de base, comme le suggèrent Bauer et Jenatsch (2016)⁶² :

- Quels sont les changements auxquels nous voulons contribuer ?
- À qui nous adressons-nous ? Quels sont les publics ciblés ?
- Avec quels messages ?
- Quels sont les canaux et les outils les plus efficaces ?
- Comment mesurons-nous le succès ?

Cette section répond à ces enjeux et questions en déterminant en amont un cadre conceptuel en accord avec le mandat de l'OIM et ses objectifs spécifiques en Afrique de l'Ouest et Centrale.

⁶¹ Veuillez-vous référer eux annexes 6 et 7 pour plus de détails sur le cadre conceptuel, les définitions, les objectifs et les outils généraux de l'approche C4D dans le cadre d'un projet de migration.

⁶² BAUER, R. et JENATSCH, T. (2016).

Cette section entend présenter les éléments contextuels les plus importants pour encadrer la stratégie C4D de l'OIM au Cameroun. La première sous-section présente une **matrice générale des perceptions par communauté** : à qui les sondés accordent-ils du crédit ? Ces éléments restent subjectifs mais permettent d'identifier : 1) un manque de confiance de la population étudiée dans le *collectif* (institutions étatiques, organisations non gouvernementales ou communautaires) ; 2) les canaux de diffusion et de partage des savoirs, accrédités par la population étudiée : les réseaux sociaux.

Un manque de confiance dans le collectif (État, institutions, organisations)

Tableau 29. Perception des acteurs selon leur 'honnêteté', par communauté

	Edéa	Kumbo	New-Bell	Nkongmondo	La Briqueterie	Total
Leader du village/communauté	37%	44%	33%	42%	38%	39%
Maîtres/Professeurs	60%	68%	58%	64%	55%	61%
Police	17%	16%	15%	23%	23%	19%
ONGs	22%	50%	33%	19%	31%	31%
Juges	14%	16%	20%	25%	13%	17%
Agences des Nations Unies	27%	47%	33%	16%	30%	30%
Gouvernement	11%	16%	20%	27%	22%	19%

Cellule = total des catégories « honnête » et « très honnête » inférieures à 20%⁶³

Ce tableau, relatif aux figures ou institutions perçues comme 'honnêtes' au sein de la communauté, met en relief un certain **déficit de confiance de la part des sondés envers les institutions de l'État camerounais** (police, institution judiciaire, gouvernement) ; les perceptions de l'honnêteté de ces acteurs se situent en dessous de 20%. Reflet des troubles qui agitent les régions anglophones, la perception des forces de police est particulièrement négative à Kumbo, où 74% des répondants jugent la police « malhonnête » (dont 50% l'estiment comme étant « très malhonnête »). On note, à l'opposé, le haut niveau de légitimité associé aux fonctions enseignantes dans l'ensemble des communautés étudiées. Les sondés à Kumbo jugent les organisations non-gouvernementales et les agences des Nations Unies comme des partenaires « honnêtes » voire « très honnêtes ». Cette marque de confiance résonne sensiblement avec l'activisme des organisations non-gouvernementales et des partenaires internationaux dans la région, observé au cours de l'étude.

⁶³ Les données suivantes concernent les réponses « honnête » et « très honnête » à la question posée aux répondants : « Selon vous, quel est le degré d'honnêteté des représentants et des employés des agences suivantes ? ». Les options incluaient également « ni l'un ni l'autre » « malhonnête » et « très malhonnête ».

Tableau 30. Confiance accordée aux acteurs, par communauté/profil migratoire

	Ede a	Kum bo	New- Bell	Nkongmo ndo	La Briqueteri e	Tot al	Migrants de retour	Non- migrants
Leader du village/ communauté	12 %	17%	17%	21%	15%	16 %	19%	16%
Leader religieux	5%	55%	19%	22%	11%	22 %	25%	22%
Famille	58 %	84%	60%	73%	68%	69 %	73%	68%
Amis	36 %	72%	38%	56%	42%	49 %	57%	47%
Médias	47 %	35%	36%	47%	51%	43 %	45%	43%
OSC	5%	13%	3%	5%	5%	6%	8%	6%
Organisations communautaires	3%	6%	3%	13%	16%	8%	15%	7%
Gouvernement	5%	9%	5%	10%	5%	7%	3%	8%
ONGs	9%	17%	14%	19%	5%	13 %	14%	13%
Nations Unies	8%	19%	15%	4%	5%	10 %	13%	10%
Aucune	2%	7%	7%	8%	2%	5%	3%	5%

Cellule : taux de confiance inférieur à 20%

Si l'on se réfère à l'approche de l'écosystème exposée au début de notre étude, l'examen de ces résultats met en lumière le **microsystème** (foyer, famille, amis, pairs) comme **source prépondérante de confiance** d'une part, et qui contraste, d'autre part, avec l'expression **d'une défiance significative envers les parties prenantes du mésosystème** (organisations de la société civile et communautaires) et de l'exosystème (gouvernement, Nations Unies). Plusieurs points d'attention sont à relever :

- En conformité avec les perceptions associées à l'honnêteté des acteurs étatiques, la **confiance exprimée envers le gouvernement est inférieure ou égale à 10%** dans l'ensemble des communautés étudiées ; on relève que chez les migrants de retour, l'absence de confiance est plus prononcée encore (3% seulement de confiance exprimée contre 8% chez les interrogés non-migrants). Ces chiffres, qui peuvent ne pas surprendre, rappellent cependant les stratégies de communication et de visibilité de l'OIM doivent impérativement prendre en compte le haut niveau de désaffection des autorités administratives et institutionnelles au Cameroun. L'enjeu pour l'OIM est de définir les modalités d'une dissociation - par l'image et par l'action - d'avec ses partenaires gouvernementaux, tout en délimitant les terrains de collaboration nécessaires.
- Le très faible niveau de confiance exprimée envers les autorités religieuses à Edéa (5%) contraste avec les 55% de confiance que les résidents de Kumbo accordent aux leaders religieux. Plus généralement, les **niveaux de confiance exprimés par les résidents d'Edéa sont très bas**. Cette absence de confiance est également à mettre en relation avec les perceptions du degré de proximité de la communauté ; 45% des interrogés à Edea estime celle-ci comme étant « assez faible », en réponse à la question « *Quel est le degré d'unité ou de proximité dans votre communauté ?* ». Il est intéressant de noter qu'Edéa apparaît

pourtant comme une communauté plus homogène en termes de groupes ethno-culturels (les communautés de Bassa et Bakoko formant la couche dominante de la population) que les quatre autres communautés de cette étude.

- En comparaison avec les quatre autres communautés à l'étude, **la confiance accordée aux acteurs religieux à Kumbo est significative** (de 33 à 44 points supérieur aux autres localités) ; l'expression de cette confiance semble la conséquence de l'activisme déployé par les organisations confessionnelles (Justice and Peace, Chalice) et les Eglises qui sont identifiées comme des pourvoyeurs de services de base pour la population et comme des employeurs majeurs de la communauté.
- Les **migrants de retour considèrent les organisations communautaires plus fiables** que ne les considèrent les sondés non-migrants (15% contre 7%). Ce résultat est à mettre en parallèle avec une plus forte fréquentation des migrants de retour des associations culturelles : en l'absence de prise en charge de l'Etat, ces structures locales se substituent à la puissance publique pour constituer des réseaux d'aide.
- Hors du microsystème, les médias⁶⁴ sont la source d'information considérée comme étant la plus sûre par les jeunes Camerounais interrogés. Il est important cependant de rappeler la mainmise gouvernementale sur le dispositif médiatique au Cameroun, et qui se traduit par un arsenal réglementaire extrêmement contraignant pour la liberté de la presse⁶⁵.

Ce **manque de confiance dans l'idée du collectif** conforte une vision de la société camerounaise comme une société où les modèles d'ascension sociale sont issus d'un « *ethos individualiste et opportuniste, produit d'une crise économique radicale* ». ⁶⁶ Malgré la multiplication des initiatives collectives et communautaires orientées vers la défense des intérêts ou le crédit (tontines, comités de vigilance, etc.), sur le plan politique, Marie-Emmanuelle Pommerolle souligne le phénomène de « *démobilisation collective* » au Cameroun. Cette grille de lecture de la société camerounaise revient dans de nombreux entretiens menés sur le terrain, et notamment dans la description de l'action collective ; « *Les gens développent toujours leurs intérêts, ils ont les objectifs personnels au sein des objectifs des organisations. L'organisation a un objectif, mais les individus ont leurs propres objectifs au sein de ces organisations. Il se trouve qu'ils travaillent davantage pour leurs objectifs personnels que pour les objectifs des organisations* ». ⁶⁷ Pour certaines autorités interviewées (telle que le Ministère des Affaires Sociales), le **principal obstacle de l'OIM dans la conduite de projets communautaires est cette primauté des intérêts individuels** et le délaissement de l'action collective.

Prises de décisions et agents d'influence : le rôle prépondérant de la famille

Si 37% du total des migrants de retour déclarent avoir pris la décision de partir seuls, **40% d'entre eux disent que la famille a joué un rôle dans leur départ**. Les amis jouent également un rôle (confirmé durant les discussions de groupe) mais les autres membres de la communauté semblent peu consultés à ce sujet. Les chefs traditionnels ou communautaires n'ont pas été spécifiquement mentionnés par les répondants.

⁶⁴ Selon les chiffres du Conseil National de la Communication (2013), cité par A. Tcheuyap : 20 chaînes de télévision (1 gouvernementale et 19 privées), 110 radios (16 gouvernementales, 59 privées, et 35 radios communautaires), 39 médias en ligne et 644 journaux (1 publication gouvernementale, 643 privées)

⁶⁵ Tcheuyap, *Autoritarisme, Presse et Violence Au Cameroun*, Hommes et Sociétés (Paris: Éditions Karthala, 2014).

⁶⁶ Pommerolle (2008).

⁶⁷ Entretien avec CCEY-CA, Yaoundé, mars 2018.

Tableau 31. Qui vous a aidé(e) à prendre la décision de migrer ? (migrants de retour, n=106)

	Femme	Homme	Total
Des membres de ma famille	45%	38%	40%
Personne	35%	38%	37%
Des amis	30%	20%	24%
Autres⁶⁸	8%	13%	11%
Une organisation communautaire	0%	4%	3%
Des représentants de la communauté	3%	1%	2%
Un employeur	0%	1%	1%
Un collègue	3%	0%	1%

Si le rôle de la famille a bien été mentionné en discussions de groupe, il faut noter que plusieurs interrogés ont à l'inverse indiqué qu'ils choisiraient de ne pas révéler leurs aspirations migratoires à leur proches. Les exemples ci-après soulignent les contradictions relevées durant les groupes de discussion concernant le rôle de l'entourage dans la prise de décision des migrants potentiels.

⁶⁸ Concernant les douze migrants de retour ayant choisi 'autres', les répondants ont invoqué soit des motifs personnels ou exogènes (tels que la guerre, les "réalités de la vie").

Le rôle des proches dans la prise de décision migratoire

« Pour migrer il faut être discret parce que c'est illégal ici dans notre pays et même dans notre communauté. Il y a des comités dans notre communauté qui sont chargés de faire la police sur cette question. Mais comme moi j'étais déjà parti dans l'illégalité et j'ai vu l'enfer, je vais d'abord faire tous mes papiers. Je vais contacter ma famille et mes aînés dans la communauté qui ont des gens là-bas pour choisir le pays d'accueil et de me donner la conduite à tenir. Il n'aura même pas de discussions du genre légal ou non parce que ça ne peut être que légal. »

Groupe de Discussion avec des migrants de retour à La Briquetterie.

« Une fois les informations réunies à travers les réseaux de passeurs, le migrant potentiel va donner une mauvaise information à sa copine ou sa famille sans toutefois lui dire la vérité sur ce qu'il compte réaliser comme action. Il prétendra par exemple aller au village pour un séjour familial, ni les parents ni le frère ne sont tenus informés de cette situation. »

Groupe de Discussion avec des migrants de retour à New Bell.

Jeu de rôle organisé au sein d'un groupe de discussion avec des jeunes de Nkongmondo :

Au cours de jeu de rôle, le jeune qui s'est mis dans la peau de futur migrant a procédé comme suit pour prendre la décision finale : il s'est rendu chez son meilleur ami (son combi) et lui dit :

Le futur migrant : How combi ?

L'ami : gars ça va ça va.

Le futur migrant : gars comme tu vois là je suis venu dire que samedi je vais goza (c'est une expression propre aux jeunes de Nkong-Mondo qui signifie migrer).

L'ami : sérieux gars ?

Le futur migrant : sérieux, sérieux combi.

L'ami : gars tu comptes faire comment ? ça va se passer comment ? tu as déjà l'argent ?

Le futur migrant : oui j'ai déjà l'argent.

L'ami : et tu iras seul ou vous serez en groupe ?

Le futur migrant : je serai avec deux autres gars

L'ami : gars c'est sur le système là ?

Le futur migrant : oui, je me suis suffisamment renseigné à propos. Notre point de rencontre c'est bonabéri.

L'ami : Ok c'est une bien de le savoir gars. Tu sais que je ne peux que t'encourager gars.

Le futur migrant : oui oui

L'ami : gars go seulement et tu briss (expression qui signifie réussir, prospérer)

Le futur migrant : Ok combi, merci pour ton soutien. T'inquiète, le premier argent, on va fêter ensemble.

Après avoir informé son meilleur ami et reçu de lui les encouragements, le futur migrant n'informera plus personne d'autre, ni son frère/sœur, encore moins ses parents qui, pour sa part risquent de le décourager par quelle que manière que ce soit. Il ne leur fera donc pas part de son futur choix qui est celui de migrer, ils constateront juste son absence et, plus tard il les appellera quand il sera déjà sorti du pays.

Rapporté à l'ensemble de l'échantillon, le rôle de la famille semble renforcé : lorsqu'on leur demande qui ils écoutent en priorité lorsqu'ils désirent prendre une décision, **83% des sondés disent consulter leurs**

familles en premier lieu, puis leurs amis (62%), suivi des leaders religieux (48%) et des chefs ou organisations communautaires (34% et 26%).

Tableau 32. Agents d'influence lors de la prise de décision

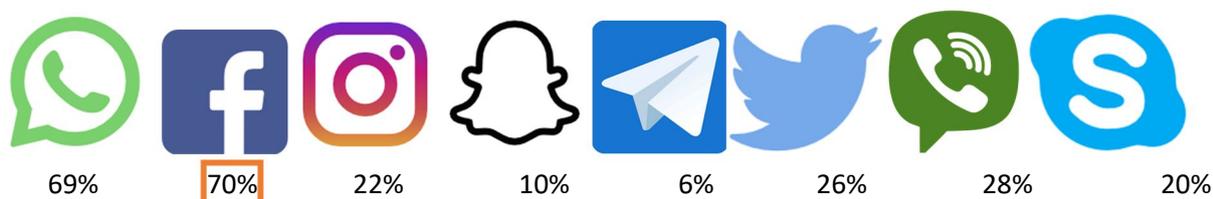
Quand je prends une décision, j'écoute ce que disent ces personnes / organisations :	Femme	Homme	Total
Famille	83%	82%	83%
Amis	58%	66%	62%
Chef Religieux	52%	44%	48%
Chef Communautaire	31%	38%	34%
Organisation Communautaire	25%	28%	26%
Employeur	23%	28%	25%
Gouvernement / Agence Publique	20%	23%	22%
Voisins	17%	19%	18%
ONG	17%	20%	18%
Organisation de la société civile	13%	19%	16%
Agence des Nations Unies	14%	19%	16%
Personne	15%	15%	15%

Canaux de diffusion et de partage des savoirs dans les lieux de sociabilité : réseaux sociaux et événements culturels

Les lieux de sociabilité dans les communautés sont nombreux ; maisons associatives, terrains de football, lieux de culte, marchés, restaurants et débits de boisson ; on relève l'existence de « Parlements » qui sont des réunions informelles de jeunes résidents d'une même localité. Les lieux de sociabilité sont bien entendu de plus en plus dématérialisés, au Cameroun comme ailleurs, avec les réseaux sociaux. Intégrer certains de ces lieux de sociabilité à la stratégie C4D est un enjeu majeur ; nous proposons d'étudier ici le potentiel des réseaux sociaux et des festivals culturels, à travers les données collectées pendant l'enquête.

Utilisation des réseaux sociaux : une étude des réseaux sociaux les plus utilisés parmi les sondés montre que deux médias dominant largement la sphère des réseaux sociaux : il s'agit de Facebook et de WhatsApp. L'usage des réseaux sociaux parmi les jeunes interrogés est conséquent, mais cet usage est encore loin d'être universel ; seulement un peu plus des deux-tiers d'entre eux utilisent Facebook.

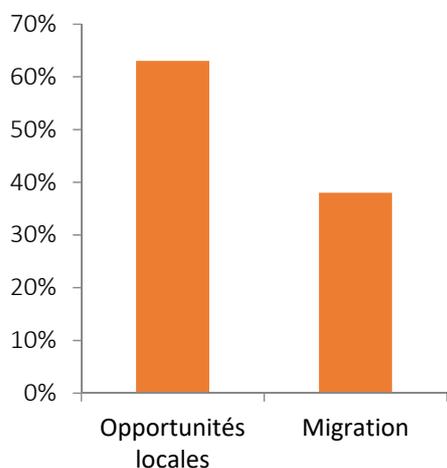
Graphique 14. Utilisation des réseaux sociaux par les sondés



Au regard de notre étude, une large majorité parmi les personnes interrogées (67%) disent posséder un smartphone, et **88% des interrogés utilisent un smartphone pour accéder aux réseaux sociaux** ou services de messageries de manière régulière. Facebook devance légèrement WhatsApp, avec respectivement 70% et 69% d'utilisateurs. Les réseaux sociaux (notamment Facebook et Viber), les médias et la famille semblent être

les sources utilisées les plus fréquemment pour recueillir des informations sur l'étranger. On note à l'inverse que les cercles de jeunesse ne font pas fonction de sources d'information pour les sondés, sauf à Kumbo, dont on a déjà souligné l'étroit tissu social. Au sein des médias dits traditionnels, la télévision conserve la première place d'importance comme sources d'informations sur l'étranger, avec le bouquet d'accès aux chaînes internationales (africaines, américaines, françaises, allemandes, anglaises, etc.).

Graphique 15. Usages thématiques des médias sociaux : intégration et migration



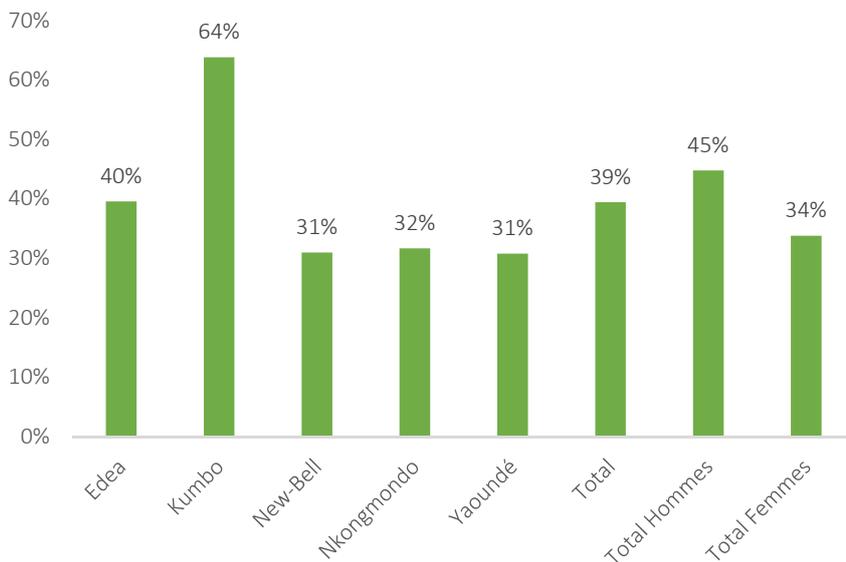
L'usage des réseaux sociaux est plus orienté vers la recherche d'opportunités locales que d'opportunités pour la migration. Promouvoir une plateforme des options régulières de migration sur les réseaux sociaux (programmes sportifs, programmes éducatifs, programmes citoyens) s'avère nécessaire pour rendre davantage visible le spectre des options disponibles.

Tableau 33. Sources d'informations sur l'étranger, par communauté

	Edéa	Kumbo	New-Bell	Nkongmondo	La Briqueterie	Total
TV	78%	63%	44%	67%	78%	66%
Facebook	53%	60%	44%	73%	56%	57%
Viber	31%	48%	41%	59%	42%	44%
Famille	32%	57%	35%	50%	32%	41%
Radio	35%	39%	21%	32%	50%	36%
Amis	25%	44%	19%	43%	32%	33%
Médias	19%	24%	15%	23%	35%	23%
Twitter	11%	28%	8%	15%	19%	16%
Aucune	5%	9%	13%	8%	15%	10%
Instagram	5%	18%	4%	13%	11%	10%
Cercles de jeunesse	0%	27%	2%	3%	4%	7%
Autre	0%	6%	12%	0%	2%	4%

Les festivals culturels : un partage des savoirs dans le cadre du C4D?

Graphique 16. Participation aux activités sociales de la communauté



Ce graphique, relatif à la participation des résidents aux activités sociales de la communauté, met à nouveau en exergue la **forte cohésion sociale de Kumbo**, où 64% des interrogés déclarent participer fréquemment aux événements sociaux de la communauté (funérailles, par exemple). À Douala et Yaoundé, la même participation représente environ un tiers de la population dans les quartiers concernés. Soulignons que les **événements culturels annuels**, qui célèbrent l’histoire ou les traditions de groupes ethniques donnés, **sont des jalons des espaces sociaux dans les communautés étudiées**. À Yaoundé, dans le quartier de la Briqueterie, chaque fin d’année voit la tenue de foires culturelles pour les différentes communautés résidentes : « *les foires culturelles font parties des activités sociales fréquentes dans notre communauté. C’est l’occasion de partager notre savoir être et savoir-faire. C’est aussi une plateforme d’inter-échanges culturels en vue de promouvoir le multiculturalisme, de consolider la paix et la cohésion sociale* ». ⁶⁹ Dans le Nord-Ouest, le festival culturel de Nongso à Kumbo célèbre pendant la dernière semaine de décembre chaque année l’héritage culturel des Nso ; il s’agit d’un événement majeur pour la communauté, qui accueille des touristes nationaux et internationaux.

Identifiés comme des épisodes marquants de la communauté de Nkongmondo, à Douala, ces dernières années, «deux évènements culturels (...): le carnaval de Nkongmondo et Nkongmondo Holidays. Le carnaval de Nkongmondo a vu le jour en 2011 et a connu son plus grand succès en 2013. Ces deux évènements se déroulent pendant les grandes vacances. Le festival de Nkongmondo n’a plus connu été organisé après 2013, et de nos jours a même disparu. Nkongmondo Holidays n’a eu lieu qu’en 2017, donc une seule fois ». ⁷⁰

Ces foires et festivals annuels, à l’instar d’autres événements culturels majeurs selon les communautés de référence (par exemple : le Salon urbain de Douala, festival d’art contemporain organisé par Doual’art) **pourraient être intégrés comme des cadres de référence à la stratégie C4D de l’OIM**. Ces événements sont des moments propices à la visibilité, à l’organisation d’activités et à la diffusion d’informations, en raison de l’affluence (lors du Nongso Festival en particulier), et au renforcement de la cohésion sociale (activités sociales dans l’espace public, célébration de la communauté). Par ailleurs, considérer le potentiel de réhabilitation d’initiatives passées, comme le carnaval de Nkongmondo, pourrait également être une piste de réflexion dans le cadre du C4D.

⁶⁹ Discussion de groupe, La Briqueterie.

⁷⁰ Discussion de groupe, Nkongmondo.

À partir des données collectées sur le terrain, il apparaît intéressant d'interroger, sur le plan psycholinguistique, les différentes dimensions (signifiant, signifié, référent) d'élaboration d'un message. Le partenariat signé mi-mars entre l'OIM et deux organisations partenaires (SMIC et Our Destiny) sur la réalisation d'une nouvelle campagne de sensibilisation, peut constituer un cadre de réflexion propice. Il convient en particulier de réfléchir sur 1) les **liens entre langues locales et comportements sociaux** ; 2) la **substance du message** (mobilisation d'imaginaires positifs) ; 3) le(s) **cadre(s) de référence** dans le(s)quels ceux-ci pourraient être produits.

Sur le 'signifiant': comment intégrer la diversité linguistique camerounaise ?

D'avril à août 2016, une campagne a été menée dans cinq régions du Cameroun par l'ONG Solutions Aux Migrations Clandestines (SMIC), avec le soutien de l'Office Belge des Étrangers. La campagne, articulée autour des causeries éducatives dans les régions concernées, de conférences-débats, de compétitions sportives, de caravanes et animations culturelles, a été construite sur la diffusion du message suivant : « *Man, le faux kaolo va te rattraper. Correct docs, better life* ». Dans l'esprit du « camfranglais », le message adopte des éléments de langage utilisés couramment par les jeunes Camerounais, comme le *kaolo* qui signifie les papiers en règle. Cette production est le résultat de considérations macro-sociales : « *nous avons essayé de trouver un message global pour les zones francophones et anglophones* ». ⁷¹

Si l'adaptation à l'argot des jeunes Camerounais est une approche constructive dans la perspective du C4D, la pertinence d'un message global peut être débattue. Dans une perspective sociolinguistique, si l'on considère la langue comme un *fait social* (Saussure, 1969), il est nécessaire de poser que les comportements sociaux (tels que la migration) portent en eux deux réalités irréductibles et interdépendantes : le fait social et le fait linguistique (Wald, 1999). La langue est donc porteuse de significations sociales qui constituent des ressorts émotionnels puissants.

Avec plus de 200 langues parlées au Cameroun - dont de nombreuses qui viennent de souches communes - une réflexion doit être menée sur le déterminant linguistique et les références culturelles qui y sont associées, notamment dans la composition des formules, *catch phrases* ou images (partie intégrante du « signifié »). Si les communautés linguistiques ne sont pas territorialisées, une cartographie des concentrations linguistiques pourrait se révéler un outil majeur pour cibler des aspects socio-culturels et psychosociaux particuliers associés à l'usage de certaines langues locales : « *Il y a des raisons socio-anthropologiques sur lesquelles la communication doit être ciblée, personnalisée, à base communautaire – il s'agit de bâtir un message taillé sur mesure par communauté* ». ⁷²

Par ailleurs, ce message, « le faux kaolo va te rattraper », met l'accent sur les dimensions légales et illégales du processus migratoire, et les risques inhérents aux démarches illégales d'obtention des papiers. Il est légitime d'interroger l'aspect dissuasif qui recherché ici sous l'angle de la légalité ; il est également important de construire un message de sensibilisation, non seulement sur la prévention des différents risques, mais sur les opportunités concrètes dans les communautés, et sur un imaginaire social positif (réussite, épanouissement).

Sur le 'signifié' : mettre en relation les concepts de 'temporalité' et de 'réussite'

⁷¹ KII, SMIC, Yaoundé.

⁷² Entretien, MINJEC, Yaoundé.

Une observation, fréquente dans le cadre des entretiens qualitatifs menés est la précipitation qui anime les jeunes Camerounais, et en particulier les migrants, à réussir financièrement ; certains interlocuteurs notent une déconnexion chez les jeunes entre la représentation de la réussite financière, et les efforts à fournir en vue de cette réussite. Une fonctionnaire du Ministère de la Planification et de l'Administration Territoriale (MINEPAT) note que le découragement est facile chez les jeunes Camerounais, qui « veulent tout, tout de suite ». À New-Bell, un employeur déclare « *ils veulent vite gagner de l'argent, ils n'ont pas compris que dans la vie il faut d'abord souffrir. La vie est difficile au Cameroun, mais il faut rester au pays pour le développer et travailler. Ils veulent seulement courir pour gagner l'argent* ». ⁷³ Les perceptions sociales de l'argent, et notamment de la réussite financière, dans le cadre des imaginaires associés aux pays occidentaux, gagneraient à être encore explorées : « *On entretient un mystère, des images, et quand ceux qui sont partis rentrent, ils distribuent de l'argent* ». ⁷⁴

Ainsi, dans ce travail d'élaboration sémantique, une **piste concrète d'action pourrait être de travailler sur la mise en mots et en images de la dimension temporelle de la réussite**. Par exemple, si dans le cadre d'une campagne, un projet à succès servait à véhiculer un message, par exemple une start-up camerounaise qui a conquis un marché important, il conviendrait de mettre en relief la progression temporelle du projet (ses ralentissements, ses séquences, etc.).

Sur le 'réfèrent' : la préparation de la Coupe Africaine des Nations 2019 (CAN), un cadre national de communication propice à la mobilisation de messages liés aux migrations.

Au Cameroun, l'approche de la CAN 2019 peut constituer matière à réflexion à l'élaboration d'une stratégie de communication. Au Cameroun, les profils migratoires d'aspirants footballeurs professionnels sont une donnée à prendre en compte. Sur les retours AVRR, parmi les 608 dossiers de migrants de retour pris en charge par le Ministère des Affaires sociales, 13 d'entre eux se sont déclarés aspirants footballeurs (MINAS, Yaoundé). Par ailleurs, ce profil migratoire est une cible des réseaux de trafics dans le pays : « *les footballeurs se perdent dans les trafics (...) toujours partant sur le couvert d'un agent. Surtout pour l'Asie, il y a des intermédiaires, des footballeurs qui viennent recruter des jeunes* ». ⁷⁵

L'utilisation de la CAN comme cadre de référence de campagnes de sensibilisation n'est d'ailleurs pas une nouveauté. En 2012, la campagne « CAN sans Sida » a eu lieu au Gabon ; en 2015, le Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a lancé une campagne en faveur de la sécurité alimentaire en Afrique en Guinée. Une étude post-campagne effectuée auprès d'un échantillon cible de 260 personnes affirme que 64,2 % des personnes interrogées déclarent avoir adopté des comportements plus responsables ; s'il est difficile d'estimer la représentativité de ces chiffres, il faut souligner que la résonance médiatique a été réelle.

À Douala, Samuel Eto'o, ancien capitaine des « Lions indomptables », est régulièrement cité comme personnalité d'influence et bienfaiteur de la ville. Par le biais de la Fondation Samuel Eto'o, il est associé à de nombreuses œuvres de charité à Douala (orphelinats, la construction d'un pavillon pédiatrique à l'hôpital Laquintinie). Dans une veine similaire, par le passé, il s'est illustré à travers le soutien aux détenus de la prison

⁷³ Entretien, Ayouba, New Bell.

⁷⁴ KII, GIZ.

⁷⁵ KII, SMIC, Yaoundé.

centrale de New-Bell. De fait, il jouit d'une large popularité à Douala. Dans la perspective de la mobilisation d'imaginaires positifs, sa notoriété et son personnage pourraient être considérés.

Il découle de cette analyse que tout message dans une perspective C4D devra essentiellement inclure :

- une réflexion sur la forme que celui-ci doit prendre, sur le plan linguistique
- comment sensibiliser à la *dimension temporelle* de la réussite
- quels cadres et canaux de diffusion de ce message sont les plus efficaces (CAN, personnalités sportives, festivals culturels, etc)

STRATEGIE DE C4D

Il est recommandé à l'OIM d'adopter un plan stratégique de communication pour le développement qui soit adapté aux ressources comme aux objectifs de l'organisation – en prenant notamment en compte la nécessité d'un engagement opérationnel et financier pluriannuel. Seule une batterie coordonnée d'instruments différents – avec des supports, des audiences et des calendriers différents – peut permettre d'atteindre des résultats durables, comme le rappellent Bauer et Jenatsch (2016) : *'Il importe de rappeler qu'une activité isolée de C4D a généralement peu d'impact. La réussite d'une campagne de C4D dépend de la combinaison judicieuse de différents outils destinés à différents publics. Elle nécessite aussi du temps : les campagnes générant un réel impact s'inscrivent généralement dans le long terme.'* Les mêmes auteurs considèrent quatre déterminants pour construire une stratégie effective :

Tableau 1. Déterminants clés d'une stratégie C4D (adapté de Bauer et Jenatsch, 2016)

Objectifs	Mobiliser, sensibiliser, débattre ou autonomiser ?
Audience(s)	Niveau d'éducation, sources d'information privilégiées
Environnement social	Médias à disposition, contexte culturel
Ressources disponibles	Budget pluriannuel, ressources culturelles locales

Les outils C4D envisageables pour la stratégie de l'OIM Cameroun ainsi que les dispositifs de suivi-évaluation sont présentés en Annexe 5.

8. RECOMMANDATIONS POUR OIM – Cameroun

Cette section présente les approches et activités recommandées à l'OIM Cameroun dans les trois dimensions de la réintégration – économique, sociale et psychosociale. Afin d'assurer une réintégration durable, les mécanismes de réintégration doivent être envisagés dans le court et long terme.

- **Court-terme / phase de réinsertion.** Le soutien reçu immédiatement après le retour permet d'identifier les cas de vulnérabilités économiques, sociales et psychosociales – que ce soient des cas d'insécurité alimentaire, de rejet familial violent, d'une grossesse, d'une maladie, ou d'un traumatisme. Atténuer ces vulnérabilités est crucial afin de poser les bases d'une réintégration réussie.
- **Long-terme / phase de réintégration.** Le processus de réintégration dans la communauté peut mener à des chocs additionnels, que ce soit dans les cas où les migrants de retour sont rejetés par leurs familles et perçus négativement dans leurs communautés d'origine ou d'accueil, où dans les cas où le projet de réintégration n'apporte pas les revenus escomptés.

Le **suivi individuel et communautaire** est crucial pour lier ces trois étapes de la réintégration. Le suivi et évaluation du processus de réintégration est une étape complexe pour l'OIM. Elle est pourtant nécessaire afin de pouvoir intervenir dans les cas de vulnérabilité marquée et pour s'assurer que les causes d'origine de la migration sont combattues. Le suivi consiste en deux éléments :

- Le suivi sur six mois. A l'arrivée des migrants de retour, une carte SIM doit être fournie afin de pouvoir effectuer des appels téléphoniques tous les 2 mois et pour évaluer le progrès du bénéficiaire – que ce soit sur son projet ou sur les indicateurs de suivi individuel.⁷⁶
- La fin du processus de réintégration. Après 6 mois, les agents de l'OIM doivent organiser un appel pour discuter des résultats de la réintégration du migrant de retour. La durée de suivi peut être augmentée si des problèmes de protection sont identifiés. Les expériences doivent être collectées par écrit et gérées par une personne dédiée à cette tâche afin de contribuer à l'apprentissage institutionnel. Il s'agit alors simplement de capturer les résultats positifs et négatifs de la programmation et d'adapter les programmes futurs.

Les recommandations s'articulent autour des trois axes suivants, développés dans le reste de la section :

- 1. Recommandations économiques : favoriser l'accès à l'emploi des migrants assistés au retour et des jeunes de la communauté** à travers (i) le développement de l'industrie agricole en privilégiant productivité et transformation en zones agricoles à Kumbo et Edea (ii) une approche entrepreneuriale, basée sur un socle de formation solide et (iii) une approche placement vers les projets de jeunes (entrepreneurs et emplois formels) et le secteur privé, basée sur la coordination avec les partenaires clés et le partage de l'information. Les secteurs mentionnés dans le tableau 5 (gestion et recyclage des déchets, BTP, tourisme, pomme de terre et cacao) sont en particulier à développer par l'OIM par un soutien technique ou financier, par le développement de coordination entre acteurs, de coopératives, par une inclusion des communautés locales dans le programme destiné aux migrants de retour (et ARVR en particulier).
- 2. Recommandations sociale et psychosociales : renforcer les capacités.** L'OIM met actuellement en place un système pour garder des contacts avec les migrants de retour assistés, notamment *via* des organisations de la société civile comme CEVI ou FOSCAO, des groupes de discussion, la Croix-Rouge, ou bien encore l'assistant de réintégration ou case-manager.

⁷⁶ Voir l'AVRR Global Monitoring Tool

3. Recommandations institutionnelles : contribuer au renforcement des capacités techniques et institutionnelles des parties prenantes ivoiriennes à l'échelon local comme à l'échelle nationale. Une approche cohésive qui vise à développer les capacités individuelles et communautaires à deux niveaux (institutionnel et professionnel / technique). Ces deux types de soutien – par le biais de formations techniques et professionnelles – doivent être mis en place dans l'ensemble des communautés de l'étude. Chaque communauté étudiée reste structurellement handicapée par la faiblesse de l'encadrement institutionnel sur les questions de migration, de protection ou de droit plus généralement. A l'échelon national ou provincial, il est tout aussi important d'offrir un appui technique aux acteurs gouvernementaux et partenaires de la société civile sur des questions de protection, et de droit des migrants (en incluant les migrants de retour).

Il est important de noter ici, à la suite de nombreuses discussions avec les équipes de l'OIM en Afrique de l'Ouest, que ces recommandations sont indicatives (car fondées sur des ressources limitées et des *enquêtes rapides* de dix jours par pays. Un travail de terrain de la part des équipes de l'OIM est donc requis afin de tester la viabilité des pistes recommandées, vérifier la faisabilité technique des interventions, et mieux évaluer la nature des partenariats possibles.

RECOMMANDATIONS GENERALES POUR OIM – CAMEROUN

- 1. Favoriser le développement de l'industrie agricole en privilégiant productivité et transformation en zones agricoles** (soit les communautés étudiées à Kumbo et Edea): il est recommandé à l'OIM de contribuer en particulier à améliorer la **chaîne de valeur du cacao et de la pomme de terre** dans les communautés locales, tout en prenant en compte les logiques nationales (régulations, planification, innovations expérimentées avec succès dans d'autres pays ou régions, et la consolidation progressive de chaque segment de la chaîne de valeur (et sous-segments). Cette approche devrait être réalisée en coordination avec d'autres acteurs clés (les homologues gouvernementaux, les agences des Nations Unies concernées, le secteur privé, les petits exploitants locaux, les partenaires de recherche et autres acteurs pertinents) et ciblée sur :
 - La diffusion des améliorations techniques expérimentées avec succès au Cameroun ou ailleurs ;
 - La soutenabilité socio-économique et environnementale (*labels Fairtrade*, recyclage etc.), et
 - La consolidation progressive de chaque segment de la chaîne de valeur (et sous-segments).
- 2. Généraliser une approche entrepreneuriale centrée sur des initiatives à petite échelle, basées sur les besoins de la communauté / du marché et générées par des entrepreneurs locaux (migrants assistés au retour et non-migrants)**, bénéficiant d'une formation technique et d'un soutien en nature de l'OIM et d'autres partenaires. L'impact sur la communauté peut être multiple : économique, social, environnemental, ; mais également un impact positif sur la perception des migrants de retour par le reste de la communauté. Pour développer un vivier entrepreneurial à l'échelon communautaire (particulièrement en zones rurale ou périurbaine) pour l'OIM : un accent tout particulier doit être mis sur le **suivi technique et financier**. Dans les cas où le bureau de l'OIM dans le pays d'accueil ou de transit n'a pas les ressources nécessaires pour préparer les migrants en amont, il est nécessaire que **l'OIM Cameroun organise des réunions d'information et des séances individuelles** pour que les migrants assistés puissent préparer leur réintégration. A noter, ces sessions peuvent également servir à identifier les migrants de retour avec des vulnérabilités particulières et qui nécessitent une orientation vers des partenaires (par exemple, psychosociaux). Ces formations doivent inclure un apprentissage sur les **standards** dans les secteurs porteurs afin d'aider les migrants de retour à contribuer au développement social, économique et environnemental des pays d'origine à travers la pré-formation. Cela fournirait une valeur ajoutée aux bénéficiaires et facilitera leur réintégration au marché du travail en privilégiant la qualité, l'éthique, et le long-terme. Ces standards incluent :
 - **Agribusiness** : Présenter l'éventail des métiers pour encourager les jeunes à s'investir dans l'agribusiness et présenter les standards de l'industrie de type « label de qualité » (Max Havelaar) ou agriculture biologique afin d'aider les migrants de retour à être des agents du changement dans leurs pays d'origine.

- **BTPs** : Présenter les standards de construction durable et écologique.
- **Tourisme** : Présenter les options d'éco-tourisme – forme de voyage responsable dans les espaces naturels qui contribue à la protection de l'environnement et au bien-être des populations locales.
- **Gestion des déchets et recyclage** : Sensibiliser au potentiel économique comme aux dividendes sociaux et environnementaux, ce qu'un programme comme le "Sustainable Recycling Industries" (SRI) ou le MIT (D-Lab) ont mis en place avec succès dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne (Ghana, Nigeria ou Ouganda).

Les formations longues sont indiquées pour les migrants de retour qui font preuve d'une grande motivation et qui ont au moins le bac. L'OIM peut aider les migrants assistés lors de la phase de candidature, ou se mettre en l'OIM contact avec les centres de formation afin de créer un partenariat.

3. En zones urbaines, s'appuyer sur les placements en entreprises et les initiative gouvernementales et adopter une approche « placement » dans le cadre d'un système d'orientation. L'OIM peut orienter les migrants de retour vers **des projets dédiés à la jeunesse existants**. Cela nécessite les étapes suivantes :

- Connaître les opportunités dans les centres urbains (fichier à maintenir à jour, par un chargé de projet à l'OIM) et les présenter systématiquement aux migrants de retour.
- Identifier les profils qui intéressent les porteurs de projets et négocier des quotas.
- Inviter les porteurs de projets à la commission intergouvernementale sur le retour – commission qui devrait être ouverte aux ONGs et organisations internationales en plus des entités gouvernementales (approuvé lors de l'atelier de validation).

Ensuite, l'OIM peut orienter les migrants de retour vers **le secteur privé** dans des secteurs dits « porteurs » (voir tableau 5).

4. Établir des points d'accueil dans la communauté (à travers une plateforme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins, avec un *case-manager* OIM spécifique attaché à l'intégration de chaque migrant) pour informer les migrants de retour de leurs droits, donner des conseils sur les possibilités d'emploi et les orienter vers les services publics pertinents. Il faut de même assurer la liaison avec les institutions publiques compétentes et renforcer leur capacité à fournir des services efficaces tels que des formations à l'entrepreneuriat, du coaching, des services de placement, etc. Il est par ailleurs important de fluidifier les processus d'intégration à l'arrivée pour réduire les temps d'attente et développer un système unifié d'information et de suivi pour les migrants de retour. Les partenaires potentiels pour cette activité sont détaillés par communauté dans le tableau des recommandations communautaires (p.17).

5. Renforcer les capacités de réintégration sociale et psychosociale : Afin de renforcer la prise en charge et l'assistance psychosociale des migrants de retour, OIM-Cameroun pourra s'attacher à évaluer les besoins des migrants de retour identifiés dans chaque communauté cible ; former les acteurs locaux (associations, ONG, formations professionnelles, services municipaux) dans la prise en charge des traumas (agressions sexuelles et viols, maltraitements et violences physiques, psychologiques); et désigner et former des structures de médiation avec les familles.

6. Contribuer à l'amélioration des systèmes de coordination entre acteurs efficaces : La cartographie (Figure 1) a mis en lumière le besoin de mieux comprendre et communiquer concernant les rôles spécifiques que les parties prenantes peuvent jouer sous le fonds fiduciaire de l'UE au Cameroun :

- Conception d'un plan de partenariat stratégique avec les acteurs pertinents ;
- Identification des parties impliquées dans la mise en œuvre aussi bien que des nouveaux partenaires opérationnels et des entités de recherche et d'information ;
- Évaluation des forces et des faiblesses comparatives des acteurs les plus opérationnels sur le plan de la réintégration des migrants de retour.

7. Contribuer au renforcement des capacités techniques et institutionnelles des parties prenantes camerounaises à l'échelon local comme à l'échelle nationale : Une approche cohésive qui vise à

développer les capacités individuelles et communautaires à deux niveaux (institutionnel et professionnel / technique). Ces deux types de soutien – par le biais de formations techniques et professionnelles – doivent être mis en place dans l'ensemble des communautés de l'étude. Chaque communauté étudiée reste structurellement handicapée par la faiblesse de l'encadrement institutionnel sur les questions de migration, de protection ou de droit plus généralement. A l'échelon national ou provincial, il est tout aussi important d'offrir un appui technique aux acteurs gouvernementaux et aux partenaires de la société civile sur des questions essentielles de protection, et de droit des migrants (en incluant les migrants de retour).

STRATÉGIE C4D POUR OIM – CAMEROUN

La stratégie de C4D de l'OIM doit prendre en compte certaines spécificités dans la dynamique migratoire locale et les agents d'influence identifiés :

- **Un manque de confiance dans le collectif (Etat, institutions, organisations) :** les perceptions de l'honnêteté de ces acteurs se situent en dessous de 20%.
- Le **microsystème** (foyer, famille, amis, pairs) est la **source prépondérante de confiance** d'une part, et qui contraste, d'autre part, avec l'expression **d'une défiance significative envers les parties prenantes du mésosystème** (organisations de la société civile et communautaires) et de l'exosystème (gouvernement, Nations Unies).
- **Les canaux de diffusion et de partage des savoirs dans les lieux de sociabilité sont principalement les réseaux sociaux (Facebook et Whatsapp) et événements culturels.**
 - L'usage des réseaux sociaux parmi les jeunes interrogés est conséquent, mais cet usage est encore loin d'être universel ; seulement un peu plus des deux-tiers d'entre eux utilisent Facebook.
 - Au sein des médias dits traditionnels, la télévision conserve la première place d'importance comme sources d'informations sur l'étranger
 - Les foires et festivals annuels, à l'instar d'autres événements culturels majeurs selon les communautés de référence (par exemple : le Salon urbain de Douala, festival d'art contemporain organisé par Doual'art) pourraient être intégrés comme des cadres de référence à la stratégie C4D de l'OIM.

Le partenariat signé mi-mars entre l'OIM et deux organisations partenaires (SMIC et Our Destiny) sur la réalisation d'une nouvelle campagne de sensibilisation, constitue un cadre de réflexion propice pour interroger différentes dimensions (signifiant, signifié, référent) d'élaboration d'un message de Communication pour le Développement (C4D) avec les trois éléments suivants :

- **Sur le 'signifiant' : intégrer la diversité linguistique camerounaise** et notamment les liens entre langues locales et comportements sociaux. Avec plus de 200 langues parlées au Cameroun - dont néanmoins de nombreuses qui sont de souches communes - une réflexion doit être menée sur le déterminant linguistique et les références culturelles qui y sont associées, notamment dans la composition des formules, *catch phrases* ou images (partie intégrante du « signifié »).
- **Sur le 'signifié' :** la substance du message peut se concentrer sur la mobilisation d'imaginaires positifs et sur la temporalité de la réussite. Une observation, fréquente dans le cadre des entretiens qualitatifs menés, est la précipitation qui anime les jeunes Camerounais, et en particulier les migrants, à réussir financièrement ; certains interlocuteurs notent une déconnexion chez les jeunes entre la représentation de la réussite financière, et les efforts à fournir en vue de cette réussite. Ainsi, dans ce travail d'élaboration sémantique, une **piste concrète d'action pourrait être de travailler sur la mise en mots et en images de la dimension temporelle de la réussite**. Par exemple, si dans le cadre d'une campagne, un projet à succès servait à véhiculer un message, par exemple une start-up camerounaise qui a conquis un marché important, il conviendrait de mettre en relief la progression temporelle du projet (ses ralentissements, ses séquences, etc.).
- **Sur le 'référent' : la préparation de la Coupe Africaine des Nations 2019 (CAN), un cadre national de communication est propice à la mobilisation de messages liés aux migrations.** Sur les retours

AVRR, parmi les 608 dossiers de migrants de retour pris en charge par le Ministère des Affaires sociales, 13 d'entre eux se sont déclarés aspirants footballeurs (MINAS, Yaoundé).

Il découle de cette analyse que tout message dans une perspective C4D devra essentiellement inclure :

- une réflexion sur la forme que celui-ci doit prendre, sur le plan linguistique
- comment sensibiliser à la *dimension temporelle* de la réussite
- quels cadres et canaux de diffusion de ce message sont les plus efficaces (CAN, personnalités sportives, festivals culturels, etc)

RECOMMANDATIONS SPÉCIFIQUES POUR LES COMMUNAUTÉS DE L'ÉTUDE

Le tableau suivant fournit un résumé des profils communautaires et des interventions prioritaires présentés dans le rapport cartographique de l'étude. Les profils détaillant les principales forces et faiblesses des communautés de l'étude sont fournis à la suite de ce tableau récapitulatif.

<i>Communauté</i>	<i>Défis</i>	<i>Profil migratoire</i>	<i>Interventions prioritaires possibles et partenaires locaux possibles</i>
EDEA	Difficultés d'accès à l'eau potable, gestion des ordures ménagères et assainissement.	Exode rural et réduction de la population	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une plateforme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins (Commune urbaine, Jeunesse pour le Développement) • Encadrer et soutenir le développement des coopératives agricoles (Coopératives agricoles, Délégations départementales du MINEFOP & Ministère de l'Agriculture et du développement rural) • Développement de l'offre de formation professionnelle (Centre de formation professionnelle de Jeunesse pour le Développement, MINJEC) • Sensibiliser les acteurs locaux à la prise en charge psychosociale (associations ethnico-culturelles, MINAS, MINJEC) • ONGs, fondations ou OSCs, comme : ERA Cameroun (Environnement Recherche et Action), Plateforme Re-Sources, Fondation Camerounaise de la Terre Vivante. • Secteur privé (souvent en position de monopole) : Hysacam...
KUMBO	Crise socio-politique et enclavement	Des réseaux de trafics et de traite d'êtres humains tournés vers le Moyen-Orient	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une plateforme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins (Justice and Peace Commission, Shumas, Sub-Division Office for Youth Affairs) • Training des OSC et des autorités religieuses en accompagnement psychosocial (Justice and Peace Commission, Tabwand Network, autorités religieuses) • Développement du potentiel d'industrialisation à travers la réalisation des projets de création d'unités de transformation industrielle initiés par la municipalité de Kumbo et la modernisation des techniques de production laitière des Mbororos afin d'augmenter l'offre en produits laitiers de Tadu Dairy (Shumas, Kumbo Council, Tadu Dairy, Ntatin Enterprise) • Financer les programmes de formation professionnelle et octroi de subvention aux projets des GIC (Shumas)
NEW BELL	Rareté des services de base Violence urbaine	Difficultés à effectuer le suivi-évaluation des migrants assistés au retour	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une plateforme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins (CMPJ, Paroisses, Chefferies traditionnelles, Mairie de Douala II, un Monde Avenir) • Formation des acteurs locaux en accompagnement psychosocial (CMPJ, Paroisses, Chefferies traditionnelles, Mairie de Douala II, un Monde Avenir)

<i>Communauté</i>	<i>Défis</i>	<i>Profil migratoire</i>	<i>Interventions prioritaires possibles et partenaires locaux possibles</i>
			<ul style="list-style-type: none"> • Développement de centres de formation professionnelle (Chefferie traditionnelle, Mairie Douala II) • Financer les initiatives de l'entrepreneuriat solidaire (Solutionneurs Initiatives) • Soutenir la création d'une zone commerciale pour désengorger le marché central, avec des comptoirs réservés aux entrepreneurs solidaires
NKONGMONDO	Rareté des services de soins abordables Insécurité Insalubrité Prix élevé des denrées alimentaires	Absence d'identification des migrants de retour et de leurs besoins	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une plateforme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins (Chefferies traditionnelles, Mairie de Douala II, Associations des Jeunes Ambitieux de Nkongmondo, Association Sportive et Culturelle des Jeunes de Nkongmondo) • Formation des acteurs locaux en accompagnement psychosocial (AIDE 21, Association Sportive et Culturelle des Jeunes de Nkongmondo, Association des Jeunes Ambitieux de Nkongmondo) • Développement de centres de formation professionnelle (Chefferies traditionnelles, Mairie Douala I, Association des Jeunes Ambitieux de Nkongmondo, Happy Construction Ltd)
LA BRIQUETERIE	Difficultés d'accès aux services publics Manque d'accès au crédit	Peu de stigmatisation des migrants de retour	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une plateforme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins (Observatoire National de la Jeunesse, Fityatoul Isma) • Formation des acteurs locaux en accompagnement psychosocial • (CMPJ, Fityatoul Isma, Amicale des Jeunes Solidaires de la Briqueterie, BAIWADAGA – ALLAH) • Diversification de l'offre de formation professionnelle • (CMPF) • Financement des initiatives de l'entrepreneuriat solidaire

La création de valeur économique, sociale, sociétale et environnementale par le traitement et le recyclage des déchets – une nécessité en milieu urbain

Les observations de l'équipe de recherche montrent, empiriquement à ce stade, que les communautés de New Bell, Edea ou Nkongmondo, en particulier, font face à de graves problèmes de salubrité et de santé publiques. La présence de déchets – plastique, papiers, verre, métal, composants électroniques non réutilisables, etc. Les membres des communautés concernées sont conscients, souvent avec fatalisme de l'ampleur du problème. Le développement de la chaîne de valeur de la gestion des déchets et du recyclage pourrait non seulement avoir un impact économique positif, mais pourrait aussi changer la donne en matière d'environnement, de santé et de cohésion sociale. Le Global Outlook sur la gestion des déchets du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) 2015 estime que les coûts globaux (santé, environnement) associés à la pollution des déchets sauvages et des déchets en plein air varient de 20 USD à 50 USD par personne et par an, alors que le coût d'une gestion éclairée serait de 5 à 7 USD par personne et par an. Les initiatives de recyclage inclusives impliquent toutes les parties prenantes du cycle de gestion des déchets (collecteurs de déchets, sociétés multinationales, administrations municipales, ONGs, entreprises de recyclage, résidents, etc.) afin de créer une valeur partagée par chaque acteur, générant ainsi un impact positif plus large sur les plans économique, environnemental et social. Au cours des dix dernières années, l'Afrique sub-saharienne (et le Cameroun en particulier) a bénéficié d'innovations telles que les modèles de recyclage d'entreprise à entreprise, la technologie permettant de créer des produits de seconde vie à partir de déchets inorganiques et des moyens de production plus écologiques ou de transformation des déchets plus performants. Les trois exemples énumérés ci-dessous montrent que des modèles et des acteurs inclusifs performants et rentables peuvent exploiter la chaîne de valeur de la gestion des déchets et du recyclage tout en générant des dividendes économiques, sociaux, sociétaux et environnementaux :

- EcoPost - convertir les plastiques déchiquetés en bois durable pour sauver la forêt kényane : au Kenya, EcoPost utilise 100% de plastiques recyclés collectés dans les rues et les décharges de Nairobi pour fabriquer du bois-plastique esthétique, durable et respectueux de l'environnement, destiné à des applications dans l'aménagement paysager. Une technique de fabrication simple appelée moulage par injection convertit le plastique déchiqueté et fondu en poteaux, qui représentent ainsi une excellente alternative au bois. EcoPost génère des revenus suffisants pour couvrir ses coûts de production et ses frais généraux et est actuellement rentable: il dépense environ 0,50 USD pour produire un kg et le vend ensuite le double sur le marché.
- TakaTaka Solutions - sensibiliser les agriculteurs locaux aux avantages du compost : TakaTaka Solutions (basée à Nairobi) a eu du mal à immédiatement convertir les populations locales au tri sélectif parmi les résidents et a donc concentré ses efforts de sensibilisation sur une autre partie de la chaîne de valeur. Outre le traitement et la vente de matières recyclables, 60% des déchets que TakaTaka Solutions collecte et traite à présent sont des matières organiques, qu'ils traitent et vendent aux agriculteurs locaux sous forme de compost. Les agriculteurs locaux, principaux clients, étaient sceptiques quant à la qualité du compost produit à partir des déchets ménagers. TakaTaka Solutions a donc sensibilisé les agriculteurs locaux à la qualité de leur compost, mais également à son utilisation optimale dans les conditions locales. En plus d'utiliser les médias locaux, l'entreprise exploite une ferme de démonstration sur son site de compostage situé à la périphérie de la ville.
- FCTV – sensibiliser au recyclage et à la rentabilisation des déchets : Avec le financement de Comic Relief, la FCTV organise actuellement une série de séminaires dans les villes d'Edéa et Kribi, afin de partager l'approche de gestion des déchets en milieu urbain expérimentée à Douala dans le cadre du projet W2W. Ces séminaires consistent à montrer comment la conjugaison des efforts des autorités locales, des associations, des comités de développement et des entreprises est indispensable pour une gestion efficace et durable des déchets en milieu urbain. Ces séminaires permettent également de montrer que la gestion des déchets doit aller au-delà de la simple collecte et embrasser les domaines de la transformation, de la réutilisation et du recyclage. En d'autres termes, montrer que les déchets ont une valeur marchande susceptible d'accroître les revenus des populations.

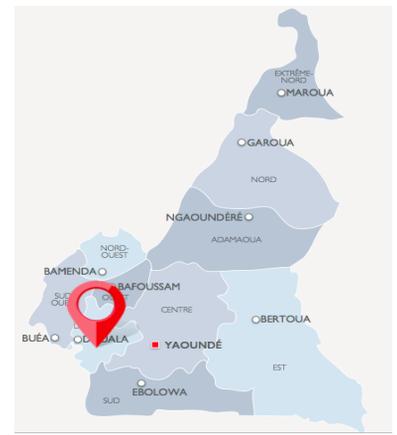
Edéa

Littoral

Population:
122 300

Type:
Rural

Langues parlées:
Français, Anglais,
Bassa, Bakoko...



Edéa, ville touristique de taille moyenne de la région Littoral, subit les effets de l'exode rural, et voit sa population décroître. Les populations d'Edéa se distinguent par une relative homogénéité (surreprésentation des communautés Bassa et Bakoko). Connue pour être la ville de la production d'électricité du Cameroun, par le biais de la compagnie nationale ENEO, les entreprises parapubliques (ALUCAM, SOCATRAL, SOCAPALM) sont un jalon de la communauté. Face aux coopératives agricoles, on trouve un secteur informel conséquent (petits commerces, établissements, boutiques, quincailleries), ainsi que des micro-entreprises d'huile de palme et de savon, qui s'appuient sur un personnel rotatif. La communauté d'Edéa rencontre un certain nombre de problèmes face à l'accès à l'eau potable, la gestion des ordures ménagères et l'assainissement.

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTÉ:

Une ville administrative

Edéa, chef lieu du département de la Sanaga-Maritime, abrite un grand nombre de structures administratives; tous les Ministères sont représentés.

L'existence de plusieurs coopératives

Sur le plan agropastoral, de nombreuses coopératives (maïs, manioc, plantains) sont déjà sur pied.



« Eux-mêmes doivent s'organiser en groupe, association ou même en petite coopératives de biens et des services divers. Il est toujours plus facile de financer ou d'accompagner un groupe plutôt qu'un individu »

Entretien, Délégation départementale du Ministère de l'Economie

Des opportunités de projets communautaires qui se heurtent à l'absence de mécanismes de suivi-évaluation

PROFILE SOCIO-ÉCONOMIQUE

% des répondants avec
UN EMPLOI REMUNERÉ ou
UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE
REVENU

35% Moyenne de
l'échantillon :
54%

DOMAINES D'ACTIVITÉ CLÉS:

1. Agriculture (16%)
2. Import-Export (11%)
3. Hôtellerie-restauration (11%)

SATISFACTION POUR L'ACCÈS AUX SERVICES

	Edéa	Moyenne de l'échantillon
Education	+2	36%
Papiers d'identité	-2	22%
Logement	-12	30%
Accès aux soins	-8	42%
Eau potable	-5	32%
Justice et Police	+4	17%

% des répondants
EN RECHERCHE D'EMPLOI

44% Moyenne de
l'échantillon :
27%

% de répondants qui sont
INTERESSÉS POUR MONTER
LEUR PROPRE ENTREPRISE

85% Moyenne de
l'échantillon :
77%

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de connections personnelles

% de répondants qui
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

57% Moyenne de
l'échantillon :
63%

% de répondants qui ont
LE BAC OU AU-DESSUS

65% Moyenne de
l'échantillon :
64%

% de répondants qui ont
ONT SOUFFERT D'UNE
MALADIE OU ACCIDENT
L'ANNÉE DERNIÈRE

33% Moyenne de
l'échantillon :
35%

% de répondants qui ont
DU RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION DE
NOURRITURE À CAUSE D'UN MANQUE DE
MOYENS

43% Moyenne de
l'échantillon :
44%

% de répondants qui ont
QUITTE L'ÉCOLE AVANT LA
FIN

64% Moyenne de
l'échantillon :
57%

% de répondants
QUI ONT UN GROUPE
D'AMIS

54% Moyenne de
l'échantillon :
65%

% de répondants qui
ONT UN RESEAU SUR
LEQUEL S'APPUYER

47% Moyenne de
l'échantillon :
54%

% de répondants qui
VEULENT ACCÉDER À
DES SERVICES
PSYCHOLOGIQUES

59% Moyenne de
l'échantillon :
51%

PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants
NES DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTE

60% Moyenne de
l'échantillon :
42%

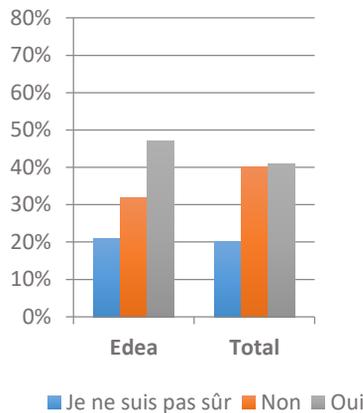
% de répondants
QUI RECOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ETRANGER

7% Moyenne de
l'échantillon :
11%

% de répondants qui ont
DE LA FAMILLE OU DES
AMIS A L'ETRANGER

80% Moyenne de
l'échantillon :
77%

DESIR DE MIGRER A L'ETRANGER



RAISONS PRINCIPALES D'ETRE PARTI

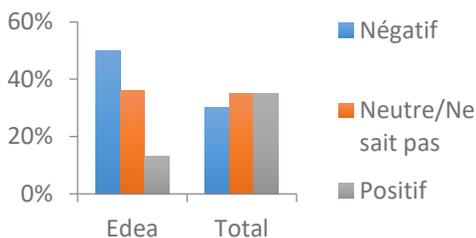
1. Opportunités économiques
2. Réunification avec la famille
3. Opportunités pour l'éducation

RÉINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITÉS

% de
MIGRANTS DE RETOUR

13% Moyenne de
l'échantillon:
17%

Perception des migrants de retour dans la communauté



% de répondants qui ont
ACCES A DES SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

13% Moyenne de
l'échantillon:
23%

% de répondants qui
SE SENTENT DISCRIMINES

52% Moyenne de
l'échantillon:
45%

DIMENSION ECONOMIQUE

OPPORTUNITÉS:

- Coopératives agricoles
- PME impliquées dans la réinsertion économique des migrants

CONTRAINTES:

- Manque de main d'œuvre agricole
- Absence de soutien des coopératives existantes
- Absence de mécanismes de suivi-évaluation des projets

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITÉS:

- Population homogènes
- Existence d'associations
- Plan de développement communal (PCD) développé par le MINEPAT et la Commune urbaine d'Édea

CONTRAINTES:

- Perceptions négatives des "voyageurs"; désintérêt relatif au sort des retournés

DIMENSION PSYCHOSOCIALE

OPPORTUNITÉS:

- Des associations de jeunesse

CONTRAINTES:

- Absence de formation au suivi psycho-social

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

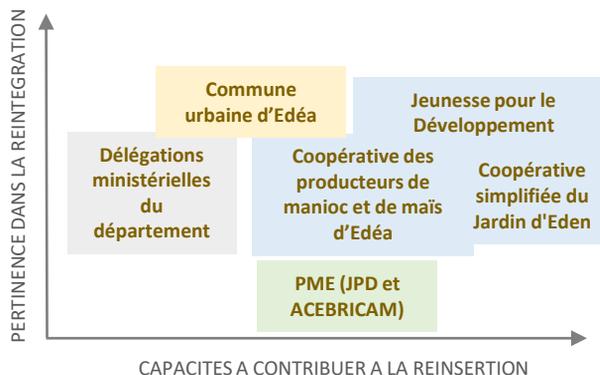
Acteurs engagés dans la communauté :

Coopératives agricoles: les coopératives agricoles d'Edea sont une initiative des retournés dans le cadre du projet de mise en œuvre des activités génératrices de Revenus (AGR) en faveur des retournés de la région du Littoral.

PME : ACEBRICAM a été créée par un migrant de retour de Chine et est favorable à l'emploi des jeunes retournés. JPD, atelier industriel de construction métallique, recrute et forme de nombreux jeunes, dont des migrants de retour.

Communauté urbaine: elle est disposée à mettre sur pied un plan communal de développement (PCD) qui intégrerait la problématique de la réinsertion socio-économique des migrants de retour.

Associations: Plusieurs associations, dont « Jeunesse Pour le Développement », fondée et conduite par deux jeunes migrants retournés, et qui proposent un encadrement des jeunes de la localité.



PRIORITÉS DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS :

- Formation professionnelle et subvention des coopératives
- Formation au suivi psychosocial
- Évaluer les capacités de Jeunesse pour le Développement pour un partenariat potentiel avec l'OIM avec leur centre de formation professionnelle

RECOMMANDATIONS

INTERVENTIONS POTENTIELLES :

Création d'une plateforme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins

La création d'une plateforme de recensement des migrants de retours, géré conjointement par la Commune urbaine, et les associations. L'identification précise des migrants de retour

- La diffusion des informations sur les types de soutiens disponibles
- L'évaluation des besoins en accompagnement psychosocial
- L'évaluation des besoins en formation professionnelle
- La constitution de groupes d'intérêts communs (GIC)

Partenaires : Commune urbaine, Jeunesse pour le Développement

Encadrer et soutenir le développement des coopératives agricoles

- Encadrer la formalisation administrative des coopératives
- Proposer des formations en management aux gérants de ces coopératives, et des formations en techniques agricoles aux employés
- Monter un plan de subventions des coopératives en partenariat avec la Commune urbaine
- Elaborer un plan stratégique de suivi-évaluation des projets

Partenaires: Coopératives agricoles, Délégations départementales du MINEFOP & Ministère de l'Agriculture et du développement rural

Développement de l'offre de formation professionnelle

- Evaluer les demandes en formation des jeunes d'Edea
- Proposer des formations professionnelles en partenariat avec les centres de formation professionnelle existants (CMPJ)

Partenaires : Centre de formation professionnelle de Jeunesse pour le Développement, MINJEC

Sensibiliser les acteurs locaux à la prise en charge psychosociale

Les acteurs locaux étant tournés vers la réintégration économique, il faut identifier les partenaires qui pourront se charger d'effectuer un accompagnement psychosocial des migrants de retour, selon les besoins individuels

Partenaires : associations ethno-culturelles, MINAS, MINJEC

OBJECTIFS:

RECENSEMENT DES PROFILS INDIVIDUELS ET DES BESOINS

CRÉATION DE PEPINIÈRES COMMUNAUTAIRES D'EMPLOI À TRAVERS LES COOPÉRATIVES AGRICOLES

ÉLABORATION D'UN CIRCUIT COMMUNAUTAIRE DE SUIVI PSYCHOSOCIAL

PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants
NES DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTÉ

24% Moyenne de
l'échantillon :
42%

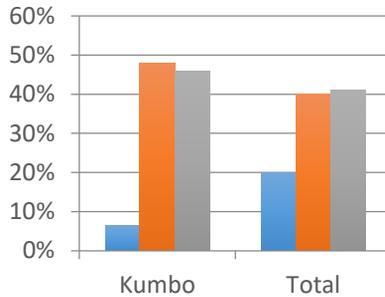
% de répondants
QUI REÇOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ÉTRANGER

18% Moyenne de
l'échantillon :
11%

% de répondants qui ont
DE LA FAMILLE OU DES
AMIS À L'ÉTRANGER

77% Moyenne de
l'échantillon :
77%

DESIR DE MIGRER À L'ÉTRANGER



■ Je ne suis pas sûr ■ Non ■ Oui

RAISONS PRINCIPALES D'ÊTRE PARTI

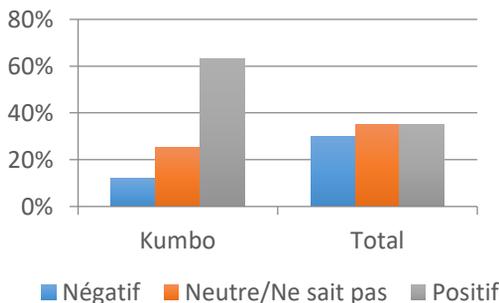
1. Études
2. Raisons économiques
3. Raisons familiales

RÉINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTE ET OPPORTUNITÉS

% de
MIGRANTS DE RETOUR

26% Moyenne de
l'échantillon:
17%

Perception des migrants de retour dans la communauté



% de répondants qui ont
ACCÈS À DES SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

34% Moyenne de
l'échantillon:
23%

% de répondants qui
SE SENTENT DISCRIMINÉS

79% Moyenne de
l'échantillon:
45%

DIMENSION ÉCONOMIQUE

OPPORTUNITÉS:

- Exploitation agricole (coopératives)
- Secteur industriel, avec la transformation de produits agricoles, et l'exploitation des carrières de pierres (sable, gravier).
- Travaux publics (électricité, routes)

CONTRAINTE:

- Déclin du commerce transfrontalier
- Manque d'unités de transformation industrielle
- Rareté de l'accès aux crédits

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITÉS:

- Réseaux d'aide et tissu associatif développés
- Initiatives existantes (coopératives, GIC)
- Plusieurs *vocational training centers*

CONTRAINTE:

- Manque de recensement et identification des besoins en réinsertion
- Peu de subventions et appuis financiers aux micro-projets et groupes d'intérêts communs (GIC)

DIMENSION PSYCHOSOCIALE

OPPORTUNITÉS:

- Associations confessionnelles et OSC impliquées dans le "réarmement moral"

CONTRAINTE:

- Absence de formation en accompagnement psychosocial

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

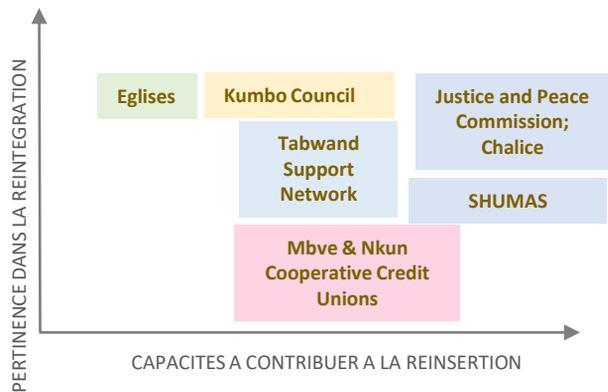
Acteurs engagés dans la communauté :

Autorités religieuses : les institutions religieuses occupent une place essentielle à Kumbo. Les Eglises sont un des employeurs majeurs des jeunes de la communauté. Elles gèrent un certain nombre de centres d'orientation et de formation professionnelle. Au niveau socio-politique, elles jouent le rôle de médiateur entre les autorités traditionnelles et administratives dans le contexte de crise actuelle.

Kumbo Council : La municipalité de Kumbo a des projets en suspens qui peuvent contribuer à la création d'emploi (unité de transformation de pommes de terres). Ses collaborations plurielles avec les ONGs et les réseaux d'aide méritent d'être encouragées.

Associations: La Justice and Peace Commission prend en charge la réhabilitation socio-économique des victimes de la traite, et des migrants de retour, et est très active dans la médiation des conflits fonciers résultant des retours des migrants. Tabwand Support Network organisent des séminaires de sensibilisation et d'orientation pour les jeunes.

ONGs: Shumas (Strategic Humanitarian Services) agit sur le développement durable et l'agriculture à travers un certain nombre de programmes de formation (Biofarm, 14 000 formés)



PRIORITES DU RENFORCEMENT DES CAPACITES :

- Octroi de subventions aux coopératives et de GIC existantes à travers Justice and Peace et Shumas
- Former les organisations religieuses au soutien psychosocial
- Évaluer les capacités de Shumas pour un partenariat potentiel avec l'OIM sur le renforcement de leurs programmes de formation

RECOMMANDATIONS

INTERVENTIONS POTENTIELLES :

Création d'une plateforme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins

La création d'une plateforme des migrants de retours, matérialisée par un foyer d'accueil, géré par des organisations dynamiques de la société civile permettrait :

- L'identification des migrants à prendre en charge
- La diffusion des informations sur les types de soutiens disponibles
- L'évaluation des besoins en accompagnement psychosocial
- L'évaluation des besoins en formation professionnelle
- La constitution de groupes d'intérêts communs (GIC)

Partenaires : Justice and Peace Commission, Shumas, Sub-Division Office for Youth Affairs

Training des OSC et des autorités religieuses en accompagnement psychosocial

Plusieurs organisations ont déjà mis en place des mécanismes d'écoute, de suivi et de conseil, mais les traumatismes psychopathologiques courants (notamment dus à la traite) doivent faire l'objet d'une prise en charge spécifique. Le pasteur, le prêtre de l'Eglise presbytérienne et l'imam sont des autorités écoutées et respectées. Les capacités des acteurs en matière de suivi psychosocial doivent être renforcées.

Partenaires: Justice and Peace Commission, Tabwand Network, autorités religieuses.

Développement du potentiel d'industrialisation

- Accélérer la réalisation des projets de création d'unités de transformation industrielle initiés par la municipalité de Kumbo
- Moderniser les techniques de production laitière des Mbororos afin d'augmenter l'offre en produits laitiers de Tadu Dairy

Partenaires : Shumas, Kumbo Council, Tadu Dairy, Ntatin Enterprise

Financer les programmes de formation professionnelle et octroi de subvention aux projets des GIC

Shumas travaille à la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture durable et des travaux publics, et l'autonomisation des techniciens formés; Justice and Peace subventionne des micro-projets de GIC.

OBJECTIFS:

RECENSEMENT ET ÉVALUATION DES BESOINS

RENFORCER LES COMPÉTENCES EN RÉINSERTION PSYCHOSOCIALE DES OSC ET ASSOCIATIONS CONFESIONNELLES

CRÉATION D'EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT DES CHAÎNE DE VALEURS

New Bell

Littoral (Douala)

Population:
261 407
(Douala II)

Type:
Urbain

Langues parlées:
Français, Anglais, Bassa,
Douala, Bamiléké,
Foufouléd

New Bell (Douala II) est un quartier historique, où se trouve le marché central et la prison centrale de Douala. À la pluralité de communautés (Bamiléké, Bassa, Bamoun) qui résident dans la zone se mêle une forte immigration ouest-africaine (Mali, Sénégal) d'une part, visible dans les comptoirs du marché central, et des pays voisins (Centrafrique), d'autre part. Quartier marginalisé, la rareté des services de base (santé, éducation) encourage une économie informelle tournée vers le petit commerce et l'artisanat.



CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTÉ:

Un quartier commerçant

New-Bell bénéficie de la proximité du marché central de Douala; la zone se caractérise par de nombreuses petites échoppes individuelles, (couturiers, tisseurs, fabricants de sandales, vendeuses de beignets bouillis, fabricants de vin artisanal, bili-bili) ; mais aussi l'importance du commerce ambulancier et des moto-taxis.

Une zone marquée par le banditisme

Malgré une cohésion sociale ascendante, le niveau d'insécurité est estimé préoccupant par les résidents de New Bell : les attaques à main armée et les vols sont journaliers. Pour faire face, des comités de vigilances ont été mis sur pied et sont encadrés par les chefs traditionnels.



"le commerce est la principale activité qui offre des opportunités d'emploi au niveau de notre communauté"
KII, Secrétaire Général de la Mairie de Douala II

Un des freins majeurs à la réinsertion observé à New-Bell est la pauvreté de son tissu associatif tourné vers le développement

PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

% des répondants avec
**UN EMPLOI REMUNERÉ ou
UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE
REVENU**

53% Moyenne de
l'échantillon :
54%

DOMAINES D'ACTIVITÉ CLÉS:

1. Petit commerce (10%)
2. Import-Export (7%)
3. Restauration (6%)

% de répondants qui sont
**INTERESSÉS POUR MONTER
LEUR PROPRE ENTREPRISE**

65% Moyenne de
l'échantillon :
77%

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR
MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de compétences

% de répondants qui ont
**DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE
NOURRITURE À CAUSE D'UN MANQUE DE
MOYENS**

46% Moyenne de
l'échantillon :
44%

% de répondants qui ont
**QUITTE L'ÉCOLE AVANT LA
FIN**

57% Moyenne de
l'échantillon :
57%

SATISFACTION POUR L'ACCÈS AUX SERVICES

	New Bell	Moyenne de l'échantillon
Éducation	+2	36%
Papiers d'identité	-2	22%
Logement	+3	30%
Accès aux soins	-3	42%
Eau potable	+11	32%
Justice et Police	+2	17%

% de répondants qui
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

60% Moyenne de
l'échantillon :
63%

% de répondants qui ont
LE BAC OU AU-DESSUS

62% Moyenne de
l'échantillon :
64%

% de répondants
**QUI ONT UN GROUPE
D'AMIS**

65% Moyenne de
l'échantillon :
65%

% de répondants qui
**ONT UN RESEAU SUR
LEQUEL S'APPUYER**

40% Moyenne de
l'échantillon :
54%

% des répondants
EN RECHERCHE D'EMPLOI

26% Moyenne de
l'échantillon :
27%

% de répondants qui ont
**ONT SOUFFERT D'UNE
MALADIE OU ACCIDENT
L'ANNÉE DERNIÈRE**

39% Moyenne de
l'échantillon :
35%

% de répondants qui
**VEULENT ACCÉDER À
DES SERVICES
PSYCHOLOGIQUES**

26% Moyenne de
l'échantillon :
51%

PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants
NES DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTE

36% Moyenne de
l'échantillon :
42%

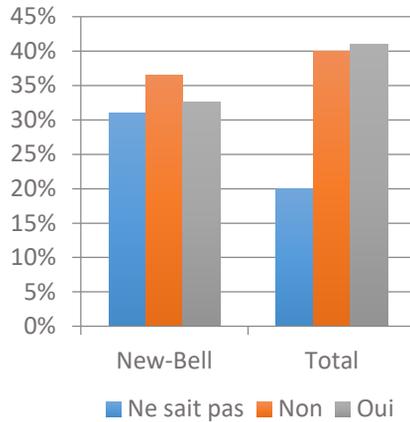
% de répondants
QUI RECOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ETRANGER

8% Moyenne de
l'échantillon :
11%

% de répondants qui ont
DE LA FAMILLE OU DES
AMIS A L'ETRANGER

74% Moyenne de
l'échantillon :
77%

DESIR DE MIGRER A L'ETRANGER



RAISONS PRINCIPALES D'ETRE PARTI

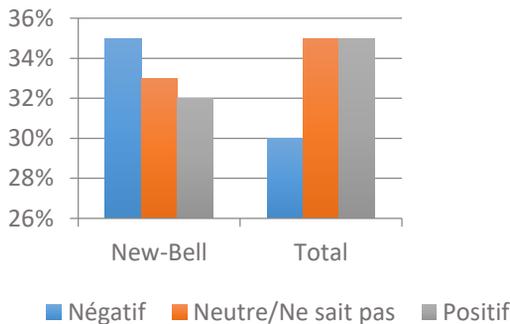
1. Opportunités économiques
2. Réunification avec la famille
3. Opportunités pour l'éducation

RÉINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITÉS

% de
MIGRANTS DE RETOUR

14% Moyenne de
l'échantillon:
17%

Perception des migrants de retour dans la communauté



% de répondants qui ont
ACCES A DES SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

13% Sample average:
23%

% de répondants qui
SE SENTENT DISCRIMINES

28% Sample average:
45%

DIMENSION ÉCONOMIQUE

OPPORTUNITÉS:

- Auto-entreprenariat social/innovant
- Artisanat dynamique grâce au marché central

CONTRAINTES:

- Absence de l'offre en formations qualifiantes
- Rareté de l'accès au crédit

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITÉS:

- Cohésion sociale ascendante
- Les "Parlements" des migrants de retour (groupes de discussion de jeunes du quartier)
- Le CMPJ de New-Bell
- La prise en charge des institutions religieuses

CONTRAINTES:

- Perceptions négatives des retournés
- Faible tissu associatif tourné vers le développement
- Absence d'identification des migrants de retour et de leurs besoins

DIMENSION PSYCHOSOCIALE

OPPORTUNITÉS:

- La prise en charge des institutions religieuses (aumônier, paroisses)

CONTRAINTES:

- Absence de formation au suivi psycho-social
- Difficultés de maintenir le contact avec les migrants de retour

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

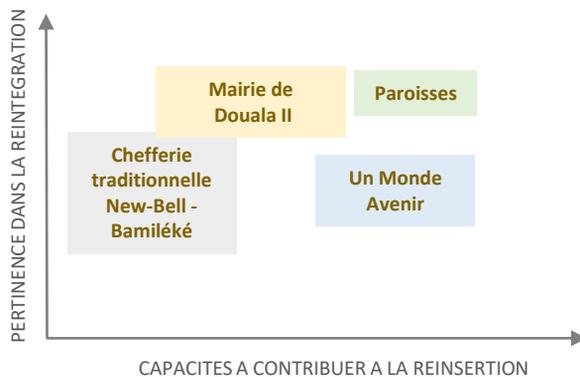
Acteurs engagés dans la communauté :

Institutions religieuses: Le soutien psychosocial émane principalement des acteurs ecclésiastiques (aumôniers, paroisses). La paroisse PK8 de Douala a été désignée pour le suivi, l'écoute et l'accompagnement des jeunes migrants de retour ou des étrangers, où un "camp de suivi" des migrants.

Chefs traditionnels : le chef traditionnel de New Bell-Bamiléké et les chefs de blocs assurent un maillage territorial important du quartier.

Douala II: La municipalité de Douala II organise des séminaires d'informations et de sensibilisation à la Mairie pour le soutien des migrants, ainsi que des stages de vacances en faveur de l'emploi temporel des jeunes de la commune.

Associations: A Douala, l'association Un Monde Avenir s'est spécialisée dans l'accueil de migrants à la frontière avec la Guinée-Equatoriale. Son expérience dans l'orientation des migrants vers des cellules psychologiques, et dans la médiation avec les familles des migrants de retour en fait un partenaire potentiel.



PRIORITES DU RENFORCEMENT DES CAPACITES :

- Formation professionnelle
- Formation en accompagnement psychosocial des acteurs locaux
- Évaluer les capacités d'Un Monde Avenir pour un partenariat potentiel avec l'OIM sur un système de médiation avec les familles des migrants de retour

RECOMMANDATIONS

INTERVENTIONS POTENTIELLES :

Création d'une plateforme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins

La création d'une plateforme de recensement des migrants de retours, géré conjointement par le Centre multifonctionnel de promotion de la Jeunesse (CMPJ) et par des associations comme Un Monde Avenir:

- L'identification précise des migrants de retour
- La diffusion des informations sur les types de soutiens disponibles
- L'évaluation des besoins en accompagnement psychosocial
- L'évaluation des besoins en formation professionnelle
- La constitution de groupes d'intérêts communs (GIC)

Partenaires : CMPJ, Paroisses, Chefferies traditionnelles, Mairie de Douala II, un Monde Avenir

Formation des acteurs locaux en accompagnement psychosocial

Les capacités des acteurs en matière de suivi psychosocial doivent être renforcées, en particulier ceux qui assurent un soutien actif dans ce domaine : le CMPJ, la communauté ecclésiastique et un Monde Avenir.

Partenaires: CMPJ, Paroisses, Chefferies traditionnelles, Mairie de Douala II, un Monde Avenir

Développement de centres de formation professionnelle

- Évaluer les demandes en formation des jeunes du quartier;
- Encourager la création d'une confectionnerie pour former aux métiers de la couture et du tissage à New Bell afin de répondre à la forte demande des jeunes de New Bell Bamiléké

Partenaires : Chefferie traditionnelle, Mairie Douala II

Financer les initiatives de l'entrepreneuriat solidaire

- Formaliser un partenariat avec **Solutionneurs Initiatives**, un incubateur en entrepreneuriat social basé à Yaoundé, pour développer des programmes de formations en ESS
- Recenser et octroyer des subventions aux projets innovants répondant aux problèmes de la communauté (tri des déchets, insécurité, accès à l'information, etc)
- **Soutenir la création d'une zone commerciale pour désengorger le marché central, avec des comptoirs réservés aux entrepreneurs solidaires**

OBJECTIFS:

RECENSEMENT DES PROFILS INDIVIDUELS ET DES BESOINS

SOUTENIR LA RÉINSERTION PSYCHOSOCIALE PAR LES ACTEURS LOCAUX

DÉVELOPPEMENT ET APPUI DE L'AUTO-ENTREPRENARIAT ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE

Nkongmondo

Littoral (Douala)

Population:
23 000

Type:
Urbain

Langues parlées:
Français, Anglais, Bassa,
Douala

Nkongmondo est un quartier périphérique de New Bell et du marché central de Douala, dont le profil communautaire est similaire. Face à l'amélioration des infrastructures routières ces cinq dernières années, le commerce ambulante, et les moto-taxis prolifèrent. Les petits services (coiffure, callbox), la soudure, la menuiserie, la maçonnerie, et le froid et climatisation sont les principales activités économiques de la zone. La **rareté des services accessible financièrement est un problème majeur**. Le prix élevé des denrées alimentaires, ainsi que l'insalubrité, impactent fortement la sécurité alimentaire du quartier.



CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTÉ:

Un quartier sportif

De nombreuses rencontres sportives rythment la vie du quartier, notamment les matchs de football.

Insécurité et cohésion sociale contrastée

Au niveau d'insécurité, comparable à celui de New Bell, s'ajoutent des rivalités de voisinage fréquentes, parfois d'inspiration communautaire

"Il n'existe pas d'opportunités à développer dans notre localité, il faut juste en créer. Par ailleurs on peut renforcer les capacités des jeunes exerçant les métiers de débrouillardise des BTP"

KII, Association Sportive et Culturelle des Jeunes de Nkongmondo



La visibilité des programmes d'appui gouvernementaux (PAJER-U; PARIJEDI) et de l'OIM fait défaut

PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

% des répondants avec
UN EMPLOI REMUNERÉ ou
UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE
REVENU

60% Moyenne de
l'échantillon :
54%

DOMAINES D'ACTIVITÉ CLÉS:

1. Import-Export (14%)
2. Restauration (7%)
3. Manufacture (6%)

% de répondants qui sont
INTÉRESSÉS POUR MONTER
LEUR PROPRE ENTREPRISE

76% Moyenne de
l'échantillon :
77%

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR
MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de compétences

% de répondants qui ont
DU RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION DE
NOURRITURE À CAUSE D'UN MANQUE DE
MOYENS

46% Moyenne de
l'échantillon :
44%

% de répondants qui ont
QUITTE L'ÉCOLE AVANT LA
FIN

61% Moyenne de
l'échantillon :
57%

SATISFACTION POUR L'ACCÈS AUX SERVICES

	Nkongmondo	Moyenne de l'échantillon
Education	+3	36%
Papiers d'identité	-3	22%
Logement	+10	30%
Accès aux soins	-8	42%
Eau potable	+6	32%
Justice et Police	0	17%

% de répondants qui
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

69% Moyenne de
l'échantillon :
63%

% de répondants qui ont
LE BAC OU AU-DESSUS

66% Moyenne de
l'échantillon :
64%

% de répondants
QUI ONT UN GROUPE
D'AMIS

65% Moyenne de
l'échantillon :
65%

% de répondants qui
ONT UN RESEAU SUR
LEQUEL S'APPUYER

58% Moyenne de
l'échantillon :
54%

% des répondants
EN RECHERCHE D'EMPLOI

23% Moyenne de
l'échantillon :
27%

% de répondants qui ont
ONT SOUFFERT D'UNE
MALADIE OU ACCIDENT
L'ANNÉE DERNIÈRE

38% Moyenne de
l'échantillon :
35%

% de répondants qui
VEULENT ACCÉDER À
DES SERVICES
PSYCHOLOGIQUES

25% Moyenne de
l'échantillon :
51%

PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants
NES DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTE

36% Moyenne de
l'échantillon :
42%

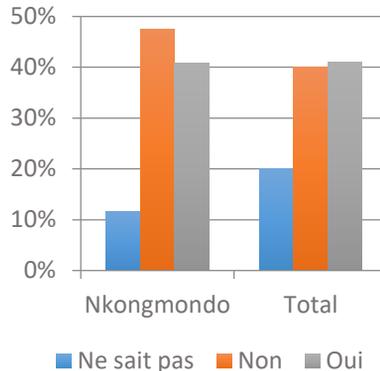
% de répondants
QUI RECOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ETRANGER

11% Moyenne de
l'échantillon :
11%

% de répondants qui ont
DE LA FAMILLE OU DES
AMIS A L'ETRANGER

77% Moyenne de
l'échantillon :
77%

DESIR DE MIGRER A L'ETRANGER



RAISONS PRINCIPALES D'ETRE PARTI

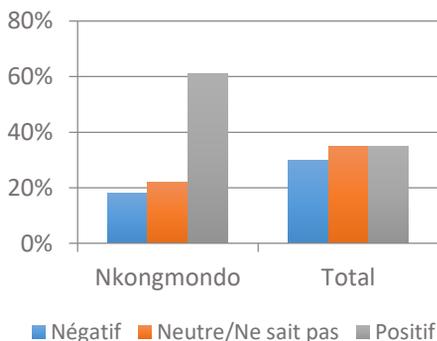
1. Opportunités économiques
2. Né à l'étranger
3. Conflit

RÉINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITÉS

% de
MIGRANTS DE RETOUR

8% Moyenne de
l'échantillon:
17%

Perception des migrants de retour dans la communauté



% de répondants qui ont
ACCES A DES SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

29% Moyenne de
l'échantillon:
23%

% de répondants qui
SE SENTENT DISCRIMINES

20% Moyenne de
l'échantillon:
45%

DIMENSION ECONOMIQUE

OPPORTUNITÉS:

- Auto-entrepreneuriat social/innovant
- Artisanat

CONTRAINTES:

- Absence de l'offre en formations qualifiantes
- Difficultés d'accès aux services de base
- Rareté de l'accès au crédit

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITÉS:

- Rencontres sportives fréquentes
- Existence d'associations de jeunesse dynamiques

CONTRAINTES:

- Faible tissu associatif tourné vers le développement
- Absence d'identification des migrants de retour et de leurs besoins

DIMENSION PSYCHOSOCIALE

OPPORTUNITÉS:

- Des associations de jeunesse

CONTRAINTES:

- Absence de formation au suivi psycho-social

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

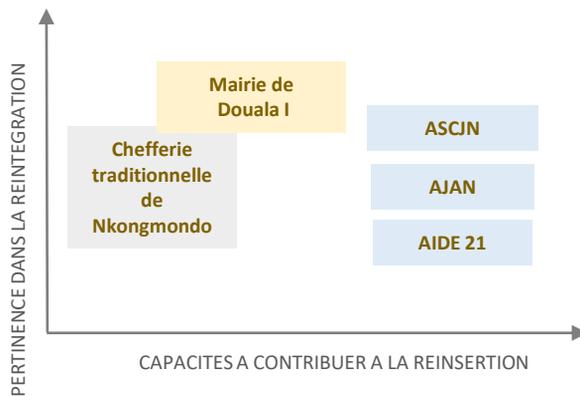
Acteurs engagés dans la communauté :

Institutions religieuses: Le soutien psychosocial émane principalement des acteurs ecclésiastiques.

Chefs traditionnels : le chef traditionnel de New Bell-Bamiléké et les chefs de blocs assurent un maillage territorial important du quartier.

Douala II: La municipalité de Douala II organise des séminaires d'informations et de sensibilisation à la Mairie pour le soutien des migrants, ainsi que des stages de vacances en faveur de l'emploi temporel des jeunes de la commune.

ONGS: A Douala, l'association Un Monde Avenir s'est spécialisée dans l'accueil de migrants à la frontière avec la Guinée-Equatoriale. Son expérience dans l'orientation des migrants vers des cellules psychologiques, et dans la médiation avec les familles des migrants de retour en fait un partenaire potentiel. Aide21 a apporté une assistance psychologique aux réfugiés centrafricains, en partenariat avec la Croix-Rouge camerounaise et le HCR.



PRIORITÉS DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS :

- Formation professionnelle
- Formation en accompagnement psychosocial des acteurs locaux
- Évaluer les capacités d'AIDE 21 pour un partenariat potentiel avec l'OIM sur un système de médiation avec les familles des migrants de retour

RECOMMANDATIONS

INTERVENTIONS POTENTIELLES :

Création d'une plateforme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins

La création d'une plateforme de recensement des migrants de retours, géré conjointement par la Mairie et les associations. L'existence de "Parlement

- L'identification précise des migrants de retour
- La diffusion des informations sur les types de soutiens disponibles
- L'évaluation des besoins en accompagnement psychosocial
- L'évaluation des besoins en formation professionnelle
- La constitution de groupes d'intérêts communs (GIC)

Partenaires : Chefferies traditionnelles, Mairie de Douala II, Associations des Jeunes Ambitieux de Nkongmondo, Association Sportive et Culturelle des Jeunes de Nkongmondo

Formation des acteurs locaux en accompagnement psychosocial

Les capacités des acteurs en matière de suivi psychosocial doivent être renforcées, en particulier ceux qui assurent un soutien actif dans ce domaine.

Partenaires: AIDE 21, Association Sportive et Culturelle des Jeunes de Nkongmondo, Association des Jeunes Ambitieux de Nkongmondo

Développement de centres de formation professionnelle

- Evaluer les demandes en formation des jeunes du quartier;
- Proposer des formations professionnelles dans le secteur de la construction

Partenaires : Chefferies traditionnelles, Mairie Douala I, Association des Jeunes Ambitieux de Nkongmondo, Happy Construction Ltd

Financer les initiatives de l'entrepreneuriat solidaire

- Formaliser un partenariat avec **Solutionneurs Initiatives**, un incubateur en entrepreneuriat social basé à Yaoundé, pour développer des programmes de formations en ESS
- Recenser et octroyer des subventions aux projets innovants répondant aux problèmes de la communauté (tri des déchets, insécurité, accès à l'information, etc)

OBJECTIFS:

RECENSEMENT DES PROFILS INDIVIDUELS ET DES BESOINS

ENCOURAGER LA PRISE EN CHARGE PSYCHOSOCIALE PAR LES ASSOCIATIONS LOCALES

DEVELOPPEMENT ET APPUI DE L'AUTO-ENTREPRENARIAT SOLIDAIRE : ENCOURAGER LES PROJETS INNOVANTS POUR LA COMMUNAUTÉ

La Briqueterie

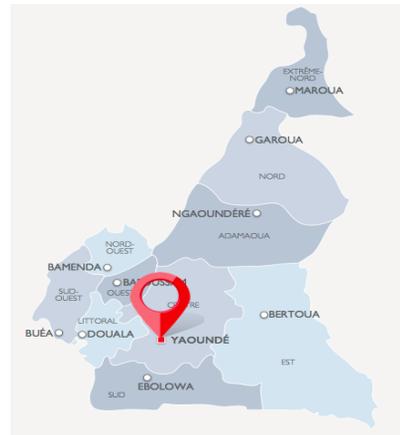
Centre (Yaoundé)

Population:
336 381
(Yaoundé 2)

Type:
Urbain

Langues parlées:
Français, Anglais,
Foufoulé

La Briqueterie (Yaoundé II) est un quartier central très peuplé de Yaoundé qui abrite la mosquée centrale. La population y est majoritairement musulmane, incluant de nombreux ressortissants des régions de l'Extrême Nord, du Nord et de l'Adamaoua (les foulbés, les Moudams, les Haoussa, les Toupouri, les Kidika, les Kidar, Kapsiki...); la communauté est également marquée par l'immigration ouest-africaine, principalement originaire du Nigéria et du Mali. Le secteur informel est principalement tourné vers la confection textile (ateliers couture, vente de tissu, pagnes, prêt-à-porter). Deux grands dépôts dans la communauté emploient des manutentionnaires à la tâche.



CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTÉ:

Le textile, un artisanat dynamique

La Briqueterie accueille de nombreux artisans du textile, couturiers, confectionneurs, tisseurs dont les produits sont vendus dans les boutiques de prêt-à-porter du quartier.

Une très forte cohésion sociale

Malgré la marginalisation socio-économique, le quartier de la Briqueterie se distingue par ses mécanismes de solidarité et l'éventail des associations confessionnelles tourné vers le développement du quartier.

"La cohésion sociale est la marque première de notre communauté, c'est dans nos mœurs (...) Pour ce qui est des conditions économiques, elles sont consubstantielles au contexte économique du pays. Dans notre communauté le nombre de pauvres s'est accru pendant que les riches décroissent et ce, considérablement."

KII, Synergie de la Nouvelle Génération des Jeunes Musulmans de la Briqueterie

L'accès aux services publics de base est un problème majeur à La Briqueterie.



PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

% des répondants avec
**UN EMPLOI REMUNERÉ ou
UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE
REVENU**

50% Moyenne de
l'échantillon :
54%

DOMAINES D'ACTIVITÉ CLÉS:

1. Commerce de gros (12%)
2. Petit commerce (11%)
3. Restauration (11%)

% de répondants qui sont
**INTERESSÉS POUR MONTER
LEUR PROPRE ENTREPRISE**

75% Moyenne de
l'échantillon :
77%

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR
MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de connections personnelles

% de répondants qui ont
**DU RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION DE
NOURRITURE À CAUSE D'UN MANQUE DE
MOYENS**

37% Moyenne de
l'échantillon :
44%

% de répondants qui ont
**QUITTE L'ÉCOLE AVANT LA
FIN**

68% Moyenne de
l'échantillon :
57%

SATISFACTION POUR L'ACCÈS AUX SERVICES

	La Briqueterie	Moyenne de l'échantillon
Education	-15	36%
Papiers d'identité	-6	22%
Logement	-11	30%
Accès aux soins	-19	42%
Eau potable	-10	32%
Justice et Police	-3	17%

% de répondants qui
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

65% Moyenne de
l'échantillon :
63%

% de répondants qui ont
LE BAC OU AU-DESSUS

60% Moyenne de
l'échantillon :
64%

% de répondants
**QUI ONT UN GROUPE
D'AMIS**

53% Moyenne de
l'échantillon :
65%

% de répondants qui
**ONT UN RESEAU SUR
LEQUEL S'APPUYER**

55% Moyenne de
l'échantillon :
54%

% des répondants
EN RECHERCHE D'EMPLOI

23% Moyenne de
l'échantillon :
27%

% de répondants qui ont
**ONT SOUFFERT D'UNE
MALADIE OU ACCIDENT
L'ANNÉE DERNIÈRE**

27% Moyenne de
l'échantillon :
35%

% de répondants qui
**VEULENT ACCÉDER À
DES SERVICES
PSYCHOLOGIQUES**

77% Moyenne de
l'échantillon :
51%

PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants
NES DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTE

52% Moyenne de
l'échantillon :
42%

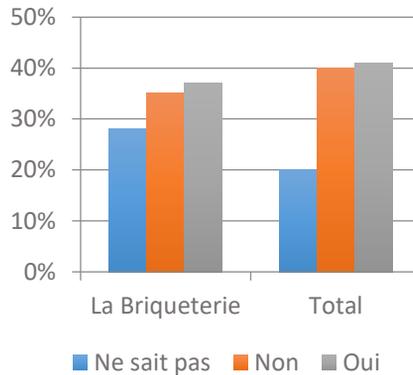
% de répondants
QUI RECOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ETRANGER

13% Moyenne de
l'échantillon :
11%

% de répondants qui ont
DE LA FAMILLE OU DES
AMIS A L'ETRANGER

78% Moyenne de
l'échantillon :
77%

DESIR DE MIGRER A L'ETRANGER



RAISONS PRINCIPALES D'ETRE PARTI

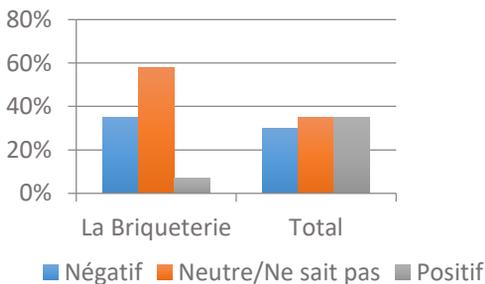
1. Opportunités économiques
2. Réunification avec la famille
3. Né à l'étranger

RÉINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITÉS

% de
MIGRANTS DE RETOUR

23% Moyenne de
l'échantillon:
17%

Perception des migrants de retour dans la communauté



% de répondants qui ont
ACCES A DES SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

27% Sample average:
23%

% de répondants qui
SE SENTENT DISCRIMINES

48% Sample average:
45%

DIMENSION ÉCONOMIQUE

OPPORTUNITÉS:

- Auto-entrepreneuriat social/innovant
- Artisanat dynamique (textile, bijouterie)
- Réseaux de micro-entreprises de migrants

CONTRAINTES:

- Défiance des jeunes face à l'offre de formations
- Rareté de l'accès au crédit

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITÉS:

- Forte cohésion sociale et solidarité de la population
- Peu de stigmatisation des retournés
- L'engagement des associations confessionnelles
- L'Observatoire de la Jeunesse/ CMPJ

CONTRAINTES:

- Absence de recensement des migrants de retour et de leurs besoins

DIMENSION PSYCHOSOCIALE

OPPORTUNITÉS:

- Présence d'anciens migrants, les "aînés" qui possèdent leurs entreprises

CONTRAINTES:

- Absence de formation au suivi psycho-social
- Difficultés de maintenir le contact avec les migrants de retour

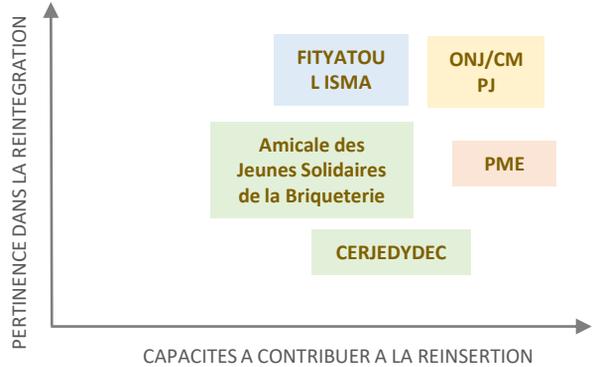
CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Acteurs engagés dans la communauté :

PME : un partenariat entre un réseau d'ateliers et de micro-entreprises (couture, bijouterie) et des associations en charge de la réinsertion économique des jeunes migrants de retour (Fityatoul Isma, Jeunesse Islamique et Développement) permettent de placer les jeunes de retour.

CMPJ: Dispositif du MINJEC, le Centre Multifonctionnel de promotion de la Jeunesse (CMPJ) de la Commune de Yaoundé II installé dans le proche quartier de Madagascar est l'un des centres spécialisés de la capitale qui proposent aux jeunes retournés de la communauté de la Briqueterie des formations professionnelles de courte durée.

Associations confessionnelles : elles assurent la prise en charge des migrants retournés dans le quartier, notamment en matière de formation professionnelle (couture, broderie, artisanat) et de placement.



PRIORITES DU RENFORCEMENT DES CAPACITES :

- Formation professionnelle
- Financement de projets
- Évaluer les capacités de Fityatoul Isma pour un appui potentiel de l'OIM

RECOMMANDATIONS

INTERVENTIONS POSSIBLES :

Création d'une plateforme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins

La création d'une plateforme de recensement des migrants de retours à La Briqueterie, géré conjointement par l'Observatoire de la Jeunesse Centre multifonctionnel de promotion de la Jeunesse (CMPJ) et :

- L'identification précise des migrants de retour
- La diffusion des informations sur les types de soutiens disponibles
- L'évaluation des besoins en accompagnement psychosocial
- L'évaluation des besoins en formation professionnelle
- La constitution de groupes d'intérêts communs (GIC)

Partenaires : Observatoire National de la Jeunesse, Fityatoul Isma

Formation des acteurs locaux en accompagnement psychosocial

Les capacités des acteurs en matière de suivi psychosocial, notamment des associations confessionnelles, qui assurent déjà en partie la réinsertion économique des jeunes, doivent être renforcées.

Partenaires: CMPJ, Fityatoul Isma, Amicale des Jeunes Solidaires de la Briqueterie, BAIWADAGA – ALLAH

Diversification de l'offre de formation professionnelle

- Evaluer les demandes en formation des jeunes du quartier;
- Renforcer les capacités de Fityatoul Isma pour encourager la formation et la placement en ateliers des jeunes retournés.
- Encourager des programmes de formation professionnelle adaptés aux besoins exprimés au CMPJ.

Partenaires : ONJ/CMPF

Financement des initiatives de l'entrepreneuriat solidaire

- Formaliser un partenariat avec **Solutionneurs Initiatives**, un incubateur en entrepreneuriat social basé à Yaoundé, pour développer des programmes de formations en ESS
- Recenser et octroyer des subventions aux projets innovants répondant aux problèmes de la communauté (tri des déchets, insécurité, assainissement, accès à l'information, etc.)

OBJECTIFS:

RECENSEMENT DES PROFILS INDIVIDUELS ET DES BESOINS

RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT PSYCHOSOCIAL DES ASSOCIATIONS CONFESSIONNELLES

DEVELOPPEMENT ET APPUI DE L'AUTO-ENTREPRENARIAT ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE

ANNEXE 1 : LISTE NON-EXHAUSTIVE D'INITIATIVES ENTREPRENEURIALES

La liste d'initiatives ci-dessous est donnée à titre indicatif à l'OIM Cameroun. Sans prétendre à l'exhaustivité, cette liste présente des initiatives entrepreneuriales mises en œuvre dans des contextes de vulnérabilité socio-économique (camps de réfugiés ou déplacés internes, zones rurales isolées, zones périurbaines ou urbaines désindustrialisées, etc.) souvent comparables aux situations des communautés de l'étude. Les PME citées ici ont toutes connu un succès par leurs retombées sociales, économiques, sociétales, culturelles et/ou environnementales. Ce type d'interventions peut s'inscrire dans le cadre de l'approche dite « entrepreneuriale » pour laquelle l'OIM, en concertation avec les communautés locales, est supposée identifier des besoins et faciliter/coordonner la mise en œuvre de start-ups locales. Il va de soi que ces exemples doivent être contextualisés pour gagner en pertinence.

Liste indicative d'initiatives identifiées dans des contextes de vulnérabilité socio-économique

Type	Nom	Organisation	Site internet	Description	Chef de file	Besoins en ressources
Agriculture	Green 2000	Green 2000	http://www.green-ltd.com/projects-2/ http://www.ipost.com/Enviro-Tech/Green-2000-teaches-Nigeria-Sudan-agricultural-techniques	Green 2000 est le plus grand importateur de graines et d'autres produits agricoles d'Israël. Ils ont mis en place des programmes dans des pays comme le Nigeria, le Tchad, l'Angola, le Kenya, le Ghana et la Guinée équatoriale pour créer des emplois liés à l'agriculture dans les zones rurales. Ils mettent en place des «centres d'éducation agricole» qui desservent 7 000 familles chacun (50 000 personnes par site) et les agriculteurs peuvent emprunter du matériel et acquérir des compétences pour améliorer leurs techniques agricoles.	OIM, avec le soutien du gouvernement	Elevés
Agriculture	Food for All Africa	Food for All Africa	http://foodforallafrika.org/	“ Le programme Food for All Africa est une organisation de récupération alimentaire qui gère la première banque alimentaire d'Afrique de l'Ouest au Ghana en créant	Entrepreneur	Moyens

Type	Nom	Organisation	Site internet	Description	Chef de file	Besoins en ressources
				une chaîne alimentaire efficace et des moyens de nutrition durables pour les enfants vulnérables, les personnes âgées et les handicapés mentaux. chaîne d'approvisionnement alimentaire. "		
Eau	Water ATM	Oxfam Kenya	https://kenya.oxfam.org/innovation-increased-water-access-wajir	Le partenariat d'Oxfam avec Wajir Water and Sewerage Company a permis aux résidents d'une sous-concession appelée Griftu d'avoir accès à des distributeurs automatiques d'eau dans 12 kiosques d'eau, permettant aux résidents de charger des unités d'eau sur leurs cartes d'eau. Les avantages de cette approche de l'accès à l'eau sont l'élimination de la manipulation de l'argent, la disponibilité de l'eau 24 heures sur 24 (auparavant un défi), éviter la mauvaise gestion et la corruption des sources d'eau.	Entrepreneurs avec le soutien de l'OIM	Moyens
Education	Essence of Learning Programme	Caritas	https://www.promisingpractices.online/caritas-switzerland	Ce programme examine la ligne de démarcation entre l'éducation et le bien-être psychosocial des enfants, en les préparant à la réintégration à l'école après une crise. Programme de 12 semaines au total, destiné à ramener les enfants à leurs anciennes capacités d'apprentissage.	OIM	Moyens
Energie	Takamoto Biogas	Takamoto Biogas	http://www.takamotobiogas.com/	Cette société vend un système qui convertit les déchets de vache en gaz de cuisson. Destiné particulièrement aux	Entrepreneurs avec le soutien de	Faibles

Type	Nom	Organisation	Site internet	Description	Chef de file	Besoins en ressources
				agriculteurs (nécessite 2 à 4 vaches et l'accès à l'eau), il élimine le coût et le risque pour la santé liés à l'utilisation du bois de chauffage et du charbon de bois. Les déchets sont convertis en énergie et les déchets restants sont utilisés comme engrais biologique, ce qui augmente le rendement des cultures.	l'OIM (achat du système)	
Energie	Brighter lives for refugees	IKEA Foundation and UNHCR	http://www.unhcr.org/565c16736.html http://www.unhcr.org/brighterlives/	Campagne à grande échelle, dont la troisième phase peut être appliquée à des solutions potentielles de l'OIM: Construire une ferme solaire connectée au réseau près du camp de réfugiés syrien d'Azraq (cela pourrait être fait dans les petites villes de WA). solution énergétique).	OIM, avec le soutien du gouvernement	Elevés
Energie	Solar Powered Borehole	NRC	https://www.nrc.no/news/2015/march/more-water-from-solar-energy-at-affordable-cost/	Le NRC a mis en place un forage en 2014 qui est en mesure de fournir aux réfugiés du camp de Dadaab une moyenne quotidienne de 280 000 litres d'eau potable. Il s'agit d'une solution écologiquement rationnelle pour un campement ou un milieu d'établissement et aide également les gens à mener une vie plus productive et saine lorsqu'ils ont accès à des quantités suffisantes d'eau, ce qui n'est souvent pas le cas dans les colonies.	OIM	Medium

Type	Nom	Organisation	Site internet	Description	Chef de file	Besoins en ressources
Infrastructure	Support to Returnee Reintegration in Afghanistan	OIM, European Commission	https://afghanistan.OIM.int/press-releases/OIM-european-commission-support-returnee-reintegration-afghanistan	En 2017, l'OIM a lancé un projet de quatre ans financé par la Direction générale de la coopération internationale et du développement (DG DEVCO) de la Commission européenne, qui vise à soutenir les migrants de retour et les communautés d'accueil en Afghanistan. Dans le cadre de ce projet, et en travaillant avec un réseau de partenaires, l'OIM réalisera une série d'initiatives de développement communautaire dans des zones à haut rendement. Les initiatives incluront de petites infrastructures et des projets générateurs de revenus dans divers secteurs, notamment la réhabilitation agricole, l'irrigation et le nettoyage des canaux, le développement rural, l'artisanat et l'équipement et les fournitures pour les institutions publiques et les espaces commerciaux.	OIM	Elevés
Infrastructure	Community Response Map	OIM	https://www.OIM.int/news/OIMs-community-response-map-strengthens-communication-communities-afghanistan	"L'OIM a lancé un projet de carte d'intervention communautaire (CRM) en Afghanistan, qui a pour but de surveiller les projets et de renforcer l'engagement avec les communautés desservies par l'OIM. "Le CRM est un outil et une méthodologie développés par l'OIM pour faciliter la communication avec les communautés afin de collecter, analyser	OIM	Moyens

Type	Nom	Organisation	Site internet	Description	Chef de file	Besoins en ressources
				et visualiser les retours d'expérience. Lorsque l'OIM fournit de tels services, les destinataires peuvent fournir une rétroaction directe au moyen de sondages en personne, de SMS, d'appels téléphoniques ou d'autres canaux. Les réponses sont collectées sur une plateforme en ligne en direct que l'OIM et ses partenaires peuvent utiliser pour identifier instantanément les lacunes et évaluer l'efficacité de l'assistance fournie, en modifiant les interventions du projet si nécessaire. "		
Infrastructure / Actifs	Community Technology Access Centres	UNHCR	http://www.unhcr.org/news/makingdifference/2010/10/4ca5f3806/unhcr-computer-centres-offer-education-jobs-future-georgia.html	Cours de formation en informatique et cybercafé dans les camps. Gérés PAR la communauté et pourvoyeur d'emplois. Les utilisateurs peuvent l'utiliser comme un espace pour tirer parti de leurs propres activités en accédant à des informations sur le marché, etc., etc. Elles ont été mises en œuvre par le HCR à divers endroits dans le monde.	Entrepreneurs	Moyens
Moyens de subsistance	MAGNET Project	OIM	https://www.OIM.int/news/OIM-magnet-ii-assesses-impact-sustainable-return-and-reintegration-iraqis-kurdistan	Les projets MAGNET et MAGNET II de l'OIM en Iraq ont été mis en œuvre en Iraq en tant que programme de placement financé par le Fonds européen pour le retour. Ces projets ont facilité la réintégration des ressortissants iraqiens, grâce à une formation professionnelle et à	OIM	Moyens

Type	Nom	Organisation	Site internet	Description	Chef de file	Besoins en ressources
				un placement professionnel, qui sont rentrés volontairement de quatre à six États membres européens dans la région du Kurdistan iraquien. Entre 2014 et 2016, les projets ont soutenu plus de 170 rapatriés, 86 d'entre eux ayant trouvé un emploi et 63 bénéficiant de formations professionnelles, informatiques et linguistiques pour améliorer leurs perspectives de trouver un emploi.		
Moyens de subsistance	Support to Micro, Small and Medium Enterprises	OIM	http://kosovo.OIM.int/support-microsmall-and-medium-enterprises-kosovo-msme-grants-project	Le projet de subventions des MPME a été mis en œuvre au Kosovo entre 2014 et 2016, accordant des subventions aux entreprises sous-traitées pour des projets de développement et employées par des migrants de retour.	OIM	Moyens
Santé	Psychosocial Support training programme	Caritas	https://www.caritas.ch/en/what-we-do/worldwide/education-and-income/palestine-strengthening-sustainability-of-psychosocial-healthcare.html	Programme de formation pour les interventions psychosociales en Palestine. Dans le domaine du soutien psychosocial il est impossible de fournir un soutien sans professionnels formés. Ce programme de trois ans forme un groupe de 30 locaux pour devenir des psychothérapeutes - en répondant durablement au manque de main-d'œuvre.	OIM, avec le soutien du gouvernement	Moyens
Santé / Energie	Community Cooker	Clean Cookstoves	http://cleancookstoves.org/partners/item/12/476	Basé à Kibera, Nairobi, le cuiseur communautaire a été prototypé pour exploiter l'énergie produite par	Entrepreneur	Faibles

Type	Nom	Organisation	Site internet	Description	Chef de file	Besoins en ressources
			https://www.brookings.edu/blog/future-development/2017/09/27/slums-youth-and-social-enterprise-nairobis-community-cooker-project/	l'incinération (la prolifération) des déchets dans les établissements informels, tout en fournissant un moyen de cuisiner et de faire bouillir l'eau pour le nettoyage et le nettoyage. utilisant du charbon de bois ou du kérosène.		

ANNEXE 2 : LISTE DES PARTIES INTERROGÉES

	LIEU	TYPE	NOM	ORGANISATION	POSITION	DATE	CONTACT
1	Kumbo	Acteurs locaux	Bertha Yenwo	Tabwand Support Network	Coordinateur	10/03/2018	677700464 byndzerem@yahoo.com
2	Kumbo	Gouvernement	Lukong Margereth	Kumbo council	1 st Deputy Mayor of Kumbo	09/03/2018	677332736 magieberi@yahoo.com
3	Kumbo	Gouvernement	Fuambu George Zofoa	DIVISIONAL DELEGATION OF WOMEN EMPOWERMENT AND THE FAMILY	DIVISIONAL DELEGATE	09/03/2018	677987927 fuambugzofoa@gmail.com
4	Kumbo	Gouvernement	Kamto Francis	SUB DIVISIONAL OFFICE KUMBO	SUB DIVISIONAL OFFICER	09/03/2018	242083667
5	Kumbo	Employeur	Monyuyta'a Pius	Ntatin Enterprise	CEO	11/03/2018	677808101
6	Kumbo	Gouvernement	Ngu Anthony	Sub-Divisional Delegation for Youth Affairs	Sub-Divisional Delegate	10/03/2018	675369766
7	Kumbo	Employeur	Lawrence Shang	Tadu Diary	CEO	13/03/2018	lawrenceshang@yahoo.com
8	Kumbo	Acteurs locaux	Nformi Stephen	SHUMAS-CAMEROON	Founder	10/03/2018	676440219 strategichumanitarianservices@gmail.com
9	Kumbo	Employeur	Tangka Edith	Banso Baptist Hospital	Assistante administrative en charge du personnel	10/03/2018	233221262 bbh@cbchealthservices.org
10	Kumbo	Acteurs locaux	Vanaja Jaspine	Justice and Peace	Coordinator	09/03/2018	vanajajaspine@yahoo.co.uk 674713305

	LIEU	TYPE	NOM	ORGANISATION	POSITION	DATE	CONTACT
11	New-Bell	Gouvernement	Sm. Tchoumké Guy Kalin	Ministère de l'Administration Territoriale et de la décentralisation – Département du Wouri	Chef traditionnel de 3e degré de New Bell- Bamiléké	09/03/201 8	677 65 07 86 l.kalin2011@yahoo.fr
12	New-Bell	Acteurs locaux	Gaston Kuate	MJC – Maison des Jeunes de New Bell	Animateur – Responsable médiathèque – salle de musique	09/03/201 8	699 66 26 73
13	New-Bell	Employeur	Thomas Etoka	Sahel Agro	Responsable commercial	10/02/201 8	673101414 / 698859484 sahel.agro@hotmail.com
14	New-Bell	Employeur	Baba Hamidou	Ayouba Belli Bello	Gérant	12/03/201 8	694214501/67017843 4
15	New-Bell	Gouvernement	Jean-Claude Eone	Mairie de Douala II	Secrétaire Général	12/03/201 8	
16	New-Bell	Acteurs locaux	Abbé Olivier Donatien	Paroisse Notre Dame de Victoire New Bell 1	Aumônier des Jeunes	10/03/201 8	
17	New-Bell	Acteurs locaux	Elisabeth Ngo Bapa	Un Monde Avenir	Responsable des migrations	12/03/201 8	nelisabethlouise@yahoo.fr ; 1mondeavenir@gmail.com 67507 82 21
18	New-Bell	Gouvernement	Tsala Amougou	Prison centrale de Douala	Régisseur	12/03/201 8	696208785
19	New-Bell	Gouvernement	?	Commissariat	Policier	12/03/201 8	622 59 14 92
20	New-Bell	Employeur	Tchinda Marie	Venor Motor Oil	Secrétaire	12/03/201 8	

	<i>LIEU</i>	<i>TYPE</i>	<i>NOM</i>	<i>ORGANISATION</i>	<i>POSITION</i>	<i>DATE</i>	<i>CONTACT</i>
21	Edea	Gouvernement	Mme Lombi Marthe	Délégation Départementale du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille / Département de la Sanaga Maritime	Déleguée Départementale	09/03/2018	696 068 523
22	Edea	Gouvernement	Mme TOCKO	Délégation Départemental du Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire/ Département de la Sanaga Maritime.	Déleguée Départementale	09/02/2018	699871861
23	Edea	Employeur	Bebey Bebey Hernest	CFP (Centre de Formation Professionnelle) Jeunesse pour le développement	Chef de centre	12/03/2018	696 043 241
24	Edea	Gouvernement	Matip Théodore	Sa Amicale des Ressortissants d'Eseka	Membre	10/03/2018	677 883 511
25	Edea	Acteurs locaux	Bell Ruben	Coopérative Simplifiée Jardin d'Eden	Président	10/03/2018	699 80 88 56
26	Edea	Gouvernement	Mme MUSIME	Délégation Départemental du Ministère des Affaires Sociales/ Département de la Sanaga Maritime.	Déleguée Départementale	09/03/2018	675418964
27	Edea	Gouvernement	Mme KWEDI	Délégation Départementale du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises de l'Economie Sociale et de l'Artisanat / Département de la Sanaga Maritime	Déleguée Départementale	09/03/2018	699 955 878

	LIEU	TYPE	NOM		ORGANISATION	POSITION	DATE	CONTACT
28	Edea	Gouvernement	Eboua Pasteur Magloire	Souma	Prison Principale d'Edéa	Chef de bureau des Affaires Administratives du Personnel et du Greffe à la Prison Principal d'Edéa	11/03/201 8	691 74 63 79
29	Edea	Employeur	Seidou		Acebono Brique Cameroun SARL- ACEBRICAM	Président Directeur Général	12/03/201 8	699 801 168
30	Edea	Employeur	Albert Tigui	Edzoa	Hostellerie de la Sanaga	Sous préfet	23/02/201 8	624 360 033
31	Nkongmondo	Acteurs locaux	Guy Kouam	Laurent	Afrique Internationale pour le Développement et l'Environnement au 21ème siècle (AIDE21)	Coordonnateur Mondial	14/03/201 8	694593288 lawrenceteam@yahoo.fr info@aide21.fr www.aide21.org
32	Nkongmondo	Gouvernement	S.M Patrice	Basso	Délégation Spéciale de Timbi Madina	Chef traditionnel	13/03/201 8	Basso.patrice@yahoo.fr 699775040
33	Nkongmondo	Herve talla deffo	M. Bah Ibrahima Diogo		Emploi service	Chef division Ressources humaines	14/03/201 8	628 534 307 diogobah10@yahoo.fr
34	Nkongmondo	Employeur	M. Fall Makame		Ecole Primaire de Telly Diablo	Directeur	28/02/201 8	621 285 047
35	Nkongmondo	Acteurs locaux	Bondje Israël	Wome	Association Sportive et Culturelle des Jeunes de Nkong-Mondo (ASCJN)	Trésorier Général	14/03/201 8	bondjewome@yahoo.fr 694738264
36	Nkongmondo	Acteurs locaux	Ngae Papin Gaël		Association des Jeunes Ambitieux de Nkong-Mondo (AJAN)	Directeur Exécutif	14/03/201 8	691712746 papingael@gmail.com
37	Nkongmondo	Gouvernement	NI		Délégation régionale de la promotion de la femme et de la famille du Littoral	Représentant du Délégué Régional	13/02/201 8	33427075

	LIEU	TYPE	NOM	ORGANISATION	POSITION	DATE	CONTACT
38	Nkongmondo	Gouvernement	Nang Jacques Adelain	Délégation Régionale de la Jeunesse et de l'Education Civique du Littoral	Délégué Régional	14/03/201 8	673384719 Terrestra nang@yahoo o.fr
39	Nkongmondo	Employeur	Mme Monthe Alvine	Happy Construction Company Sarl (HCC)	Secrétaire d'administration	13/03/201 8	233 423 408 monthe_alvine2015@ yahoo.fr
40	Nkongmondo	Employeur	Njoya Youssoufou	Zerxes international trading et co. Ltd	Chef d'entreprise	15/03/201 8	691263187 www.zerxes.trade
41	Nkongmondo	Gouvernement	Owona	Délégation Régionale du ministère du travail et de la sécurité sociale	Chef de brigade des inspections	15/03/201 8	33568709
42	La Briqueterie	Acteurs locaux	Oumarou Dang	Synergie de la Nouvelle Génération des Jeunes Musulmans de la Briqueterie (SNGJMB)	Président fondateur	13/03/201 8	677 38 92 08/696 14 60 83
43	La Briqueterie	Acteurs locaux	Amadou Balla	Cercle de Réflexion des jeunes Dynamiques pour le Développement du Cameroun –	Président fondateur	13/03/201 8	679967374
44	La Briqueterie	Acteurs locaux	Abdoul Karimou	ANAC –Abdoul Nacer Cameroun	Directeur Général	13/03/201 8	674333645
45	La Briqueterie	Employeur	Maitre Oumarou	MAITRE OUMAROU	Directeur Général	15/03/201 8	679409726
46	La Briqueterie	Gouvernement	NI	Observatoire National de la Jeunesse (ONJ)	NI	23/02/201 8	620 26 08 98
47	La Briqueterie	Acteurs locaux	Fatima Hajaratou	BAIWADAGA - ALLAH	Présidente	14/03/201 8	676 524 792 / 691 598 961
48	La Briqueterie	Acteur locaux	Mohamah	ETS Lawal	Directeur Général	14/03/201 8	676 30 34 37

	LIEU	TYPE	NOM	ORGANISATION	POSITION	DATE	CONTACT
49	La Briqueterie	Acteur locaux	Bekam Felix	MOPECAB – Mouvement pour l'Encadrement Caritatif et Assistance Bénévole.	Secrétaire Général	14/03/2018	697492116
50	La Briqueterie	Acteurs locaux	Aboubakar Siddiki	ACGF – Association Cœur génération Future	Président	14/03/2018	670315523
51	La Briqueterie	Employeur	Mohamed	BIJOUTERIE NGONGUIRIE	Directeur Général	14/03/2018	690 65 6184/675 14 01 89
52	Yaoundé	ONG	Olivia Mukam Wandji	Solutionneurs Initiative	Fondatrice	16/03/2018	670 13 57 05
53	Yaoundé	Gouvernement	Yves Yoko	Freddy Ministère de la Jeunesse et de l'Education civique	Coordonateur PARIJEDI (programme d'Aide au Retour et Réinsertion des Jeunes de la Diaspora)	13/03/2018	yokoyvesfreddy@gmail.com 677208593
54	Yaoundé	Gouvernement	Ngono Marina	Aimée MINEPAT	Cadre	14/03/2018	Marina_ngono@yahoo.fr 699257586
55	Yaoundé	Gouvernement	Ngome Jeremie	Zo'o Léopold FNE	Cadre Coopération Int	14/03/2018	699982105 ngomezooleopold@yahoo.fr
56	Yaoundé	Gouvernement	Rachel Edimo	Sylvie Mbatte MINAS	DRAS/CE	15/03/2018	rasyledimo@yahoo.fr 699913304/677491440

	<i>LIEU</i>	<i>TYPE</i>	<i>NOM</i>	<i>ORGANISATION</i>	<i>POSITION</i>	<i>DATE</i>	<i>CONTACT</i>
57	Yaoundé	Gouvernement	Obono Madeleine	MINEFOP	Point focai	17/03/201 8	674689770 madeleineobono@yahoo.fr
58	Yaoundé	ONG	André Kounchou	GIZ – Centre International des Migrations (CIM)	Conseiller technique	15/03/201 8	andre.kounchou@giz.d e 237 677 190 608/ 694 635 158 +237 222 207 539
59	Yaoundé	ONG	Dallé Biack	CCEY-CA	Coordonnateur des programmes migration et initiatives de développement	15/03/201 8	675 022 876 dallebiack@yahoo.com
60	Yaoundé	ONG	Christian Rim	CONNATT	Coordonnateur	15/03/201 8	christianrim@yahoo.com m +237 696235170 +237 677532865
61	SMIC	ONG	Yves Tsala	SMIC	Président	16/03/201 8	677 78 12 36 yvestsala73@hotmail.com

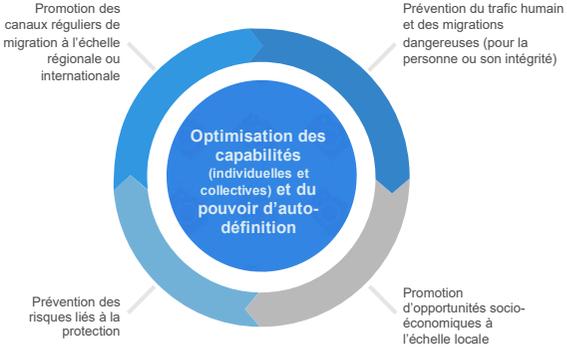
ANNEXE 3 : DISPOSITIF DE SUIVI ET ÉVALUATION DE LA QUALITÉ

Le suivi de la qualité et de la portée des activités développées dans la stratégie C4D dépend du cadre logique initialement défini. Ce suivi va au-delà de l'évaluation traditionnelle – *'axée sur les résultats, purement quantitatif, conçu pour cocher des cases définies par l'organisation elle-même et ... rendre les donateurs heureux'*.⁷⁷ Quelques principes simples sont à rappeler pour intégrer la C4D dans les objectifs généraux du projet et en mesurer les effets :

- **Cadre logique** : Dans le cadre logique, nous définissons les activités et produits de communication (*outputs*) qui conduisent ou contribuent aux effets (*outcomes*) recherchés. La C4D est une activité de soutien. Elle n'a pas de finalité en soi mais contribue aux objectifs généraux du projet. Le tableau ci-dessous synthétise les éléments-clés de ce dispositif de suivi.
- **Pilotage** : Le suivi et l'évaluation n'interviennent pas seulement à la fin, mais aussi en cours de projet, afin de pouvoir procéder aux ajustements requis en temps opportun dans l'approche C4D – tout en gardant en tête que certains résultats (ou *outcomes* selon la terminologie d'usage) ne sont mesurables qu'après un temps long. S'agissant des instruments utilisés, il faut mettre en place des méthodes d'évaluation quantitatives (statistiques, indicateurs mesurables) et/ou qualitatives (enquêtes et sondages).
- **Apprentissage** : Un échec ou un succès ne sont objectivement rien en eux-mêmes pour l'OIM. Ils ne deviennent un enseignement pour l'organisation que dans la mesure où le dispositif de suivi et évaluation de la qualité permet de comprendre les raisons structurelles et contextuelles de l'échec ou de la réussite ; les leçons tirées de l'expérience peuvent alors permettre d'informer les futures interventions (*réplicabilité et scalabilité*) de l'organisation pour en améliorer l'impact.
- **Mesure du suivi** : Les données doivent être recueillies lors du suivi sur le terrain par un *tiers*, idéalement avant la mise en œuvre de la stratégie de C4D et à une fréquence régulière (intervalles de trois mois). Des visites sur le terrain sont également conseillées pour vérifier la réalité des retours communautaires. Les données, en fonction de la taille de l'échantillon, doivent être désagrégées par variables pertinentes pour affiner l'analyse : 1) sexe, profil migratoire, communauté ; 2) niveau d'études, revenu.

⁷⁷ Interview avec un *'M&E technical expert'* pour OIM, UNICEF et NRC (March 2018). Traduit de l'anglais par l'équipe de recherche.

Tableau 34. Cadre logique du suivi-évaluation C4D de l'OIM au Cameroun

Identifier les OUTILS de C4D en fonction des contextes communautaires, nationaux et régionaux	PRODUITS (ou 'Outputs')	RESULTATS (ou 'Outcomes')	... qui définissent l'IMPACT de la C4D
<ul style="list-style-type: none"> - Débat public - Visite de terrain - Activités artistiques - Anti-Atlas ou anti-cartographie - Foires agricoles ou commerciales locales - Ateliers, workshops, séminaires - Campagnes dans les établissements scolaires et les centres éducatifs - Lobbying - Médias imprimés et électroniques - Radio communautaire - Vidéo et audiovisuel - Présence de l'OIM (comme acteur) sur les réseaux sociaux - Récits numériques - Jeux pédagogiques en ligne 	<ul style="list-style-type: none"> - Ecoute & confiance (<i>Listening and building trust</i>) - Partage des savoirs & savoir-faire (<i>Sharing knowledge and skills</i>) - Courbe d'apprentissage pour OIM (<i>Learning agenda</i>) - Elaboration de politiques (<i>Building policies</i>) 	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion des canaux réguliers de migration à l'échelle régionale ou internationale - Promotion d'opportunités socio-économiques à l'échelle locale - Prévention du trafic humain et des migrations dangereuses (pour la personne ou son intégrité) - Prévention des risques liés à la protection 	<p>Optimisation des capacités et du pouvoir d'autodéfinition (<i>individuels et collectifs</i>)</p> 

	Ecoute & confiance <i>(Listening and building trust)</i>	Partage des savoirs & savoir-faire <i>(Sharing knowledge and skills)</i>	Courbe d'apprentissage pour OIM - Cameroun <i>(Learning)</i>	Elaboration de politiques <i>(Building policies)</i>
Régional	<p>INDICATEURS DE LA QUALITÉ DE LA MISE EN ŒUVRE</p> <ul style="list-style-type: none"> • # d'interventions interpersonnelles observées à l'échelle régionale (séminaires, conférences, ateliers de travail) • # d'activités de communication alternatives (audiovisuelles) à l'échelle régionale <p>INDICATEURS DE NIVEAU DE RÉSULTATS</p> <ul style="list-style-type: none"> • % d'interventions interpersonnelles observées à l'échelle régionale (séminaires, conférences, workshops) suivies par un plan d'action concret • % d'activités de communication alternatives au cours desquelles 	<p>INDICATEURS DE LA QUALITÉ DE LA MISE EN ŒUVRE</p> <ul style="list-style-type: none"> • % d'activités de communication observées au cours desquelles les messages ont été transmis avec précision, par exemple : <i>sondage auprès des participants à une foire sur les opportunités socio-économiques</i> • % de l'échantillon et des groupes de discussion où les messages ont été compris et reçus positivement (pas de problèmes ou d'attitudes/opinions contradictoires) • # d'activités de communication transverses conduites en coordination avec d'autres 	<p>INDICATEURS DE LA QUALITÉ DE LA MISE EN ŒUVRE</p> <ul style="list-style-type: none"> • # d'activités de communication transverses conduites en coordination avec d'autres bureaux IOM nationaux et Afrique de l'Ouest donnant lieu à des retours d'expérience • # des rencontres de sensibilisation avec des acteurs institutionnels régionaux ayant donné lieu à un retour d'expérience 	<p>INDICATEURS DE LA QUALITÉ DE LA MISE EN ŒUVRE</p> <ul style="list-style-type: none"> • # d'activités de communication transverses conduites en coordination avec d'autres bureaux IOM nationaux et Afrique de l'Ouest • # des rencontres de sensibilisation avec des acteurs institutionnels régionaux

	<p>les messages ont été transmis avec précision (série télévisée).</p> <ul style="list-style-type: none"> • % de l'échantillon et des groupes de discussion où les messages ont été compris et reçus positivement (série télévisée) 	<p>bureaux IOM nationaux et Afrique de l'Ouest</p>		
National (Cameroun)	<p>INDICATEURS DE LA QUALITÉ DE LA MISE EN ŒUVRE</p> <ul style="list-style-type: none"> • % d'activités de communication observées au cours desquelles les messages ont été transmis avec précision, par exemple : <i>sondage auprès des téléspectateurs ou auditeurs de 15-34 ans sur une émission radiodiffusée ou télévisée.</i> • % de l'échantillon et des groupes de discussion où les messages ont été compris et reçus positivement (pas de problèmes ou d'attitudes/opinions contradictoires) <p>INDICATEURS DE NIVEAU DE RÉSULTATS</p>	<p>INDICATEURS DE LA QUALITÉ DE LA MISE EN ŒUVRE</p> <ul style="list-style-type: none"> • % d'activités de communication observées dans les communautés cibles susceptibles d'être répliquées ou dupliquées à l'échelle nationale • # d'activités de communication observées ayant donné lieu à un partage avec la communauté (exposition de photo, anti-cartographie) • # (audience brute) et % (part d'audience) des radios en ligne • # (visites) des sites webs, applications, et plateformes en lignes dédiées • # de téléchargements des applications (jeu en ligne) 	<p>INDICATEURS DE LA QUALITÉ DE LA MISE EN ŒUVRE</p> <ul style="list-style-type: none"> • # des retours d'expérience des rencontres de sensibilisation avec des acteurs non-gouvernementaux et sénégalais et internationaux • % d'activités où les messages ont été compris et reçus négativement nationalement ayant donné lieu à un suivi et à une action C4D d'IOM (et nature de cette action) • % des actions de communication nationales où il a été fait état ou non de problèmes / d'insatisfaction quant à l'exécution d'interventions C4D et ayant donné lieu à un suivi et à une action C4D d'IOM (et nature de cette action) 	<p>INDICATEURS DE LA QUALITÉ DE LA MISE EN ŒUVRE</p> <ul style="list-style-type: none"> • # des rencontres de sensibilisation avec des acteurs institutionnels nationaux • # des rencontres de sensibilisation avec des acteurs non-gouvernementaux et sénégalais et internationaux

	<ul style="list-style-type: none"> • % de la population cible se souvenant des messages essentiels ; par exemple • % de la population faisant état de changement de comportement ; par exemple, volonté d'utiliser des canaux réguliers de migration, meilleure prise en compte des risques... 	<p>INDICATEURS DE NIVEAU DE RÉSULTATS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sondage en ligne pour tester les connaissances pour les utilisateurs du site web, des applications (jeu en ligne) • # et % d'emplois créés, de rencontres positives entre parties prenantes (employeurs et employés, coopératives, NGOs, etc.) – par un sondage auprès des participants 2/3 mois après les événements. 		
Communauté	<p>INDICATEURS DE LA QUALITÉ DE LA MISE EN ŒUVRE</p> <ul style="list-style-type: none"> • % d'activités de communication observées au cours desquelles les messages ont été transmis avec précision (désagrégation par type et communautés) • % de l'échantillon et des groupes de discussion où les messages ont été compris et reçus positivement (pas de problèmes ou d'attitudes/opinions contradictoires) 	<p>INDICATEURS DE LA QUALITÉ DE LA MISE EN ŒUVRE</p> <ul style="list-style-type: none"> • # d'activités de communication observées ayant donné lieu à un partage avec la communauté (exposition de photo, anti-cartographie) • % des visites de terrain ayant donné lieu à un suivi et plan d'action avec les communautés • # (audience brute) et % (part d'audience) des radios en ligne 	<p>INDICATEURS DE LA QUALITÉ DE LA MISE EN ŒUVRE</p> <ul style="list-style-type: none"> • % d'activités où les messages ont été compris et reçus négativement ayant donné lieu à un suivi et à une action C4D d'IOM (et nature de cette action) • % de communautés où il a été fait état ou non de problèmes / d'insatisfaction quant à l'exécution d'interventions C4D et ayant donné lieu à un suivi et à 	

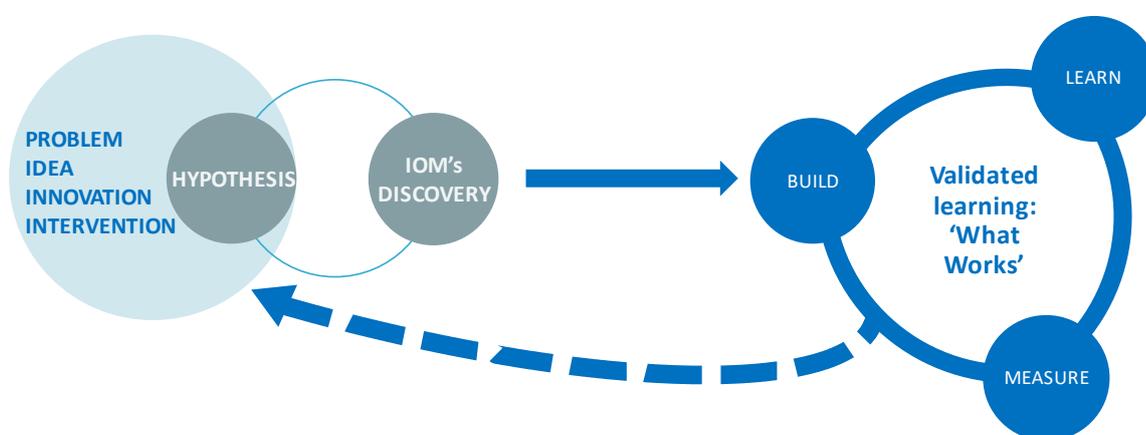
	<ul style="list-style-type: none"> • % de l'échantillon et des groupes de discussion où des problèmes ont été détectés sur la question de savoir qui a été atteint, ou pas, par l'intermédiaire de C4D / quels groupes ont été exclus (âge, sexe, niveau d'études, communauté) et les raisons de l'exclusion (4) • % de communautés où il a été fait état ou non de problèmes / d'insatisfaction quant à l'exécution d'interventions C4D; raisons et nature du problème. <p>INDICATEURS DE NIVEAU DE RÉSULTATS</p> <ul style="list-style-type: none"> • % de la population cible se souvenant des messages essentiels ; par exemple sur les droits, les organismes de formation... • % de la population faisant état de changement de comportement ; par exemple, volonté d'utiliser des canaux réguliers de migration, meilleure prise en compte des risques... • % de la population cible ayant conscience d'une action de l'OIM 	<ul style="list-style-type: none"> • # (visites) des sites webs, applications, et plateformes en lignes dédiées • # de téléchargements des applications (jeu en ligne) <p>INDICATEURS DE NIVEAU DE RÉSULTATS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sondage en ligne pour tester les connaissances pour les utilisateurs du site web, des applications (jeu en ligne) • # et % d'emplois créés, de rencontres positives entre parties prenantes (employeurs et employés, coopératives, NGOs, etc.) – par un sondage auprès des participants 2/3 mois après les événements. • Portefeuille analytique de cas concrets liés à la création d'emplois ou d'accords commerciaux nés des foires – avec une évaluation critique des points forts et faibles de chaque cas. 	<p>une action C4D d'IOM (et nature de cette action)</p> <p>INDICATEURS DE NIVEAU DE RÉSULTATS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sondage en ligne de satisfaction pour les utilisateurs du site web, des applications (jeu en ligne) 	
--	---	--	---	--

	<p>(ou d'un partenaire) dans leur communauté</p> <ul style="list-style-type: none">• % de la population cible faisant état d'insatisfactions/de problèmes qui ont accédé à un éventuel dispositif de remontée de l'information.			
--	---	--	--	--

CADRE CONCEPTUEL - LE MODELE LEARNADAPT

Sur la base de l'examen de plusieurs programmes financés par DFID, une approche LearnAdapt a été développée pour capturer les résultats positifs et négatifs de la programmation dans des contextes nécessitant davantage de flexibilité (opérationnelle et financière) et d'adaptabilité (phases de test, pilotes, coordination avec d'autres les parties prenantes). Son modèle est fondé sur le bon sens et s'applique aux initiatives de l'OIM en Afrique de l'Ouest - en particulier au Sénégal. LearnAdapt met l'accent sur les leçons apprises, énumérées dans la colonne de gauche du tableau ci-dessous ; à droite, l'équipe de recherche a inclus une approche plus traditionnel du M & E, qui prévaut toujours non seulement au sein de l'OIM (aux niveaux opérationnel et stratégique) mais aussi dans la plupart des organisations opérant dans des environnements similaires en Afrique de l'Ouest.

Graphique 17. Modèle LearnAdapt (DFID, 2018)



Un changement nécessaire vers l'apprentissage réel Il convient de noter que l'équipe de recherche est consciente des contraintes réelles (cycles de financement courts, défis opérationnels, situations d'urgence, obstacles politiques, etc.) auxquelles une organisation comme l'OIM doit faire face dans le contexte gambien; cependant, nous pensons qu'une réorientation drastique de l'approche d'apprentissage de l'organisation aurait des avantages immédiats et à plus long terme tant au niveau stratégique qu'opérationnel: un dialogue basé sur des preuves avec les donateurs (vs 'implémentation' vérifiant les boîtes dans un environnement 'captif'), le développement à l'OIM d'une culture de l'impact (vs. strictement axée sur le rendement), une coordination plus forte avec les partenaires traditionnels de l'OIM (vs le partage de l'information de base), la participation active et l'adhésion des communautés locales. En d'autres termes, ce changement n'est ni idéaliste ni décontextualisé - c'est probablement la façon la plus pragmatique, la plus rentable et la plus transparente pour l'organisation de respecter son mandat principal vis-à-vis de ses partenaires : donateurs, acteurs institutionnels, acteurs du développement et les communautés locales.

Tableau 35. Comparaison entre l'approche LearnAdapt et l'approche traditionnelle

LearnAdapt approche	M&E chez IOM
L'apprentissage (learning) est la clé : indispensable pour avoir le bon type de systèmes de S & E	L'apprentissage reste sous optimal, car le traitement des situations d'urgence empêche les boucles de rétroaction et les évaluations

<ul style="list-style-type: none"> • Construit depuis le début, avec une information en temps réel ; • Structuré et construit autour d'une hypothèse (théorie du changement) et d'un plan clairs ; • Soutenir une relation de confiance entre l'OIM et l'exécutant • Construire des mécanismes de rétroaction pour tester les hypothèses contre la réalité locale 	<p>d'impact d'être entièrement intégrées par OIM. De même, la structure des projets et les priorités des bailleurs entravent la possibilité d'insérer des composantes M&E cohérentes dans les initiatives.</p>
<p>Prendre le temps de construire les bonnes manières de travailler</p> <ul style="list-style-type: none"> • Par exemple, une phase de démarrage prolongée pour la recherche, la construction de la confiance, le développement de systèmes d'apprentissage 	<p>Le temps alloué aux pré-évaluations, aux études de faisabilité, aux projets de recherche, aux courbes d'apprentissage, etc. est souvent considéré comme une variable d'ajustement.</p>
<p>L'espace pour innover et expérimenter doit aller tout au long de la chaîne de distribution</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les partenaires en aval ont-ils aussi l'espace pour travailler de manière adaptative? 	<p>La rétroaction des partenaires en aval menant à une collaboration plus adaptative n'est pas toujours priorisée, ce qui affaiblit la relation avec les partenaires locaux.</p>
<p>La programmation adaptative, bien faite, est un moyen de gérer les risques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les petits gains et pilotes contre les hypothèses englobantes • Preuve en temps réel (évaluation axée sur la décision) par rapport à l'évaluation de fin de projet • Ciblage des ressources pour ce qui fonctionne 	<p>La question de la gestion des risques n'est pas suffisamment prise en compte, car «faire», «délivrer» et «mettre en œuvre» sont de facto considérés comme des priorités.</p>

APPLICATION AUX RECOMMANDATIONS POUR L'OIM CAMEROUN

Le tableau de bord ci-dessous détaille les dimensions d'apprentissage ou *learning* sur auxquelles les indicateurs mentionnés dans la première sous-section pourront contribuer. Cela s'applique aux quatre dimensions de nos recommandations :

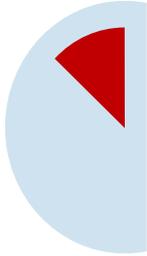
1. Approche individuelle (Social Entrepreneurship)
2. Approche systémique (Value Chain)
3. Approche cohésive (Capacity Building)
4. Communications pour le développement (C4D)

Les indicateurs ci-dessous couvrent les champs communautaire (*impact économique, social/sociétal, et environnemental*) et individuel (*intégration économique, social et psychosociale*), ainsi que la dimension d'apprentissage, propre au projet lui-même (*dans quelle mesure les retours d'expérience ont-ils nourri la théorie du changement du projet ou de la C4D pour en affiner les objectifs, la mise en œuvre ou les indicateurs ?*)

Graphique 18. Exemple (fictif) d'indicateurs pour mesurer la qualité des recommandations

INDICATEURS COMMUNAUTAIRES: évaluer l'impact du projet sur la communauté

Impact économique
(création d'emplois,
sous-traitants, etc.)



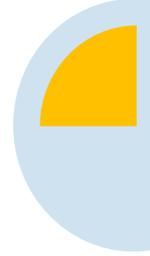
Cohésion sociale (genre,
jeunes, vulnérables,
etc.)



Environnement
(recyclage, empreinte
carbone, etc.)



Perception des migrants
de retour (acceptation,
etc.)



INDICATEURS INDIVIDUELS : évaluer l'impact du projet sur l'intégration individuelle

Intégration économique
(revenu, biens matériels,
etc.)



Intégration
sociale (inclusion,
discrimination)



Impact
psychosocial
(stress, stigma)



Aspirations (intentions
de migration,
perspectives d'avenir)



LEARNING AGENDA: courbe d'apprentissage des projets de l'OIM

Approche
participative (vs.
top down)



Apprentissages et
retours d'expérience (au
sein de l'OIM et des
partenaires)



Évolutivité à plus grande
échelle (scalability dans
un même contexte)



Répliquabilité et
applicabilité (contexte
différent)



ANNEXE 4: COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT(C4D) – CADRE CONCEPTUEL ET DÉFINITIONS

CADRE CONCEPTUEL ET DEFINITIONS

Cadre conceptuel : communication et capacité

L'idée d'accroître la 'capabilité' ou 'agence' s'inscrit dans l'approche développée par Amartya Sen et Martha Nussbaum. Les *capabilités* sont 'un ensemble d'opportunités (généralement interdépendantes) de choisir et d'agir. La *capabilité* est donc un acte de liberté : liberté substantielle d'atteindre des combinaisons alternatives performantes ('functioning')⁷⁸. Cette combinaison ou combinatoire implique donc un jeu entre les 'capabilités' internes et l'environnement externe qui les influence fortement, qui peut favoriser ou contraindre les choix.

Cette approche du développement humain est donc « axée sur le choix ou la liberté, estimant que les bonnes sociétés cruciales devraient promouvoir pour leur peuple un ensemble de possibilités, ou de libertés substantielles, que les gens désirent ou ne désirent pas exercer dans l'action: le choix est le leur. Il s'engage ainsi à respecter les pouvoirs d'autodéfinition des personnes » (Nussbaum, 2011)⁷⁹

Dans un contexte de migration – et en particulier de retour – l'enjeu est donc d'accroître, autant que possible, les 'capabilités' d'éventuels candidats à la migration ou *migrants de retour* sans chercher à influencer tel ou tel choix de la part de tel ou tel groupe de migrants (ou segment de la population). Dans cette perspective, une politique ou une stratégie d'assistance aux migrants, déplacés et *migrants de retour* réels comme aux personnes désirant migrer devra se centrer sur la suppression de ce que Carling (2011) nomme la mobilité involontaire ou l'immobilité involontaire⁸⁰ pour mieux favoriser leur capacité à opérer des choix informés et autonomes, en fonction de ce qu'ils jugeront comme préférable. La redéfinition par l'OIM des objectifs de la *réintégration des migrants de retour* s'inscrit dans cette logique : « *Etant parvenues à une réintégration durable, les personnes de retour sont capables de faire des futures décisions migratoires une question de choix, et non de nécessité* »⁸¹. L'OIM reconnaît ainsi que le retour – quel que soit le succès ou non du processus de réintégration sociale, économique et psychosociale – n'exclut pas une éventuelle migration ultérieure ; cette dernière décision appartient à l'individu et doit s'opérer de manière volontaire et non passive ou subie.

Communication pour le développement (C4D) : définitions

Comment dès lors définir les objectifs et modalités d'une stratégie de communication à l'égard des communautés, des migrants potentiels et des *migrants de retour* ? Si l'objectif est de renforcer les *capabilités* des individus pour qu'ils opèrent un choix en connaissance de cause et afin qu'ils optimisent les possibles qu'ils ont eux-mêmes identifiés, il est important de distinguer les campagnes dites de prévention (*awareness*

⁷⁸ Nussbaum, M. C. (2011). *Creating capabilities*. Harvard University Press. Traduit de l'anglais par l'équipe de recherche.

⁷⁹ Amartya Sen, "Human Rights and Capabilities," *Journal of Human Development* 6, no. 2 (2005): 151–166; Martha Craven Nussbaum, *Creating Capabilities: The Human Development Approach* (Cambridge, Massachusetts London, England: The Belknap Press of Harvard University Press, 2011). Traduit de l'anglais par l'équipe de recherche.

⁸⁰ Jørgen Carling, "Migration in the Age of Involuntary Immobility: Theoretical Reflections and Cape Verdean Experiences," *Journal of Ethnic and Migration Studies* 28, no. 1 (January 2002).

⁸¹ IOM, "Towards an Integrated Approach to Reintegration in the Context of Return" (Geneva: IOM, 2017), 3.

raising) des campagnes dites de changement comportemental (*'behavioral change'*). La première vise à augmenter les options disponibles et la capacité de choix, en mettant la capacité d'action volontaire de l'individu au centre de la démarche et en conservant un objectif de protection ; la seconde peut être comprise comme partiellement en contradiction avec cet objectif, puisqu'elle vise à restreindre les options tout en modifiant le comportement de l'individu, qui se retrouve alors en situation subie de passivité. Ces deux termes ont parfois été utilisés de manière interchangeable, parfois coordonnés entre eux. Pour éviter les confusions, cette étude privilégiera une approche visant à promouvoir le dialogue et l'intégration socio-économique – celle dite de *communication pour le développement (communications for development* ou C4D).

La C4D est définie en 2006 comme 'Un processus social basé sur le dialogue et faisant appel à une gamme étendue d'outils et de méthodes. Elle vise aussi à susciter le changement à différents niveaux, notamment par l'écoute, le développement de la confiance, le partage des connaissances et des compétences, l'élaboration de politiques, la discussion et l'apprentissage en vue de changements significatifs et durables'. Dans le texte du Consensus tiré du Congrès mondial sur la communication pour le développement de Rome 2006, les Nations Unies recommandent d'octroyer une ligne budgétaire 'sanctuarisée' de 5% de budget global pour tout programme de développement en faveur de la C4D, afin d'optimiser l'impact à long-terme et la soutenabilité.

Parmi les avantages de cette approche, on peut citer :

Adaptabilité : la C4D intègre plusieurs niveaux d'audiences (individus et communauté) ainsi que différents aspects de réintégration (économique, sociale et psychosociale). La C4D vise une communication à un large public mais peut aussi servir à des aspects plus spécifiques de programme – au travers des consultations des parties prenantes, de sessions de radio ou vidéo participatives, de théâtre ou *story-telling* participatif, de plateformes web...

Applicabilité : la C4D est utilisée pour comprendre les normes d'action et de pensée, les valeurs partagées, les profils socio-culturels des individus et communautés de retour. Les agences des Nations Unies ont souvent utilisé l'approche C4D pour faire entendre la voix des plus marginalisés.⁸²

Dans le cas particulier de cette étude, vu les difficultés d'intégration rencontrées par les *migrants de retour* (stigmatisation, traumatismes, discrimination, etc.), la C4D peut contribuer à redonner l'opportunité aux *migrants de retour* comme aux non-migrants de faire des choix individuels et de faire partie de processus de décision collectifs.

Objectifs de l'approche C4D :

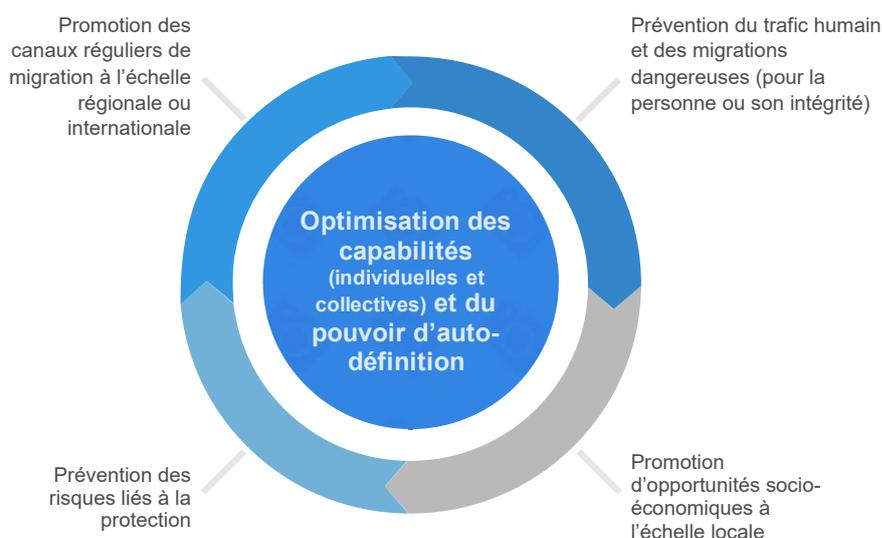
1. Les migrants potentiels sont informés et conscients des risques et conséquences de la migration irrégulière
2. Les migrants potentiels sont informés et conscients des opportunités et options pour une migration sûre, régulière – assortie d'une intégration socio-économique dans les pays de destination ;
3. Les migrants potentiels sont informés et conscients des options de (ré)intégration sociale, économique et psychosociale – dans leurs communautés d'origine ou dans des communautés de leur choix ;

82 UNDP 2011, Communication for Development – Strengthening the effectiveness of the United Nations.

4. Les communautés ne font pas/plus la promotion de la migration irrégulière comme une norme sociale de succès ;
5. Les communautés acquièrent une meilleure connaissance du phénomène migratoire ainsi que de la valeur ajoutée (socialement et économiquement) de la présence de migrants de retour au sein de la communauté
6. Les communautés acquièrent une meilleure connaissance des opportunités liées aux transferts de fonds, aux partenariats avec la diaspora, aux échanges avec les pays de destination (formations professionnelle, échanges culturels).
7. Les migrants potentiels, les *migrants de retour* et la communauté au sens large acquièrent un plus grand optimisme dans le futur et leur capacité d'influencer leur propre destinée comme celle de la collectivité.

A travers la recherche socio-économique et l'approche C4D, l'objectif est de soutenir l'IOM en renforçant leur stratégie de *Communications and Sensibilisation* dans le cadre de l'EUTF. Les cibles incluent les *migrants de retour* mais aussi les communautés dites 'hôtes', de retour, de transit ou d'accueil, afin d'optimiser les *capabilités* respectives des individus par une meilleure réintégration ou intégration sociale, économique mais aussi psycho-sociale au sein de ces communautés. La figure ci-dessous rappelle les enjeux majeurs de cette optimisation.

Graphique 19. Définition et enjeux de la communication de l'OIM en Afrique de l'Ouest et Centrale



Cette section entend présenter les éléments contextuels les plus importants pour encadrer la stratégie C4D de l'OIM au Cameroun. La première sous-section présente une matrice générale des *perceptions* par communauté : quelles sont les sources de conflit ou tension ? quelles sont les sources de résolution de conflit ? à qui les sondés accordent-ils du crédit ? Ces éléments restent subjectifs mais permettent d'identifier : 1) les pivots potentiels d'intégration/réintégration ou d'exclusion/marginalisation sociale ; 2) les canaux de diffusion et de partage des savoirs, pratiques et usages tels qu'ils sont perçus et accrédités par la population étudiée (15-34 ans).

ANNEXE 5 : C4D, OUTILS ET SUIVI-EVALUATION

Tableau 36. Outils de C4D disponibles pour l'OIM – communication interpersonnelle

Outils de C4D disponibles pour l'OIM – source Bauer & Jenatsch + interviews + SH reports			AVANTAGES	INCONVENIENTS	Commentaire(s)
Communication interpersonnelle	Débat public	Le dialogue face-à-face (communautaire et participatif, discussion de groupe) est la forme de communication la plus ancienne, la plus directe et la plus émotionnelle.	Le débat public sert à inspirer confiance lors des premiers contacts avec des communautés rurales ou urbaines.	Les thèmes très polémiques ou sensibles (religion, sexualité, violence domestique) ne sont pas adaptés aux débats publics.	Bonne approche pour définir les besoins ; vérifier les résultats ; assurer la médiation dans les situations de conflit.
	Visite de terrain	Les visites sur le terrain organisées avec des autorités, des représentants de communautés, des journalistes ou des partenaires de projets sont utiles pour se rendre compte de la réalité et renforcer le dialogue avec les bénéficiaires des projets. En particulier, ces visites aident à « parler le même langage » avec donateurs, agences UN, ONGs, CSOs, et communautés : que veut dire 'livelihood opportunity' dans telle ou telle communauté ? que veut dire 'résilience' ou 'gender issue' dans une communauté rurale sans accès aux services basiques ?	<ol style="list-style-type: none"> 1) Recommandé pour aider à mieux cerner la diversité des communautés visées par OIM (visites OIM) ; 2) Recommandé aussi pour avoir une base commune de connaissance subjective (visites avec donneur, UN, ONGs, etc.). 	La présence de médias (radio et télévision) ou d'autorités risque d'entraver la libre expression des personnes interrogées.	Il convient de prévoir des créneaux suffisants pour les échanges bilatéraux (au-delà des discussions en groupe) ; il faut privilégier le profil bas pour diminuer l'aspect 'visite officielle' (biais cognitif ou d'acquiescence).

Outils de C4D disponibles pour l'OIM – source Bauer & Jenatsch + interviews + SH reports			AVANTAGES	INCONVENIENTS	Commentaire(s)
	Activités artistiques	Les activités culturelles véhiculent des messages sous la forme de scènes, d'images, de métaphores et d'émotions qui restent plus facilement ancrées dans les mémoires que les écrits. Les types d'activités les plus fréquents sont : théâtre de rue, expositions de photos, concours, fêtes communautaires, festivals et concerts ; mais aussi semaine thématique, création collective d'une fresque.	Elles permettent aussi aux participants de s'exprimer sous une forme différente du discours socialement ou cognitivement codifié (questionnaire).	Il est important de dépasser le cadre simplement informatif ou illustratif, en visant : 1) l'expression de soi par les individus ou la communauté ; 2) la genèse de débats ou de dialogues.	Les moyens de communication de masse et les réseaux sociaux permettent de dynamiser les événements, d'atteindre un public plus large et de diffuser le message aux personnes qui n'ont pas pu y assister.
	Anti-Atlas ou anti-cartographie	L'anti-cartographie ou anti-atlas s'appuie sur trois constats : <ul style="list-style-type: none"> • La carte est une représentation conventionnelle d'un espace géographique préexistant – le territoire. Elle est un moyen de le matérialiser, de le baliser. En ce sens, il est souvent question en géographie de topographie, d'une écriture normalisée, codifiée, parfois cryptée. 	Pour un coût très faible, les anti-atlas donnent une lumière radicalement autre sur la question de la migration. Ils s'inscrivent dans une logique d'écoute bottom-up et permettent aussi de faire s'exprimer des individus souvent traumatisés par l'expérience migratoire.	Les bénéfices 'thérapeutiques' de ces approches alternatives se limitent aux participants. L'investissement en temps (4-6 mois) est à prendre en compte.	Pour optimiser l'approche, il faut développer une communication et une dissémination autour de ces ateliers (auprès des communautés et des donateurs).

Outils de C4D disponibles pour l'OIM – source Bauer & Jenatsch + interviews + SH reports		AVANTAGES	INCONVENIENTS	Commentaire(s)
	communauté (migrants/non-migrants), de valoriser les créations et produits de ladite communauté et de générer (indirectement) des emplois ou des initiatives entrepreneuriales. Elles donnent l'occasion de montrer des produits et des créations locaux ; diffuser des méthodes innovantes ; rapprocher les producteurs des consommateurs ; susciter l'intérêt des médias.	notamment avec le secteur privé, puisque l'OIM se met alors en position d'offre et non pas de demande avec ces acteurs – elle offre une plateforme qui suscitera l'intérêt des acteurs privés, des coopératives, des commerçants, des producteurs...	l'opinion et des autres partenaires – ce qui peut soit créer des attentes irréalistes, soit rendre confuse l'identité de l'OIM.	associations et les groupes locaux pour mobiliser le public et générer un débat sur les opportunités d'intégration ou de réintégration locale des <i>migrants de retour</i> .
Ateliers, workshops, séminaires	Les séminaires et ateliers servent à présenter de nouvelles méthodes, à rapprocher les points de vue et à faciliter l'échange d'idées entre experts ou collègues/pairs au sein d'un espace protégé. Les participants agissent comme des multiplicateurs de connaissances. C'est ainsi que la participation de journalistes à un séminaire consacré aux questions de la migration vers l'Europe ou du déplacement intrarégional contribue à améliorer le niveau de couverture médiatique et à sensibiliser la population – et plus généralement à poser les bases d'une connaissance juridique, économique, sociale commune sur des sujets sensibles et trop souvent caricaturés dans les médias ou l'opinion.	Ces événements, s'ils sont pris comme des ateliers de réflexion collective et participative, peuvent avoir de nombreux avantages : 1) clarifier des malentendus ; 2) établir des bases de discussion commune ; 3) partager des connaissances, des réussites et des échecs ; 4) identifier des solutions et opportunités de terrain. Il est important de ne pas seulement communiquer ou	1) Afin d'obtenir des débats de qualité, il convient de limiter le nombre de participants. Il vaut mieux organiser plusieurs ateliers avec un public limité qu'un événement de grande ampleur ne permettant aucun échange. 2) Sans suivi et plan d'action à l'issue des ateliers, ces	Il est utile de mélanger les points de vue et les acteurs, les types de participants, pour éviter les silos : par exemple, en évitant un workshop avec ONGs uniquement, avec secteur privé uniquement, avec donateurs uniquement, etc. mais plutôt en mélangeant ces différents types d'acteurs dans de petites sessions – cela donnera le sentiment que les clés sont à eux et que ce n'est pas l'OIM qui vient

Outils de C4D disponibles pour l'OIM – source Bauer & Jenatsch + interviews + SH reports			AVANTAGES	INCONVENIENTS	Commentaire(s)
			informer mais générer de la nouveauté en mettant les participants en position d'acteurs.	événements ont un faible écho par rapport à l'investissement qui peut être important.	rendre des comptes devant les ONGs, les donateurs, etc.'84.
	Campagnes dans les établissements scolaires et les centres éducatifs	Le travail de sensibilisation dans les établissements scolaires et les universités constitue généralement un investissement pour l'avenir mais sur le thème spécifique de la migration/mobilité, on observe aussi que de nombreux candidats au départ sont d'un nouveau éducatif plus élevé que la moyenne : plus le capital socio-éducatif est important, plus l'envie d'ailleurs, l'accès à l'information, la curiosité et la capacité à réaliser ses envies sont importants.	Les élèves et les étudiants offrent un effet multiplicateur efficace en relayant les enseignements à leur famille.	Les campagnes trop naïves ou unilatérales peuvent avoir un effet inverse de celui désiré – les étudiants étant par exemple souvent critiques à l'égard des messages perçus comme 'officiels' ou 'restrictifs'. Il est donc essentiel de préparer ce type de campagnes sans <i>a priori</i> quant à leurs débouchés et de rester flexible et ouvert durant l'échange.	Il est judicieux de combiner information et divertissement : les campagnes utilisant le théâtre, les concours et d'autres éléments ludiques sont particulièrement populaires auprès des enfants et des jeunes. Les campagnes menées dans les écoles doivent être couplées au programme scolaire et coordonnées avec le ministère de l'éducation.
	Lobbying avec les partenaires institutionnels (gouvernementaux et non-	A long-terme, le C4D vise non seulement à informer et optimiser la capacité individuelle/communautaire de choix mais aussi à modifier le cadre institutionnel. Dans cette optique, l'OIM doit être identifié comme un	Complément de la C4D traditionnelle, le lobbying permet de consolider les gains en agissant sur la dimension	Le lobbying requiert des compétences spécifiques qui vont au-delà de rencontres ponctuelles avec les partenaires	La crédibilité d'un acteur lobbyiste sur des questions de mobilité vient d'abord de sa capacité à délivrer sur le

84 Interview avec un 'Communications & Outreach expert', Nairobi, March 2018.

Outils de C4D disponibles pour l'OIM – source Bauer & Jenatsch + interviews + SH reports			AVANTAGES	INCONVENIENTS	Commentaire(s)
	gouvernementaux) pour influencer les politiques	acteur clé du débat régional, national et local autour de la mobilité (droits humains, protection, accès équitables aux services, etc.)	structurelle (politique, légale) et non pas seulement sur les aspects conjoncturels.	institutionnels – stratégie pluriannuelle adaptée au pays, alignement sur la feuille de route de l'OIM régionalement, charisme personnel du ou de la porte-parole.	terrain. Aucun thème n'est trop sensible avec les partenaires gouvernementaux si l'OIM est perçu comme fiable, impartial, performant.

Tableau 2. Outils de C4D disponibles pour l'OIM – médias traditionnels

Médias imprimés et audiovisuels traditionnels	Médias imprimés et électroniques	Supports écrits, affiches / banderoles, radios communautaires, télévision / vidéo... Les supports écrits ou visuels deviennent des outils de C4D dès lors qu'ils sont intégrés dans les processus de communication. Ils sont l'outil le plus utilisé pour promouvoir de nouvelles méthodes ou pour sensibiliser la population à des thèmes complexes. Mais ces instruments ne doivent représenter qu'une petite composante d'une stratégie et d'une boîte à outils, les évaluations des <i>'awareness raising campaigns'</i> ou campagnes de sensibilisation de l'OIM, quand elles s'appuient sur des supports imprimés ou électroniques uniquement, sont en général très négatives.	1) Les livrets pédagogiques distribués dans le cadre des activités collectives ou individuelles présentent un degré d'acceptation élevé et permettent de préciser des concepts ou d'illustrer des étapes à suivre	1) Les médias imprimés et électroniques ne constituent pas à eux seuls une campagne de C4D. 2) Il faut adapter le langage et le format au moyen utilisé. La publication d'informations sur Internet exige ainsi de synthétiser le	Chaque produit est la vitrine de l'organisation ou du projet : à ce titre, il mérite un soin particulier. Avant la phase d'impression, il est indispensable d'élaborer un plan de distribution et un calcul réaliste du tirage nécessaire. La diffusion de bulletins électroniques permet de réduire radicalement le tirage.
---	----------------------------------	--	---	--	--

			<p>dans un processus donné.</p> <p>2) Le contenu du support écrit se prête à des utilisations multiples par d'autres canaux : pages web, bulletins électroniques, Facebook, Twitter.</p>	<p>contenu au maximum.</p> <p>3) L'utilisation de photos de qualité, d'infographies attractives et d'un design professionnel contribuent à attirer l'attention du lectorat.</p>	
	Radio communautaire	<p>Les radios communautaires doivent leur grande popularité à leur proximité et aux espaces d'interaction qu'elles offrent à la communauté. Elles sont généralement disposées à promouvoir les questions de développement et contribuent à : 1) mobiliser la communauté locale et provoquer des débats ; 2) diffuser des programmes pédagogiques ; 3) lancer des campagnes de sensibilisation.</p>	<p>Dans les zones rurales et les régions isolées, la radio est le seul média disponible et, souvent, le média de référence.</p>	<p>1) Certains caveats importants sont à souligner : 'Ces radios n'étant pas ou peu professionnelles, elles n'ont généralement pas de charte éthique et filtrent rarement leurs propos'.⁸⁵</p> <p>2) La couverture des radios communautaires est locale. Pour couvrir des territoires étendus, il convient de travailler avec des stations nationales.</p>	<p>Mais il est important que l'OIM se renseigne sur le contexte des émissions ou radios partenaires afin que l'organisation ne soit pas associée à des conflits communautaires internes (linguistiques, ethniques, socio-culturels, etc.) par ailleurs débattus dans d'autres émissions.</p>

85 Interview avec un expert en communication stratégique, Paris, March 2018.

	Vidéo et audiovisuel	<p>Les vidéos à caractère pédagogique sont largement utilisées dans le cadre de la coopération : elles informent, sensibilisent, forment et mobilisent leur public. Le feuilleton à contenu social prend de l'ampleur dans plusieurs pays du Sud et de l'Est car il permet de sensibiliser et d'éduquer un large public tout en le divertissant.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) La capacité des feuillets télévisés à sensibiliser la jeunesse est importante sur des thèmes comme la violence, la migration, la santé, l'éducation, le genre... en raison du processus identificatoire. 2) Les études conduites en Afghanistan, Pakistan, Kenya, etc. à la suite de la diffusion de séries télévisées ou internet sont positives (rétention, sensibilisation, comportements). 	<ol style="list-style-type: none"> 1) Le processus de production est long et nécessite des spécialistes du scénario, du tournage, du montage, du sous-titrage, de la distribution, etc. 2) Les exigences techniques élevées augmentent les coûts de production des vidéos. 	<ol style="list-style-type: none"> 1) Avant de lancer la production, il est primordial de calculer le rapport coût/bénéfice : Combien de personnes visionneront la vidéo ? Où sera-t-elle diffusée ? Existe-t-il des solutions plus efficaces et/ou moins onéreuses ? 2) Cette approche peut sans doute être envisagée à l'échelle régionale (Afrique de l'Ouest) par l'OIM en faisant figurer des jeunes de différentes nationalités, afin de mutualiser les coûts et d'augmenter
--	----------------------	--	--	--	--

						l'audience cible – même si la spécificité du message y perdrait.
--	--	--	--	--	--	--

Tableau 3. Outils de C4D disponibles pour l'OIM – nouvelles technologies et réseaux sociaux

Nouvelles technologies et réseaux sociaux	Présence de l'OIM (comme acteur) sur les réseaux sociaux	Les réseaux sociaux et les plateformes d'échanges sur Internet ne cessent de gagner en popularité et leurs utilisateurs y passent de plus en plus de temps. Les réseaux sociaux sont incontournables dans toute initiative destinée à diffuser des informations, mobiliser des individus et lancer des débats. Parmi les outils d'échange : Page web, récit numérique, bulletin électronique, réseaux sociaux : Facebook, Twitter, Youtube, SMS / messages texte, courrier électronique, podcast / Rediffusion multimédia, blog, jeux pédagogiques sur Internet.	Il est avéré que les gens se fient davantage à des témoignages personnels d'agents de terrain qu'aux informations « officielles » produites par les services centraux.	<ol style="list-style-type: none"> 1) Pour créer un groupe d'abonnés fidèles, il est essentiel d'adapter les contenus et de procéder à des mises à jour à un rythme régulier (au moins deux à trois fois par semaine). 2) La facilité de créer un compte ou une chaîne contraste avec des coûts de fonctionnement relativement élevés. 	En l'absence des ressources nécessaires, mieux vaut se passer d'une présence sur le web (comme pierre angulaire de la C4D de l'OIM)

Récits numériques	<p>La facilité d'accès aux appareils techniques (smartphones dotés d'une caméra) et les vastes possibilités de diffusion sur Internet (YouTube et réseaux sociaux) ont favorisé l'essor des vidéos et des productions audiovisuelles amateurs. Le fait de filmer sa propre réalité invite à réfléchir sur soi et à s'émanciper. La qualité technique est secondaire. Le processus compte tout autant que le rendu final. Comme le notent Bauer et Jenatsch (2016), <i>'raconter des histoires contribue de manière tangible à la construction de la réalité. Cette tâche est trop importante pour la laisser aux seules mains des grands médias, qui sont souvent au service des élites politiques et économiques. Les récits numériques (transformative digital story-telling) permettent de raconter des histoires et de construire la réalité en puisant dans le vécu des citoyens. Ce sont des vidéos produites par des amateurs, qui transmettent des expériences personnelles. Volontairement subjectifs, ils bâtissent leur succès sur leur authenticité et leur originalité.'</i></p>	<p>Ces récits sont de puissants outils pour : 1) commenter des faits survenus dans le domaine public du point de vue de la population (journalisme citoyen) ; 2) mobiliser le soutien pour des causes sociales ; 3) dénoncer les abus ou les négligences imputables aux autorités ; 4) recueillir des témoignages dans le cadre d'évaluations qualitatives ; 5) rendre compte des résultats de la coopération ou les documenter ; 6) informer sur des dynamiques de groupe et promouvoir des processus d'apprentissage.</p>	<p>1) Pour l'OIM, il est important de ne pas être perçu comme un acteur politiquement 'gris', promouvant directement l'activisme politique. 2) Si la vidéo est mise en ligne sur Internet, il faut tenir compte des droits à l'image : les protagonistes sont-ils d'accord pour être filmés ?</p>	<p>Pour l'OIM, contribuer par des stages, formations techniques, dons en nature (caméras, smartphones), à ce type d'initiatives peut permettre d'améliorer la vie de la communauté et identifier des porte-paroles d'une génération. Il s'agit ici de mettre l'accent sur la construction de l'identité collective, sur les capacités individuelles – plus que sur les messages de 'déterrence'.</p>
Jeux pédagogiques en ligne	<p>Les jeux en ligne qui combinent divertissement et apprentissage sont en plein essor. Quand ils sont divertissants et bien conçus, ils se diffusent rapidement sur le web. La question de la mobilité – sensibilisation aux risques, droits, opportunités, partenariats – est une thématique de choix pour des jeux interactifs qui s'adaptent à tous les thèmes possibles.</p>	<p>La conception et le développement des jeux nécessitent l'intervention de spécialistes et peuvent se révéler relativement coûteux.</p>	<p>Les coûts de diffusion peuvent être maintenus relativement bas à condition de publier des annonces sur Internet et de parvenir à susciter l'intérêt des écoles.</p>	<p>Encore exploratoire, cet instrument de C4D sera clairement une composante essentielle des campagnes de sensibilisation et de prévention de demain.</p>

Dispositif de suivi et évaluation de la qualité

Tableau 4. Activités recommandées pour l'OIM – niveaux communautaire, national, régional – au Cameroun

Régional (Afrique de l'Ouest)	Ateliers ou séminaires Audiovisuel	Foires agricoles, commerciales Ateliers ou séminaires Audiovisuel Jeux en ligne Présence de l'OIM en ligne	Ateliers ou séminaires	Lobbying régional
National (Cameroun)	Compétitions sportives Activités artistiques Ateliers ou séminaires Récit numérique	Foires culturelles Festivals Ateliers ou séminaires Campagnes scolaires Radio communautaire (nationale) Jeux en ligne Présence de l'OIM en ligne (incl. Facebook)	Ateliers ou séminaires Suivi et évaluation de la qualité	Ateliers ou séminaires Lobbying national et régional
Communauté	Visite de terrain Causeries éducatives Anti-Atlas Activités artistiques Radio communautaire Récit numérique	Visite de terrain Anti-Atlas Activités artistiques Foires agricoles, culturelles Festivals Campagnes scolaires Médias imprimés Radio communautaire Jeux en ligne	Débat public Suivi et évaluation de la qualité	

		Présence de l'OIM en ligne		
	Ecoute & confiance (Listening and building trust)	Partage des savoirs & savoir-faire (Sharing knowledge and skills)	Courbe d'apprentissage pour OIM - Cameroun (Learning)	Elaboration de politiques (Building policies)

ANNEXE 6 : BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Revue scientifique

- ALPES, M. J., (2013), « Payer pour émigrer : les intermédiaires de la migration au Cameroun », *Autrepart* 2013/3 (N° 66), p. 83-97.
- BAUER, R. et JENATSCH, T. (2016), « Communication pour le développement, Un guide pratique », Confédération Suisse, Direction Développement et de la Coopération (DDC).
- CARLING, J. (2002), « Migration in the Age of Involuntary Immobility: Theoretical Reflections and Cape Verdean Experiences », *Journal of Ethnic and Migration Studies* 28, no. 1.
- CARLING, J. et COLLINS, F. (2017), « Aspiration, desire and drivers of migration », *Journal of Ethnic and Migration Studies*.
- CASSARINO, JP. (2004), « Theorising return migration: The conceptual approach to return migrants revisited », *International Journal on Multicultural Societies (IJMS)*. 2004;6(2):253-79.
- CAZABAT, C. (2015), « Le rôle des organisations de la société civile camerounaises dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement », Thèse de Doctorat, Université Paris-Sorbonne.
- DE LA TOUR, E. (2003), « Héros du retour », *Critique internationale* 2003/2 (no 19), p. 171-189.
- DUBET, F. (2017), « Frustration relative et individualisation des inégalités », *Revue de l'OFCE*. 2017(1):11-26.
- GURR, T.R. (1970), « Why men rebel » Princeton, PUP.
- HIRSCHMAN, A. (1978), « Exit, Voice, and The State », *World Politics*, Vol.31 No.1.
- HOFFMANN, B. (2008), « Bringing Hirschman back in: Conceptualizing transnational migration as a reconfiguration of 'exit', 'voice', and 'loyalty' » *GIGA working papers*, No. 91.
- MEKDJIAN, S., AMILHAT-SZARY A-L., MOREAU M., NASRUDDIN G., DEME M., HOUBEY L., et GUILLEMIN C. (2014). « Figurer les entre-deux migratoires. Pratiques cartographiques expérimentales entre chercheurs, artistes et voyageurs. » *Carnets de géographes* 7.
- MESNARD, A. (2004), « Temporary migration and capital market imperfections », *Oxford economic papers*.
- MEZGER, C., FLAHAUX, ML. (2011) « Returning to Dakar: A mixed methods analysis of the role of migration experience for labour market status », In Norface Conference on Migration: economic change, social challenge 2011.
- MINTOOGUE, Y. (2017), « L'épargne des classes moyennes au Cameroun. Une économie en marge du système bancaire », *Notes de l'Ifri*.
- NOUMBA I. (2008), « Un profil de l'abandon scolaire au Cameroun », *Revue d'économie du développement*, 2008/1 (Vol. 16), p. 37-62.
- NUSSBAUM, M. (2011), « Creating Capabilities: The Human Development Approach », *The Belknap Press of Harvard University Press*.
- POMMEROLLE, M.-E. (2008), « La démobilisation collective au Cameroun : entre régime postautoritaire et militantisme extraverti », *Critique internationale* 2008/3 (n° 40), p. 73-94.
- SEN, A. (2005), « Human Rights and Capabilities », *Journal of Human Development* 6, no. 2 : 151–166.

TCHEUYAP, A. (2014), « Autoritarisme, Presse et Violence Au Cameroun », Hommes et Sociétés (Paris: Éditions Karthala).

TELLO R. et GAUTHIER B. (2012), « Les tontines favorisent-elles la performance des entreprises au Cameroun ? », *Revue d'économie du développement* 2012/1 (Vol. 20), p. 5-39.

VERSTRAETE, T. et FAYOLLE, A. (2005), « Paradigmes et entrepreneuriat », *Revue de l'entrepreneuriat*, Vol.4, n°1.

ICG, « Déclaration sur la situation au Cameroun », 21 décembre 2017.

« Le Dossier : Cameroun, l'État stationnaire », numéro de Politique Africaine 2018/2 (N°150), du 20/11/2018, Éditions Karthala.

Rapports et plans stratégiques:

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (2012), « Profil national du travail décent : Cameroun », BIT, Genève.

CAMERCAP-PARC (2016a), « Étude sur les sciences, la technologie, l'innovation – le cas du Cameroun, Yaoundé », Ministère de l'Économie.

CAMERCAP-PARC (2016b), « Étude sur le suivi de la démographie des PME au Cameroun, Yaoundé », Ministère de l'Économie.

EVINA, R. C. et IOM (2009), « Migration Au Cameroun: Profil National 2009 », Genève .

GOUVERNEMENT DU CAMEROUN (2015), « Plan d'Action National pour l'Emploi des Jeunes 2016-2020 ».

GOUVERNEMENT DU CAMEROUN (2009), « Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi 2010-2020 ».

IOM (2017), « Towards an Integrated Approach to Reintegration in the Context of Return ».

UNDP (2011), « Communication for Development – Strengthening the effectiveness of the United Nations ».

Samuel Hall / IOM (2017), « Setting standards for an integrated approach to reintegration », commissioned by IOM and funded by DFID.

IRAD (2012), « C2D : programme d'Appui à la recherche agronomique – projet 3 : pomme de terre ».

ROCARE (2010) « Orientation scolaire et accès au marché du travail : cas de Yaoundé », Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Éducation

World Bank (2015), « Republic of Mali: Higher Éducation Support Project ».

Samuel Hall est une entreprise sociale proposant des analyses d'experts, des conseils personnalisés et un accès aux connaissances locales pour un large éventail d'acteurs opérant dans les environnements les plus difficiles du monde.

Nous sommes spécialisés dans les enquêtes socioéconomiques, les études privées et publiques et l'évaluation de l'impact de divers acteurs humanitaires et de développement. Grâce à une approche rigoureuse et à l'inclusion d'experts universitaires, de praticiens de terrain et d'un vaste réseau de chercheurs nationaux, nous apportons des idées novatrices et des solutions pratiques pour résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques les plus urgents de notre époque.

Samuel Hall a des bureaux en Afghanistan, au Kenya et en Somalie et est présent en France, en Allemagne, au Sénégal, en Tunisie et aux Émirats Arabes Unis. Pour plus d'informations, veuillez visiter www.samuelhall.org

development@samuelhall.org

